

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

DE L'ÉVALUATION DU LITIGE

AU POINT DE VUE DU DROIT D'APPEL

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le vendredi 29 mai 1914 à 10 heures du matin

PAR

ANDRÉ TISON

Président: M. TISSIER, professeur.

*Suffragants: { M. WAHL, professeur.
 { M. CARPENTIER, professeur.*

PARIS

A. PEDONE, ÉDITEUR

LIBRAIRE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS

13, Rue Soufflot, 13

1914

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

DE L'ÉVALUATION DU LITIGE

AU POINT DE VUE

DU DROIT D'APPEL

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le vendredi 29 mai 1914 à 10 heures du matin

PAR

ANDRÉ TISON



Président: M. TISSIER, professeur.

*Suffragants: { M. WAHL, professeur.
M. CARPENTIER, professeur.*

PARIS

A. PEDONE, ÉDITEUR

LIBRAIRE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS

13, Rue Soufflot, 13

1914

A mon Père

A ma Mère

INTRODUCTION

Une personne engage devant un tribunal civil de première instance un procès destiné à faire consacrer à son profit l'existence d'un droit de créance, ou d'un droit réel mobilier ou immobilier : le tribunal va-t-il rendre une sentence définitive ou, au contraire, sujette à appel? Telle est, posée le plus simplement possible, la question qui, dans le langage juridique, porte le nom de détermination du litige au point de vue du droit d'appel. Le problème n'est pas neuf et nous n'avons pas la prétention d'apporter à sa solution une théorie inédite. Il s'est posé, dès que fut établi le droit pour tout plaideur d'en appeler d'une décision rendue par un premier juge à une juridiction supérieure, nantie du droit de revision d'un procès.

Notre but n'est pas de rechercher la légitimité du droit d'appel : sur ce point, tout a été dit et écrit et nous laisserons de côté les considérations d'ordre général destinées à le justifier. Nous plaçant devant un fait acquis : l'existence du droit d'appel, érigé en principe

de droit commun et limité à un seul degré, nous prétendons uniquement rechercher et préciser les cas où le recours à un juge supérieur est admissible.

Bien des difficultés gravitent autour de cette question qui revêt des dehors de simplicité purement apparents : les explications qui vont suivre, les discussions soulevées en doctrine, les interprétations souvent contradictoires d'une jurisprudence complexe et touffue, prouveront à l'excès combien a été lente la marche du droit vers une opinion définitive, si tant est que nous soyons, à l'heure actuelle, définitivement fixés sur la portée des textes consacrés à la détermination du premier et du dernier ressort.

La question du taux des deux degrés de juridiction est, en effet, une des plus complexes que la doctrine et la jurisprudence aient jamais eu à résoudre. Les divergences des cours d'appel sur la fixation de ce taux, les contradictions parfois inexplicables, et que nous essaierons de justifier, de la cour de cassation sur cette même fixation, témoignent que cette question de chiffres, si simple en apparence, présente, dans l'application, des difficultés qui la rendent digne d'une étude approfondie.

Elle ne se soulève pas seulement à propos du droit d'appel, mais elle naît encore au sujet de la détermination de la compétence des tribunaux.

Nous aurions pu, au cours de nos développements,

envisager l'une et l'autre éventualités et consacrer à la détermination du taux de la compétence un chapitre distinct. Mais comme, en dernière analyse, les mêmes principes directeurs sont à la base de la solution de ce double problème, nous avons cru préférable, dans un esprit de simplicité et de clarté, de nous arrêter sur la détermination seule du taux du litige quant à l'appel. Cela ne nous empêchera pas de faire, le cas échéant, une digression sur la détermination du taux de la compétence, mais, encore une fois, nous ne le ferons qu'à titre indicatif et lorsque les besoins de la discussion nous forceront à recourir à ce moyen d'investigation. La discussion logique du principe et de ses conséquences sera notre seul guide.

Les textes qui vont nous aider à solutionner ce grave problème de la détermination du taux d'un litige sont peu nombreux : ils sont, en tout cas, postérieurs au code de procédure civile, qui a omis de s'en préoccuper. C'est dans les articles 1 et 2 de la loi du 11 avril 1838 sur les tribunaux civils de première instance; dans l'article 639 du code de commerce, modifié par la loi du 3 mars 1840; dans le titre 1^{er} de la loi du 12 juillet 1905, qui a remplacé celle du 25 mai 1838, sur les justices de paix; et, enfin, dans les articles 32, 33 et 34 de la loi du 27 mars 1907, concernant les conseils de prud'hommes, qu'il faut chercher les

textes afférents à la détermination de la compétence et du ressort.

Il est certain que nous nous abstiendrons d'en faire un commentaire séparé, suivant les diverses juridictions envisagées par le législateur. Tous nos efforts tendront à les rapprocher et à les comparer, au besoin, pour dégager l'idée-mère que nous ne perdrons jamais de vue et qui se traduit dans la recherche du principe de la fixation du ressort et des moyens rationnels destinés à déterminer les cas où l'appel est recevable.

Pour atteindre le but que nous visons, et afin de jeter quelques lueurs de franche clarté sur cette question si obscure, nous avons songé, de prime abord, à nous lancer dans une étude historique de la doctrine antérieure au code de procédure civile, en en faisant l'objet d'un chapitre placé en tête de cette thèse. Mais, en présence de l'étendue que prendrait cette étude, et poussés aussi par la crainte d'une concision qui nuirait à l'exposé des anciennes doctrines, nous avons résolu de ne reproduire la solution des anciens auteurs et la jurisprudence des parlements que dans le cas où ces citations offriront un intérêt suffisant pour expliquer, approuver ou combattre les théories doctrinales ou jurisprudentielles actuellement en cours. C'est donc dans cette mesure que nous y recourrons.

Toutefois, et devant le laconisme des textes, il nous a paru nécessaire de nous attarder, l'espace de quel-

ques instants, sur la période précédant immédiatement la loi du 11 avril 1838 et de préciser l'état de la doctrine et de la jurisprudence à cette époque. Il nous a semblé aussi utile d'exposer les conditions dans lesquelles a été élaborée cette loi qui, la première, après 1790, a fixé le taux du litige en premier et en dernier ressort : les travaux préparatoires, les enquêtes préalables, les rapports, tous ces documents méritent une citation : nous ne les avons pas négligés parce que, sans apporter une précision nette dans la détermination du taux du ressort, ils peuvent entrer en ligne de compte pour activer la discussion et faciliter une solution raisonnable des mille difficultés nées du laconisme des textes.

Cette étude sommaire fera l'objet du premier chapitre.

Puis nous aborderons, dans un second chapitre, l'étude de la détermination du taux d'un litige qui porte sur une somme d'argent. Ici, nous aurons à nous demander quel est le sens exact à donner au terme de « principal » employé par le législateur ; à rechercher de quels éléments se compose « le principal de la demande », s'il comprend les intérêts de la somme réclamée et dans quelle mesure, s'il embrasse les dommages-intérêts réclamés par le demandeur et ayant une cause antérieure ou postérieure à l'engagement de l'instance. Nous aurons à nous poser ensuite la ques-

tion de savoir si les dépens du procès doivent être compris dans le montant de la demande, comme aussi d'autres frais accessoires, tels que les frais de sommation, les droits d'acte et d'enregistrement, les frais de saisie-arrêt, d'expertise, etc. L'examen de ces questions délicates sera fait dans une première section de notre chapitre II.

Dans une seconde section, nous rechercherons quel est l'acte qui fixe définitivement la question des prétentions du demandeur et nous insisterons sur le rôle prépondérant des dernières conclusions déposées devant le tribunal.

Nous essaierons, dans une troisième section, de découvrir l'influence que peuvent exercer sur le taux du ressort les satisfactions données par le défendeur au cours de l'instance.

Une quatrième section sera consacrée à l'influence des demandes exagérées sur le taux du ressort.

La cinquième envisagera le sort des restrictions faites par le demandeur pour rester dans les limites de la compétence en dernier ressort.

Enfin, dans quatre dernières sections, nous nous demanderons comment se détermine le ressort : 1° lorsqu'un seul demandeur intente plusieurs demandes contre un seul défendeur; 2° lorsqu'un seul demandeur intente une seule demande contre plusieurs défendeurs; 3° lorsque plusieurs demandeurs forment une

seule demande contre un seul défendeur; et 4° lorsque plusieurs demandeurs se trouvent en présence de plusieurs défendeurs.

Le chapitre III nous mettra en présence de nouvelles difficultés qui surgissent à propos de l'évaluation du taux d'un litige qui ne porte pas sur une somme d'argent et là, nous nous trouverons en face de demandes qui peuvent être indéterminables et toujours sujettes à appel; ou de demandes mobilières ou immobilières indéterminées ou indéterminables; ou de demandes déterminées par la loi; ou enfin, de demandes indéterminées, mais déterminables. Elles feront, chacune, l'objet d'une section spéciale.

Cela fait, notre attention se portera, dans un chapitre final, sur un examen concret des demandes reconventionnelles, dont la pratique abuse, et nous rechercherons dans quelles limites elles doivent être prises en considération pour la fixation du taux du ressort.

Nous aurons maintes fois l'occasion, au fur et à mesure que nous avancerons dans cette étude complexe, de mettre au jour les difficultés sans nombre que la pratique a suscitées. Nous avons, du reste, fait une sélection dans les multiples, — nous allons dire les incalculables — décisions des tribunaux et des cours, en prenant soin de les opposer les unes aux autres pour faire ressortir, en dernière analyse, le rôle de la cour de cassation qui a élaboré, au prix

de quel travail, une théorie assez acceptable et assez logique de la détermination du taux du premier et du dernier ressort. Car, il ne faut pas se le dissimuler, notre thèse, si elle ne néglige pas l'interprétation de la doctrine, a surtout pour but l'étude de la jurisprudence qui, dans peu de matières, offre un intérêt aussi poignant. Tautôt d'accord avec la doctrine, tantôt inspirée par les nécessités de la pratique, elle a su donner à l'édifice qu'elle a construit pièce par pièce, une forme juridique solide et parfois élégante.

Nous la suivrons donc dans son évolution, pour nous demander, en conclusion, s'il n'est pas nécessaire de provoquer l'intervention du législateur, en l'amenant à modifier, enfin, la loi du 11 avril 1838, à lui donner, dans un texte clair, la précision dont il a fait preuve, en 1905 et 1907, lorsqu'il s'est agi de déterminer la compétence des juges de paix et des prud'hommes. Nous essaierons de mettre en lumière certaines réformes, qui, suivant nous, s'imposent d'urgence, pour simplifier la solution du difficile problème que nous allons examiner.

CHAPITRE PREMIER

Etude historique sommaire de la loi du 11 avril 1838

Nous avons pris l'engagement de ne pas entreprendre l'exposé critique et détaillé de la détermination du taux du ressort dans notre ancien droit, en dépit de l'intérêt qui s'attache à cette étude. Nous demeurerons donc fidèle à cet engagement.

Toutefois, il est opportun de rappeler que, bien avant 1838, et dès le XVI^e siècle, deux édits célèbres et qui firent époque dans l'histoire du droit d'appel (1), ont mis un frein à l'abus des appels, en imposant une limite en deçà de laquelle le recours à un juge supérieur ne pouvait plus être reçu. C'est sur ces deux édits et à propos du cumul des demandes que se sont

(1) Edit des présidiaux promulgué, sous Charles IX, au mois de janvier 1551 ; et l'édit des juges consuls, dû au chancelier Michel de l'Hôpital, promulgué au mois de novembre 1563. — V. Négrin, *Du droit d'appel*, Paris, Marescq, 1860, p. 66 et suiv.

greffées toutes les controverses qui ont eu leur répercussion lors de la discussion de la loi du 11 avril 1838 et ont persisté jusqu'à la fin du XIX^e siècle. C'est de l'interprétation de leur teneur qu'est issue la théorie de Cujas, adoptée plus tard par Jousse, et qui a eu son reflet sur la jurisprudence subséquente. Nous aurons plus d'une fois l'occasion de citer l'opinion de ces auteurs, au cours de notre travail.

Quoi qu'il en soit, la controverse ouverte dès le XVI^e siècle durait encore à la période du droit intermédiaire, où l'on s'attendrait à rencontrer une solution radicale pour ou contre le cumul, ou tout au moins une ligne de démarcation nettement dessinée entre les affaires sujettes à l'appel et celles jugées en dernier ressort.

Au lieu d'élucider ce point essentiel, la loi du 25 juillet 1790 institua un système mort-né ; elle maintenait, il est vrai, l'usage de l'appel, mais au lieu d'établir des tribunaux supérieurs et des inférieurs, elle appelait, au nom du grand principe de l'égalité, les tribunaux de même ordre à réviser réciproquement leurs sentences. Etrange conception de l'appel, application fausse et exagérée du principe d'égalité, puisqu'en réalité, ce prétendu système des appels réciproques n'a eu d'autre but que de faire juger deux fois le même procès, dans les mêmes conditions et

qu'il n'arrivait pas à la révision de la sentence (1).

La loi de 1791 a organisé l'appel; après la tentative avortée de la loi de 1790. Celle-ci a fixé le taux de l'appel à 1.000 livres, sans préciser davantage la manière de calculer le taux du litige, sans déterminer comment doit être arrêté le chiffre auquel le juge doit se reporter pour savoir s'il est compétent en premier ou en dernier ressort.

Le texte de l'article 4 de la loi de 1790 était, en effet, ainsi conçu : « Les juges de district connaîtront, en premier et en dernier ressort, de toutes les affaires personnelles et mobilières, jusqu'à la valeur de 1.000 livres de principal, et des affaires réelles dont l'objet principal sera de 50 livres de revenu déterminé, soit en rentes, soit par prix du bail . »

La même lacune se retrouve en 1806, dans le code de procédure civile : bien mieux, aucun article n'a fixé le taux de l'appel, ce qui constitue un vice de méthode regrettable à tous égards, d'autant plus regrettable même que, si les rédacteurs du code avaient pris soin de consacrer un article à fixer le chiffre de l'appel, cette fixation n'aurait pas manqué de faire l'objet d'une discussion approfondie et les

(1) Voir les discussions dans le *Moniteur* de 1790, p. 492 et suiv. et 868 et suiv.

débats serviraient à fixer les controverses modernes et les auraient peut-être empêchées de naître.

Ce silence s'expliquerait, au dire de Locré (1) parce que « l'on a pensé qu'il ne fallait pas s'occuper d'un règlement sur la compétence dans une loi qui n'a pour objet que l'instruction ».

Le décret de 1791 étant encore en vigueur au moment de la confection du code de procédure civile, on n'a pas voulu insérer dans le code un titre sur la juridiction et sur la compétence, qui aurait, croyait-on, fait double emploi avec les précédents décrets.

Si cette explication est plausible, elle ne justifie pas le silence des rédacteurs du code, car les matières qui touchent à la compétence sont plutôt du ressort de la procédure proprement dite qu'elles ne rentrent dans le cadre de l'organisation judiciaire.

Quoi qu'il en soit, il faut arriver à la période comprise entre les années 1835, 1838 et 1840, pour trouver des lois qui traitent des deux degrés de juridiction.

Dès 1835, le gouvernement avait préparé et déposé sur le bureau des Chambres un projet d'organisation judiciaire générale, envisageant tous les tribunaux. Avant le dépôt et la discussion, il l'avait soumis à

(1) Locré, *Exposé du code de procédure par Treilhard*, t. XXI, p. 23.

l'examen des Cours royales, à l'effet de recueillir les observations des magistrats et à en tenir compte au besoin dans l'élaboration du texte définitif.

Les Cours n'ont pas résolu le problème des deux degrés de juridiction, avec la précision qu'il méritait. Il résulte, toutefois, de la lecture de certains avis par elles émis dans leurs réponses qui ont été publiées dans une brochure intitulée : « Analyse des observations présentées par les Cours de royaumes, sur le nouveau projet d'organisation judiciaire », il en résulte, disons-nous, que l'avis général proclamait que le chiffre de la demande devait être la véritable règle de la compétence ».

A propos de la compétence des tribunaux de première instance, l'article 23 du projet proposait que le montant de l'objet de la demande fût évalué, afin de faciliter la détermination de la compétence en premier ou en dernier ressort. Les Cours de Paris et de Besançon s'y montrèrent hostiles : la rédaction de l'article est vicieuse. Elle exige des évaluations qui changent sans utilité l'état des choses. Actuellement, le premier et le dernier ressort se règlent sur la valeur énoncée dans les conclusions des parties. Pourquoi établir deux procès ? Pourquoi obliger les parties à plaider et à faire ordonner des preuves et des expertises pour savoir si l'on plaidera le fond en premier ou en dernier ressort ? De grandes difficultés se pré-

senteront : c'est augmenter les formalités déjà si nombreuses et apporter de nouvelles lenteurs dans l'administration de la justice. Et alors, la Cour de Paris propose, pour éviter ces nombreux inconvénients, de rédiger l'article 23 de la manière suivante :

« Les tribunaux civils de première instance connaîtront en dernier ressort des actions personnelles et mobilières jusqu'à la valeur de 1.500 francs et des actions immobilières jusqu'à 60 francs de revenu, déterminé, soit en rente, soit par prix du bail ».

Le texte proposé est devenu l'article 1^{er} de la loi du 11 avril 1838 qui nous régit encore à l'heure actuelle. Mais, en 1835, le gouvernement avait retiré son projet, sur une observation qui lui avait été faite de scinder le projet général sur l'organisation judiciaire pour en faire plusieurs lois particulières au lieu d'une loi d'ensemble.

La consultation des Cours royales avait eu l'avantage de révéler l'existence d'une opinion générale quant à la détermination de la compétence qui devait être fixée par la demande évaluée par l'appréciation arbitraire du demandeur, en ce sens que le défendeur ne pourrait le contester et qu'il n'y aurait pas lieu à une procédure préalable d'expertise pour fixer le taux du litige.

C'est le seul point précis qui ressort de l'examen de l'analyse des observations des Cours, et il a son

importance : nous verrons la question se poser plus loin.

Quoi qu'il en soit, trois ans plus tard, deux projets de loi relatifs, l'un à la compétence des tribunaux civils de première instance, l'autre à celle des juges de paix, devenaient les lois du 11 avril 1838 sur les tribunaux civils de première instance et du 25 mai 1838 sur les justices de paix. La loi sur les tribunaux de commerce ne devait être promulguée, pour compléter la fixation du taux de la compétence de ces tribunaux, que deux ans plus tard, le 3 mars 1840.

Il est bien entendu que l'objet de ce travail étant la détermination du taux de la compétence des tribunaux civils de première instance, c'est sur la loi du 11 avril 1838 que doivent converger tous les efforts nécessaires pour saisir l'esprit de la législation et que si, de temps à autre, il est fait allusion aux deux autres lois de compétence, ce n'est qu'à titre documentaire et pour renforcer l'argumentation.

D'ores et déjà, avant d'entrer dans le détail des questions soulevées par la brièveté des termes de la loi de 1838, se pose une question essentielle qui est la suivante : le législateur de 1838 a-t-il prétendu innover, en modifiant la législation ancienne sur le taux de la compétence des tribunaux en premier ressort ?

Le *Moniteur* de 1838 (1), qui contient le rapport de M. Persil et la discussion du principe de la détermination du taux de l'appel, offre un intérêt de premier ordre.

« Le gouvernement, dit M. Persil (page 390), n'a pas voulu faire autre chose qu'étendre la juridiction des juges de paix et des tribunaux de première instance; il a donc pris les lois anciennes telles qu'elles existent; il a simplement proposé de changer les chiffres et ne s'est pas proposé autre chose. Il s'est borné à élever le taux de 1.000 à 1.500 francs. Ainsi, prenant la loi de 1790, il a dit : en matière personnelle, au lieu de 1.000 francs, je crois qu'on peut mettre 1.500 francs. Il a communiqué son projet aux diverses Cours royales du royaume et toutes n'ont vu que le changement de chiffre. »

Voilà la déclaration précise du rapporteur de la loi. Qu'a fait ressortir la discussion? Lorsqu'il s'est agi de se prononcer sur le taux de la compétence, lorsqu'un tribunal est saisi de plusieurs demandes, et de déterminer si le cumul doit être ou non admis et passer dans un article de loi, la discussion a été hésitante. On sent, à la lecture, que le législateur redoute de donner une solution, et de trancher les difficultés que soulève le cumul.

(1) V. notamment, *Moniteur*, 1838, p. 390 et suiv à 400.

Il faut lire le discours de M. Defougères (page 398), lorsqu'il indique la question, au cas où plusieurs demandes sont pendantes devant le même tribunal :

« Dans ce cas, que fera-t-on ? Les considérera-t-on toutes isolément, ou bien les réunira-t-on pour calculer sur le total la compétence du premier ou du dernier ressort » ? L'orateur a posé la question, sans la résoudre, ainsi que l'on peut s'en convaincre.

S'occupant du cas de plusieurs demandes pendantes en même temps devant le même tribunal, il dit : « Les considérera-t-on toutes isolément, ou bien les réunira-t-on pour calculer sur le total de la compétence du premier ou du dernier ressort ? Cette question peut se présenter sous plusieurs points de vue. Il peut arriver, en effet, que les demandes soient toutes présentées par le demandeur originaire ; il peut arriver aussi qu'elles ne soient multiples que parce que le défendeur a cru devoir former des réclamations.

Dans le projet qui vous est présenté, on ne s'est occupé en aucune façon du premier cas. La commission à laquelle vous avez renvoyé l'examen du projet ne s'en est pas occupée davantage. *On s'en est rapporté d'une manière absolue à la jurisprudence.*

Cependant, il se présente là des questions excessivement graves, excessivement difficiles. Plusieurs hypothèses peuvent se réaliser : ou les différentes demandes sont sans rapport avec les autres, ou bien

elles sont connexes, mais cependant divisibles, ou bien enfin, elles sont divisibles et tellement liées, qu'il est impossible d'apprécier les unes sans s'occuper en même temps des autres. Je le répète, *ni le ministère, dans le projet de loi qui est présenté, ni la commission n'ont examiné la question sous ce point de vue; on s'en est référé à la jurisprudence. Je suivrai cet exemple.* »

Ainsi, après un exposé si lucide de la question, après avoir reproché aux auteurs du projet leur indifférence et avoir montré combien délicate était la question à résoudre, M. Defougère se retranche, comme ceux qu'il critique, derrière la jurisprudence, sans prendre même la peine d'exposer la voie qu'elle a tracée, non plus que sans dire si cette voie conduit à la solution de tous les problèmes que soulève la détermination de la compétence.

En fait, il était dans l'intention du gouvernement, en 1838, de n'opérer que sur des chiffres, en élevant de 1.000 à 1.500 francs le taux de la compétence en dernier ressort des tribunaux de première instance, et de ne modifier en rien la législation ancienne, pas plus que ne l'avait modifiée le législateur de 1790. Ce qui revient à dire, pour conclure, qu'admettant sans changements ni discussion la jurisprudence persistante, le législateur de 1838 a consacré les principes précédemment établis et en particulier celui du cumul

des demandes. La simple induction conduit à cette conclusion. Et, la contesterait-on qu'on n'hésiterait pas devant la déclaration demeurée incontestée de M. Gaillard de Kerbertin qui, à la Chambre, posait cette question : « Quel est le principe qui préside à la garantie de cette compétence ? »

« Comme vous le savez, la détermination de premier ou de dernier ressort est fixée par l'importance du litige. Il n'est pas nécessaire de faire remarquer que le litige se compose de tout ce qui est contesté devant le juge.

« Ainsi, Messieurs, on capitalise, si je puis m'exprimer ainsi, toutes les demandes, objets de la contestation, soit que ces demandes émanent de la partie qui a introduit l'instance, soit que le défendeur originaire oppose une demande reconventionnelle. Tout est compris pour la fixation du premier ou du dernier ressort. Quoique chaque demande considérée isolément fût susceptible d'être jugée en dernier ressort, leur réunion fait sortir l'affaire de la juridiction souveraine des premiers juges » (p. 391).

« Tel est l'état de la jurisprudence ».

Voilà, résumé dans une forme concise, l'état de la question en 1838. Aucun doute n'est donc possible : le législateur s'est gardé de déroger aux principes jurisprudentiels antérieurs; il a effleuré les difficultés sans les résoudre et son œuvre semble bien s'être

bornée à indiquer le chiffre seul, au delà duquel l'appel est admissible. Encore une fois, la discussion a été stérile du côté théorique de la détermination des éléments qui doivent entrer en ligne de compte pour donner aux tribunaux de première instance le pouvoir de juger en premier et en dernier ressort. On ne peut que regretter les hésitations incompréhensibles de juristes capables de solutionner un point de droit aussi intéressant par une disposition législative, mais l'on doit aussi s'incliner devant les déclarations du rapporteur de la loi et des orateurs qui ont pris part à la discussion.

En somme, une double idée était à la base de la modification apportée en 1838 à la législation préexistante : d'abord, augmenter le taux du litige, en fixant à 1.500 francs au lieu de 1.000 francs (1) la compétence en dernier ressort des tribunaux de première instance, en raison de la dépréciation de la valeur de l'argent, ensuite mettre un frein à la passion proces-

(1) 1.000 livres ne valaient que 97 fr. 659 ; 1.000 francs valaient donc 1.012 livres. La loi de 1790 avait dans son texte conservé le mot « livre »... La loi de 1793 adopta le mot franc et la loi du 17 floréal an VII (1799), art. 2, décidait qu'« à partir de la même époque toutes les transactions entre particuliers exprimeront également les sommes en francs, décimes et centimes ». En pratique, cependant, les auteurs et les arrêts parlent de 1.000 livres ou 1.500 francs selon qu'ils se réfèrent à une époque antérieure ou postérieure à la loi de 1838.

sive des justiciables qui aurait absorbé en frais de justice la valeur du litige et au delà.

Quant au principe, on est conduit à admettre que la règle posée par Cujas, constatée par Bretonnier et développée par Jousse, semble encore dominer cette partie de notre droit. Elle revient à dire : « Si una sit actio cujus singulæ summæ faciant cognitionem principis, sed conjuncta faciant, ad principem appellatur ».

Ce serait donc le principe de la réunion des divers chefs de demandes, l'addition des chiffres afférents à chacun d'eux qui fixerait le taux du litige et, par suite, la compétence en premier ou en dernier ressort. Ce serait le maintien de la théorie prédominante de l'ancien droit.

Tel était bien l'esprit du législateur de 1838, auquel il a été fait allusion plus haut et qui s'est dessiné avec une clarté plus grande encore, lors de la discussion de la loi sur les justices de paix (1).

Au nom du gouvernement, le ministre déclarait, en effet, que : Lorsque plusieurs demandes sont portées devant le juge entre les mêmes parties, le projet distingue avec raison celles qui constituent la demande principale de celles qui forment la défense à cette

(1) V. *Moniteur*, 1^{er} février 1837, p. 87.

demande, et que dans le langage du droit, on nomme reconventionnelles.

« Quant aux premières (celles qui constituent la demande principale), c'est leur valeur réunie qui détermine la compétence du juge. Il statue en premier ou en dernier ressort, il doit se dessaisir suivant le chiffre auquel s'élèvent ces demandes ».

L'interprétation du projet ne prête pas à ambiguïté. Du reste, le rapporteur de la loi, M. Renouard, insistait sur l'idée du cumul en ces termes : « Le premier projet (il fait allusion au projet de 1835 précité) considérait isolément, pour la détermination de la compétence, les divers chefs de demandes contenus dans un même exploit; le projet actuel détermine la compétence par la somme totale de ces chefs de demandes additionnés les uns aux autres » (1).

Et M. Barthe, garde des sceaux, précisait encore davantage (2) : « Tous les chefs de demandes que la même partie forme *simultanément* constituant la valeur du litige, *il importera peu qu'elle les présente distinctement*. Ce sera par le chiffre des conclusions réunies que se déterminera le point de savoir si le jugement sera de premier ou de dernier ressort, ou même si le juge de paix n'est pas incompetent sur le

(1) V. *Moniteur*, *ibid*, p. 726.

(2) V. *Moniteur*, p. 1157.

tout. L'opinion contraire aurait produit de fréquents débats, afin de savoir si les chefs de demandes procédaient de la même cause ou de causes différentes. Il en serait résulté ainsi un moyen facile, par la division de l'action, d'appeler le juge à prononcer sur des intérêts qui dépasseraient la destination ordinaire de sa juridiction ».

Pour le garde des sceaux et dans l'intention du gouvernement, il faut donc s'en rapporter aux conclusions de l'exploit : si plusieurs demandes y sont produites, qu'elles soient présentées distinctement ou non, c'est de la valeur du litige constituée par la réunion de tous les chefs de demandes que l'on doit tenir compte pour régler le ressort.

Un point d'arrêt s'impose sur ces constatations décisives, puisées aux sources les plus vivaces du sujet à traiter. Il n'était guère possible de négliger les témoignages concluants des auteurs qui ont été cités, non plus que de mettre en relief les idées directrices des promoteurs de la loi du 11 avril 1838. Mais le but de cette thèse est loin d'être atteint. En entrant dans le cœur du sujet, il va falloir se poser l'intéressante question de savoir si la doctrine subséquente et la jurisprudence se sont ralliées à la théorie qui vient d'être exposée et parcourir les hypothèses multiples dans lesquelles la détermination du taux du premier ressort donne lieu à difficultés. Le prochain chapitre

est destiné à l'examen des litiges qui portent sur une somme d'argent. C'est l'hypothèse la plus simple et qui, cependant, exige la recherche de solutions parfois délicates à trouver. La suite de nos explications le prouvera surabondamment.

CHAPITRE II

Evaluation du taux d'un litige portant sur une somme d'argent

La règle dominante en la matière, la règle générale qui souffre, on le verra plus loin, quelques exceptions, est qu'il faut s'attacher, pour la détermination du ressort, non à la nature de l'intérêt en litige, mais à l'importance pécuniaire de l'affaire soumise au tribunal.

Telle est la base adoptée comme pierre de touche par les lois de 1790 et de 1838 : l'intérêt pécuniaire en jeu décide seul le point de savoir si le jugement rendu est, ou non, rendu sans appel.

On l'a critiquée et une opinion s'est dessinée, qui aurait voulu que la loi autorisât les juges à statuer, tantôt en premier ressort, tantôt à charge d'appel, suivant le plus ou moins de simplicité ou le plus ou moins de difficulté de l'affaire. On a dit que, dans une affaire simple et d'une décision facile, il serait oppor-

tun que la loi fit le sacrifice de deux degrés de juridiction; mais que, par contre, lorsque certaines complications surgissent, il serait naturel que la loi exigeât la garantie des deux degrés de juridiction.

Peu importe l'intérêt en litige : ce n'est pas de sa valeur que devrait dépendre le droit à l'appel. Et les partisans de ce système, qui a vécu, s'enfermaient dans un dilemme qu'ils croyaient péremptoire. De deux choses l'une, disaient-ils : ou les deux degrés de juridiction ont paru au législateur la garantie nécessaire de l'administration d'une bonne justice, et alors il faudrait les exiger toujours; ou bien cette garantie n'a aucune importance, et alors pourquoi l'exiger? Pourquoi s'arrêter à une somme fixe de 1.500 francs?

En soi, une somme n'a pas de valeur absolue et un intérêt de 1.500 francs peut avoir pour celui qui le débat tout autant et même plus d'importance qu'un intérêt de 10.000 à 100.000 francs débattus par une autre personne.

L'argument est spécieux et la critique ne saurait porter. Le législateur de 1838 ne s'est pas arrêté à l'idée de la valeur relative d'un procès, selon qu'il se déroule entre telles ou telles personnes. Le motif du premier et du dernier ressort, il faut le chercher ailleurs. Ce n'est pas l'intérêt relatif du demandeur qui a attiré la soucieuse attention du législateur. Il a tenu,

avant tout, que l'objet du litige, le montant de la demande, ne fût pas absorbé par les frais qu'entraîne fatalement le recours à un tribunal supérieur. De toute nécessité, il devait s'attacher à une somme fixe pour déterminer le ressort, et c'est avec raison qu'il a conclu à la limitation en une somme chiffrée du taux du premier ressort. Sa décision est raisonnable et l'on peut avancer que, dans sa simplicité, elle satisfait aux exigences d'une délimitation des affaires sujettes à l'appel. Il fallait bien, en toute occurrence, trouver un critérium et le plus simple, à coup sûr, ne peut être qu'une évaluation pécuniaire du litige : on en chercherait vainement d'autres !

On a prétendu, d'un autre côté, ou plutôt on a tenté d'insinuer que l'intérêt réel de la partie doit servir de base à la compétence : c'est là encore une théorie insoutenable. On se demande comment serait accueillie, devant un tribunal, la prétention du défendeur qui, au début de l'instance, soutiendrait que son adversaire a exagéré à dessein sa demande et que l'appel ne doit pas être reçu, parce que la demande doit être réduite à un chiffre réellement dû et moindre de 1.500 francs. Ainsi, sur une demande de 2.000 francs, le défendeur n'aurait pas le droit de contester et prouver qu'il est supérieur à l'intérêt réel du demandeur à qui, en réalité, il est dû moins de 1.500 francs, que celui-ci a exagéré sa demande pour se réserver

l'appel, et qu'il y a lieu de réduire, *à priori*, la demande à sa juste valeur.

Non ! et non seulement la pratique est contraire à cette conception, mais la règle que l'intérêt ne fixe pas le ressort est toute dans l'intérêt du justiciable. Elle a, parfois, pour conséquences de faire subir deux degrés de juridiction à des demandes qui n'y auraient pas droit; c'est incontestable. Où mènerait la pratique contraire ? A faire précéder toujours le jugement de la demande principale d'une instance préalable sur la fixation de l'intérêt réel des parties; à faire deux procès d'un seul, à multiplier les frais de justice; et enfin à laisser le juge maître de fixer arbitrairement sa propre juridiction. Ce sont des conséquences inacceptables.

Il est par trop évident et incontestable que le jugement de condamnation ne fixe pas la compétence en premier ou en dernier ressort. Si cette opinion ne prévalait pas, il faudrait admettre qu'un jugement qui statue au delà de la somme réclamée est rendu en premier ressort. La doctrine et la jurisprudence s'accordent pour repousser cette solution anti-juridique (1); en admettant un système contraire, elles auraient donné aux juges le droit de juger arbitraire-

(1) *Sic*, Bonfils, n° 1339 ; Lyon, 23 février 1882, D., 1882, 2, 140 et Limoges, 5 janvier 1886, D., 1887, 2, 113.

ment et sans contrôle, suivant leur impulsion personnelle; elles auraient anéanti toutes les garanties des plaideurs.

Cela étant, l'article 1^{er} de la loi du 11 avril 1838 distingue, dans son texte, deux cas différents, suivant que l'action intentée est personnelle et mobilière, ou qu'elle est immobilière. Dans le premier cas, l'objet de l'action ne doit pas excéder 1.500 francs de capital; dans le second cas, on ne s'attache plus à la valeur du capital, immeuble ou fonds, qui fait l'objet du litige, mais au revenu : ce dernier est-il supérieur à 60 francs, les premiers juges ne décident qu'en premier ressort.

Notons au passage et à titre de simple indication, sauf à examiner dans le chapitre suivant le caractère des actions immobilières, que le législateur de 1838, faisant sienne la décision législative de 1790, relative au taux de la compétence en matière immobilière, s'est gardé de laisser à l'appréciation des parties de fixer le premier ou le dernier ressort. Il ne s'est pas attaché à la valeur du capital de l'immeuble, objet de l'action, parce que la détermination de cette valeur aurait nécessité des frais d'expertise préalables souvent exagérés et qui auraient le plus souvent absorbé une partie de la valeur de l'immeuble. Il a tenu à ce que le prix du bail ou de la rente qui doit être versé par le preneur ou par le débirentier, d'après le con-

trat en cours au moment où la demande est introduite — contrat passé entre les parties plaidantes ou leurs auteurs — serve de base pour déterminer le taux du dernier ressort. En conséquence, toute action immobilière, aux termes de notre article 1^{er}, dont le revenu ainsi précisé ne dépasse pas 60 francs, n'est pas soumise à l'appel. Et il va sans discussion que de ce taux de 60 francs, il n'y a pas lieu de défalquer les charges publiques acquittées par le débiteur.

Si le contrat de bail ou de rente ne fixe pas le revenu, on se trouve alors en présence d'une demande indéterminée dont l'examen est réservé, et le jugement rendu est toujours susceptible d'appel.

Il fallait relever le contraste entre les deux espèces d'actions pour mieux faire sentir la différence qui existe entre elles. Pour l'instant, l'intérêt est de déterminer le taux de la compétence en matière personnelle et mobilière lorsque le litige porte sur une somme d'argent.

Il s'agit le plus souvent d'action en remboursement d'une somme prêtée, d'action en dommages-intérêts basée sur les articles 1382, 1383 et 1384 du code civil, etc. La loi fixe à 1.500 francs la compétence en dernier ressort des tribunaux de première instance, et, aujourd'hui, tout le monde est d'accord pour décider que la compétence en dernier ressort s'entend de 1.500 francs de capital inclusivement. En effet, antérieurement à

1838, une jurisprudence constante interprétait le texte de la loi de 1790, qui stipulait que les tribunaux d'instance « connaîtront les actions personnelles et mobilières jusqu'à mille livres », dans le sens que les jugements rendus sur 1.000 livres échappaient à l'appel. Rien, dans les travaux préparatoires ni dans les rapports ou projets gouvernementaux, n'a détruit cette jurisprudence qui se trouve par là même confirmée. Le principe est certain.

Que comprend donc le « principal » de 1.500 francs ? A en croire M. Boitard, un théoricien de la première heure, rien ne serait plus simple. « Si, s'exprime-t-il, l'objet réclamé est de l'argent, rien de plus facile ; sa nature, même ici, désigne clairement sa valeur. Demande-t-on plus ou moins de 1.500 francs ? » (1)

Tel n'est pas l'avis de M. Boncenne, qui affirme « qu'une foule de questions s'est élevée, comme un amas de nuages, autour de la règle des deux degrés de juridiction » (2).

De son côté, M. Carré (3) met en relief les difficultés que cette règle a fait surgir. Il s'exprime en ces termes : « Le nombre des décisions rendues sur la matière que nous allons traiter est immense et présente une foule de contradictions », décisions qu'il a dû

(1) Boitard, t. II, p. 7, édition 1854.

(2) Boncenne, *Théorie de la procédure*, t. I, p. 306.

(3) Carré, *Lois d'organisation judiciaire*, t. I, n° 5, p. 231.

rapprocher et comparer, pour en déduire les règles principales de son ouvrage.

Il est certain que, dans la simplicité de sa forme, l'article 1^{er} de la loi du 11 avril 1838 a donné naissance à une foule de questions aussi difficiles à résoudre les unes que les autres. Les solutions que la doctrine et la jurisprudence vont nous aider à dégager seront, disons-le entre parenthèses, applicables à la détermination du dernier ressort des affaires soumises à l'examen des juges de paix par la loi du 25 mai 1838, abrogée par celle du 12 juillet 1905, comme de celles déferées aux tribunaux de commerce par la loi du 3 mars 1840 ou aux conseils de prud'hommes par la loi du 1^{er} juin 1853, qu'a remplacée celle du 27 mars 1907. Ces solutions auront donc un caractère essentiellement général.

Tout d'abord, il est certain que les 1.500 francs de principal comprennent, outre le montant du capital réclamé, les intérêts, arrérages, fruits et autres accessoires échus au jour du procès, ainsi que les dommages-intérêts qui se rattachent à l'affaire et dont la cause est antérieure à la contestation. Le chiffre total de ces sommes réclamées par le demandeur fixe le ressort.

Il faut bien s'entendre sur la portée de cette affirmation. Quand nous disons : **il est certain**, nous n'avons pas la prétention d'ériger en axiôme la solu-

tion donnée en termes aussi catégoriques. Et, en effet, le principe a été contesté par un excellent auteur, M. Boitard, dans les premières éditions de ses leçons sur la procédure civile (1), où l'auteur, après avoir indiqué qu'à l'époque — en 1854 — les décisions contradictoires de la jurisprudence ne permettaient pas de trouver un critérium indiscutable, interprète d'une façon restrictive, le terme de « principal » employé par le législateur. D'après lui, ce mot paraît exclure, non seulement les intérêts et les fruits, mais tout ce qui ne tient pas au fond, à l'intérêt primitif, originaire de la demande, en un mot, tous les accessoires, et, dans ce système, on ne doit imputer sur le montant de la demande, ni les intérêts ou les fruits, soit postérieurs, soit même antérieurs à la demande intentée, ni les dommages-intérêts qu'on réclame à raison de faits postérieurs ou à raison de faits antérieurs à la demande.

L'auteur fait donc table rase de tous les accessoires pour ne tenir compte que du montant du principal de la demande envisagée seule.

Nous ne saurions le suivre dans cette voie, malgré toute l'autorité qui s'attache à son nom et à sa réputation doctrinale. Ce système aurait bien pour effet de supprimer des difficultés pratiques, souvent délicates

(1) V. Boitard, 6^e édit., t. II, n^o 672, p. 41.

à résoudre puisque, en définitive, le juge n'aurait qu'à envisager le montant nu de la créance réclamée pour savoir si la sentence qu'il rendra est ou non définitive. Mais, par contre, on peut lui faire le grave reproche de supprimer un grand nombre de recours devant les juges d'appel et de porter ainsi indirectement atteinte au principe des deux degrés de juridiction qui est le droit commun. Et puis, est-il bien logique d'admettre que les intérêts, fruits et autres accessoires, dûs et exigibles au moment où l'instance va s'engager, et qui peuvent être réclamés en même temps que le capital, ne font pas partie intégrante de la somme que le demandeur est en droit de se faire payer par la voie judiciaire? N'est-ce pas dans ce sens qu'il faut interpréter l'ancien adage : « Accessorium sequitur principale? » Il n'y a qu'une somme due, une somme réclamée et c'est, en réalité, le total de la somme due en principal, avec les intérêts, ou les fruits ou les arrérages échus au moment du procès et, le cas échéant, les dommages-intérêts qui se rattachent à l'affaire et qui ont une cause antérieure au litige, c'est la réunion en une somme unique de tous ces éléments qui fixe le ressort. Telle était l'opinion de Cujas, de Bretonnier et de Jousse ; telle est encore la conclusion de la majorité de la doctrine la plus récente, à laquelle il faut se rallier sans hésitation. En ce sens, il est certain, ainsi que nous le disions,

que le chiffre de 1.500 francs prévu par l'article 1^{er} de la loi de 1838, comporte la réunion des divers éléments qui viennent d'être énumérés, à la condition, bien entendu, que ces intérêts ou autres accessoires aient été demandés avec une précision suffisante pour permettre au juge de statuer sur les conclusions prises à cet égard.

Voilà le principe auquel il convient de se rallier, et l'ayant énoncé dans des termes aussi précis que possible, on peut considérer que, logiquement, toute une catégorie des sommes auxquelles le défendeur peut être condamné envers le demandeur doit être écartée dans la détermination du taux de la compétence en premier ou en dernier ressort. Elle comprend des sommes qui n'étaient pas dues au moment du procès, et qui n'étaient pas réclamées à ce titre par le demandeur. Bien que visées dans le jugement, elles ne changent en rien le ressort, car il ne faut jamais perdre de vue que c'est l'objet demandé et non le montant de la condamnation qui fixe le ressort : c'est la demande qui limite les pouvoirs du juge.

Quelles sont donc les sommes qu'il faut éliminer dans le calcul du principal de la demande ?

A) *Intérêts échus depuis la demande.* — Tout d'abord ne rentrent pas dans le calcul du principal les intérêts échus depuis la demande, qu'ils soient conventionnels, moratoires ou légaux. Un débiteur

poursuivi en paiement d'une somme de 1.500 francs est condamné, si la prétention de son créancier est admise, non seulement au paiement du principal, mais aux frais de l'instance, en vertu de l'article 130 du code de procédure civile, et aux intérêts du jour de la demande, en supposant que le créancier y ait conclu. La condamnation dépassant 1.500 francs, est néanmoins rendue en dernier ressort, car l'affaire n'excède pas 1.500 francs de principal (1).

C'est à cette solution que s'est arrêtée la Cour de cassation dans ses plus récents arrêts (2), où elle a suivi l'impulsion de la doctrine favorable à cette thèse (3). Elle a, par arrêt du 6 janvier 1897, cassé un jugement du tribunal de commerce d'Alger, du 2 mars 1895, qui avait admis l'appel porté devant lui d'un jugement de conseil de prud'hommes, lequel avait été saisi d'une demande de 195 francs en capital. Le tribunal avait déclaré que l'appel était recevable par ce motif unique qu'il convenait de prendre en considération la demande indéterminée en intérêts et frais. La Cour a cassé, pour violation de l'article 13, § 1

(1) V. en ce sens, Boitard, *ibid.*, t. II, p. 11.

(2) Cass. req., 18 juillet 1883, D., 1884, 5, 144 ; Cass., 6 janvier 1897, S., 1897, 1, 900. — V. Cass., 20 mars 1850, S., 1851, 1, 131.

(3) V. notamment Garsonnet et Cézard-Bru, t. V, n° 2012, p. 716, édition 1902 ; Rodière, *Compétence et procédure*, 4^e édit., t. II, p. 47 ; Crépon, *Traité de l'appel*, t. II, n° 436, p. 101 ; Rousseau et Laisné, *vo Appel*, p. 80 et 81.

de la loi du 1^{er} juin 1853, sur ce considérant formel « que les intérêts du capital courus depuis la demande et les frais de l'instance sont des accessoires qui ne comptent pas pour la fixation du taux du ressort ». C'est là un attendu de style qui se retrouve dans un arrêt du 18 juillet 1883 (1), et que sanctionnait sous une autre forme la chambre des requêtes, le 20 mars 1850, en disant : « Attendu que c'est le chiffre de la demande originaire qui fixe le montant du litige, sans que plus tard on puisse y réunir soit des frais de procédure soit les intérêts courus depuis la demande introductive d'instance pour arriver à un taux supérieur à celui du dernier ressort ». Les mots changent, mais l'idée principale est identique dans ces décisions judiciaires et le principe lui-même est aujourd'hui constant en jurisprudence comme en doctrine.

En général, on peut discerner aisément les intérêts échus au jour de la demande des intérêts courus depuis, et la solution de ce petit problème est des plus simples. Cependant, cette détermination soulève parfois des difficultés inhérentes à certains incidents de procédure (2).

La première difficulté qui ait été résolue par la

(1) *Veuve Mathieu et consorts c. Cie d'assurances contre l'incendie la Renaissance.*

(2) *V. Tissier, Code de procédure civile sous l'article 453, nos 324 et suiv. et Crépon, ibid, nos 437 et suiv.*

jurisprudence, l'a été à propos d'une reprise d'instance, le 8 août 1864 (1), dans une affaire Flogny et Régnault contre Minoreille. Dans l'espèce, la dame Minoreille avait, le 11 avril 1855, assigné devant le tribunal civil de Troyes la dame Petit en validité de saisie-arrêt qu'elle avait pratiquée sur elle entre les mains d'un de ses débiteurs pour une somme de 1.500 francs et en paiement de cette somme, ainsi que des intérêts et des frais. La défenderesse étant décédée en cours d'instance, celle-ci fut reprise contre ses héritières et, le 22 août 1862, le tribunal les condamnait à payer à la demanderesse la somme de 1.500 francs, montant de la créance en principal, ainsi que les intérêts et les frais.

Sur appel interjeté par les héritières de sa débitrice, l'intéressée soutint que le jugement rendu était en dernier ressort et que les intérêts courus depuis la demande originaire jusqu'à l'assignation en reprise d'instance, n'étaient autres que des intérêts moratoires, à l'instar de ceux courus depuis la seconde assignation et que, conservant jusqu'au jugement définitif ce caractère d'intérêts moratoires, ils ne pouvaient être pris en considération, pour la détermination du ressort. C'est à cette thèse que s'est rangée la Cour d'appel de Paris, par arrêt du 13 juin 1863, thèse que

(1) Cass., 8 août 1864, S., 1864, 1, 391.

la Cour suprême a confirmée dans l'arrêt précité du 8 août 1864, en rejetant le pourvoi des dames Flogny et Regnault, fondé sur ce moyen que ce n'était pas seulement une dette de 1.500 francs qui était tombée à leur charge, en qualité d'héritières de la débitrice, mais cette dette, augmentée des annuités d'intérêts dus à raison du retard apporté dans le paiement par leur auteur. En reprenant l'instance contre elles, prétendaient-elles, la dame Minoreille leur réclamait : 1° 1.500 francs pour un capital ; 2° les intérêts tels que de droit ; or, ce second chef devait comprendre forcément *les annuités d'intérêts déjà échus*, indépendamment de ceux qui couraient de nouveau à dater de la seconde assignation et qui seuls pouvaient avoir à l'égard des héritières de la dame Flogny, le caractère d'intérêts moratoires.

La Cour de cassation a fait justice de cette prétention et déclaré que la demande en reprise d'instance n'étant que la reproduction de la demande primitive, « les intérêts, réclamés dans l'une comme dans l'autre et adjugés, n'étaient que des intérêts moratoires, sans influence sur le degré de juridiction ».

Une difficulté de même ordre s'est présentée au sujet d'une instance qui se compliquait d'un appel en garantie et un arrêt assez ancien de la Cour d'appel

de Lyon, du 11 décembre 1832 (1) (affaire Golzard et Billotey et autres), a décidé que les intérêts échus ainsi que les dépenses faites depuis le jour de la demande originaire jusqu'à celui de la demande en garantie ne devaient pas être joints au principal, même au regard du garant, pour déterminer le premier ou le dernier ressort. Le premier exploit assignait en paiement de 897 francs, et la somme réclamée en définitive au garant avec les intérêts et les frais dépassait le taux de 1.000 francs qui était, à l'époque, le taux du dernier ressort, fixé par l'article 5 du titre 4 de la loi du 16 août 1790, taux que l'article 453 du code de procédure civile n'avait pas modifié.

Une difficulté semblable peut naître encore dans la computation des intérêts pour déterminer le ressort lorsque ces intérêts sont demandés par l'exploit introductif d'instance et ne naissent que de la demande elle-même. Ils ne s'ajoutent pas au principal de la demande et n'ont pas plus d'influence sur la détermination du taux du ressort que les intérêts courus depuis l'introduction de l'instance. Tout comme ces derniers, ils sont des accessoires de la demande qui ne s'ajoutent pas au principal. C'est ainsi qu'en a dé-

(1) V. Sirey, 1833, 2, 184.

cidé la Cour de cassation, par arrêt du 23 janvier 1865 (affaire Trésor public contre Puccini) (1).

Voilà quelques hypothèses dans lesquelles, suivant nous, la jurisprudence a fait une juste application du principe sus-énoncé, aux termes duquel les intérêts échus dans l'intervalle de la demande au jugement ne doivent pas être supputés pour fixer la compétence en premier ou en dernier ressort. Ses conclusions sont exactes.

Ainsi donc, et pour résumer en quelques mots les observations qui viennent d'être développées, les intérêts moratoires ou autres échus depuis le point de départ de l'instance ne font pas corps avec le principal de la demande; ils en sont un accessoire et ne sont pas pris en considération pour la détermination du ressort. Quant au point de départ de l'instance lui-même, on ne peut le placer que dans l'exploit introductif d'instance ou dans la citation en conciliation pour les affaires qui comportent ce préliminaire (2). La règle ainsi posée est générale et s'applique aussi bien aux tribunaux de commerce qu'aux justices de paix et conseils de prud'hommes (3).

(1) S., 1865, 1, 116.

(2) V. en ce sens, Tissier, *Code de procédure civile*, n° 326 et l'arrêt de la cour d'appel de Caen du 7 novembre 1827 qui y est visé.

(3) V. notamment, en ce qui concerne les intérêts courus depuis

Au surplus, la même règle reçoit son application si, au lieu d'intérêts réclamés, il s'agit d'arrérages ou de fruits. Il n'y a aucune raison juridique plausible pour en décider différemment. La doctrine est unanime sur ce point (1).

B) *Domages-intérêts dont la cause est postérieure à l'engagement de l'instance.* — Ne rentrent pas dans le calcul du principal de la demande les dommages-intérêts réclamés par le demandeur au cours de l'instance, et basés sur une cause postérieure à l'introduction de la demande. Telle est la doctrine professée par MM. Glasson et Garsonnet.

Il est bien entendu que l'on n'envisage ici que les dommages-intérêts réclamés par le demandeur, accessoirement à la demande principale, et non les dommages-intérêts réclamés reconventionnellement par le défendeur. L'étude de l'influence de ces derniers sur le taux du ressort sera entreprise à son heure. Pour l'instant, il est opportun de poser et d'essayer de résoudre l'unique question de savoir si les dommages-intérêts réclamés par le demandeur, en cours d'instance, exercent une influence sur le déplacement de la compétence en premier ressort.

le protêt d'un effet de commerce, Tissier, *ibid.*, nos 328 et 329 et les nombreux arrêts cités par l'auteur.

(1) V. Tissier, *ibid.*, n° 331 ; Crépon, *ibid.*, n° 450 ; *Pand. fr.*, v° *Appel civil*, n° 1207, etc., etc.

Cette question suppose résolue celle de savoir si les dommages-intérêts réclamés au début de l'instance ont pour effet de déplacer ou non la compétence en premier ressort des juges saisis de la demande principale. Elle vaut la peine d'une mention préalable. Or, en ce qui concerne ceux-ci, on s'accorde à les considérer comme rentrant en ligne de compte pour le calcul de la compétence en premier ressort, à la double condition qu'ils se rattachent à l'affaire et qu'ils aient une cause antérieure à la contestation. Tel serait le cas d'une demande en paiement d'un loyer de 1.000 francs échus, sur laquelle se grefferait une demande de 500 francs de dommages-intérêts pour abus de jouissance de la part du locataire, les termes du bail n'étant pas contestés. Les dommages-intérêts s'ajoutent au principal et le tribunal juge en dernier ressort.

A l'inverse, et dans la même hypothèse, si la demande de dommages-intérêts était indéterminée et s'ajoutait à la demande principale, le jugement à intervenir serait susceptible d'appel (1). On insistera davantage sur cette dernière solution, dans le chapitre suivant, à propos de la détermination de la compétence lorsque le taux du litige est indéterminé.

(1) Orléans, 19 mars 1850, S., 1852, 2, 208 ; Montpellier, 12 mars 1847, S., 1847, 2, 434.

Quoi qu'il en soit, la formule qui vient d'être dégagée ne s'est pas implantée en doctrine sans avoir à subir certains assauts. Quant à la jurisprudence, elle est loin de s'être accordée, et l'on est en droit d'affirmer que le point de savoir si l'on doit appliquer au demandeur la règle de l'article 2 de la loi du 11 avril 1838, portant qu'il sera statué en dernier ressort sur les demandes en dommages-intérêts lorsqu'elles sont fondées sur la demande principale elle-même, a été résolu diversement par les tribunaux (1).

En effet, la lecture des arrêts multiples rend perplexé tout commentateur de la loi de 1838, qui se renferme uniquement dans les termes de l'article 2 sans rechercher l'idée mère qui a présidé à la fixation du taux du dernier ressort. Dès l'abord, on est surpris par la contrariété des décisions judiciaires, mais l'observation plus attentive des arrêts permet de les classer en deux catégories bien distinctes.

Dans une première opinion à tendance radicale, la jurisprudence des Cours d'appel a, dans de nombreux arrêts, restreint la portée de l'article aux demandes reconventionnelles en dommages-intérêts formées par le défendeur. Jamais elle n'étend la règle aux dommages-intérêts réclamés par le demandeur principal,

(1) La même observation s'applique au commentaire de l'article 639 du code de commerce, modifié par la loi du 3 mars 1840 qui soulève les mêmes difficultés théoriques.

peu importe qu'ils procèdent d'une cause antérieure à la demande ou qu'ils naissent d'un événement postérieur, pourvu toutefois qu'ils soient demandés dans l'exploit introductif d'instance ou dans des conclusions postérieures (1).

La solution est simple à traduire dans ce système : il faut prendre en considération les dommages-intérêts demandés, que leur cause soit antérieure ou postérieure à la demande, les ajouter aux autres chefs de demandes, et calculer le tout pour établir le taux du ressort (2).

La Cour d'appel de Riom adoptant en cela la théorie qui a été admise par la Cour de cassation (22 juillet 1867, cité plus haut), a jugé, le 10 décembre 1884, qu'on doit considérer comme recevable l'appel du jugement qui statue sur une instance en validité de saisie-arrêt dans laquelle le demandeur a accessoirement conclu à des dommages-intérêts, alors que le montant de la créance pour laquelle la saisie-arrêt a été formée, joint aux dommages-intérêts, dépasse 1.500 francs (3).

(1) En ce sens, Rouen, 18 mars 1840, S., 1841, 2, 62 ; Bourges, 15 juillet 1843, S., 1844, 2, 464 ; Limoges, 10 février 1844, S., 1844, 2, 464.

(2) Limoges, 30 janvier 1847, S., 1847, 2, 223 ; Besançon, 1^{er} août 1856, S., 1856, 2, 544 ; Colmar, 9 janvier 1862, D., 1862, 231 ; Chambéry, 27 février 1869, S., 1869, 2, 228 ; Besançon, 30 juin 1873, S., 1875, 2, 82.

(3) Riom, 10 décembre 1884, S., 1886, 2, 215.

Dans une seconde opinion moins absolue, la jurisprudence ne fait entrer en ligne de compte, pour la détermination du ressort, que les dommages-intérêts qui ont leur raison d'être dans une cause antérieure à la demande (1). Ainsi, par application de ce principe, la Cour d'appel de Limoges, dans son arrêt du 26 janvier 1846 (2), a décidé que si un tiers se prétend propriétaire de sommes inférieures à 1.500 francs, saisies par des créanciers sur leur débiteur, et qu'il forme contre les saisissants une demande en nullité de la saisie et en paiement de dommages-intérêts, cette dernière compte pour la détermination du premier ou du dernier ressort, parce qu'elle prend sa source dans le préjudice causé par la saisie-arrêt et qu'elle a, en conséquence, une cause antérieure à la demande principale.

A l'opposé, cette jurisprudence fait abstraction, pour la détermination du ressort, des dommages-intérêts fondés sur le mode de défense opposé à la demande (3); elle ne tient pas compte de ceux basés sur l'inexécution éventuelle du jugement à interve-

(1) Angers, 21 mars 1840, S., 1840, 2, 395; Bordeaux, 10 mai 1843, S., 1843, 2, 489; Montpellier, 22 novembre 1847, S., 1848, 2, 668.

(2) Caen, 14 novembre 1848, S., 1849, 2, 570; Orléans, 10 juin 1851, S., 1852, 2, 298.

(3) V. Angers, 21 mars 1810; Caen, 14 novembre 1848, précités, et Bordeaux, 21 décembre 1849, P., 1850, 1, 731.

nir (1), ni des embarras occasionnés par le recouvrement de la créance (2).

Tout ce qui vient d'être dit montre jusqu'à quel point les Cours d'appel sont divisées sur le point essentiel à résoudre de la computation, pour la fixation du taux du ressort, des dommages-intérêts réclamés par le demandeur. Il y a mieux : les répertoires de jurisprudence offrent le spectacle bizarre d'une scission qui s'est produite au sein de la même Cour d'appel. Il est curieux de relever une contrariété flagrante de doctrine qui a pris naissance à une année d'intervalle à la Cour de Caen (3), et qui a divisé les deuxième et quatrième chambres de la première chambre de cette Cour.

Dans trois arrêts, des 5 février 1867, 26 mars 1867, et 25 janvier 1868, la Cour a décidé que l'article 2 § 3 de la loi du 11 avril 1838 ainsi conçu : « Néanmoins, il sera statué en dernier ressort sur les demandes en dommages-intérêts lorsqu'elles seront fondées sur la demande principale elle-même » s'applique non seulement au cas où les dommages-intérêts sont réclamés

(1) Nîmes, 18 juin 1867, S., 1868, 2, 103.

(2) Caen, 26 mars 1867, D., 1869, 2, 28.

(3) Caen, 5 février 1867, 4^e chambre ; 26 mars 1867, 4^e ch. ; 25 janvier 1868, 2^e ch. et 10 août 1868, 1^{re} ch., D. P., 1869, 2, 25 et suiv.

par le défendeur, mais encore à celui où ils sont réclamés par le demandeur.

Peu importe la qualité des parties, qu'elles soient demanderesses ou défenderesses, peu importe l'acte, ajournement ou conclusions, dans lequel la demande en dommages-intérêts est consignée, il ne faut considérer que le caractère principal ou accessoire de la demande en dommages-intérêts. Or, dit la quatrième chambre (arrêt du 26 mars 1867), l'article 639 du code de commerce (qui reproduit les dispositions de l'article 1^{er} et de l'article 2 de la loi du 11 avril 1838, à laquelle la solution de notre arrêt serait applicable), cet article 639 pose d'abord le principe de la compétence en dernier ressort des tribunaux, au cas où le principal n'excède pas 1.500 francs. Puis, cette règle posée, l'article 639 en fait une application, dans sa partie finale, aux demandes en dommages-intérêts, en déterminant le cas où elles constituent un principal et celui où elles ne sont qu'un accessoire. Et le texte formel attribue le caractère accessoire à ce genre de demandes toutes les fois qu'elles sont fondées exclusivement sur la demande principale elle-même.

Comment reconnaître, dans cette théorie jurisprudentielle, si les dommages-intérêts ont pour base unique la demande principale? Bien simplement, dit la Cour : « Il faut rechercher si, en faisant abstrac-

tion de la demande principale, absolument comme si elle n'existait pas, la demande en dommages-intérêts serait raisonnablement présentable et si, formulée isolément, elle pourrait former un litige. »

En somme, si cette demande trouve sa seule raison d'être dans ce qui fait le fond de la demande principale, elle en est un accessoire et ne doit pas être considérée au point de vue de la recevabilité de l'appel.

Et cette solution, la Cour de Caen l'applique aussi bien aux demandes en dommages-intérêts présentées par le demandeur qu'à celles faites par le défendeur, motifs pris que, « d'abord le texte précité, c'est-à-dire l'article 639 *in fine*, ne distingue pas entre le demandeur et le défendeur, et que même il n'emploie ni l'un ni l'autre de ces mots; que le paragraphe 3 de l'article 639, modifié par la loi du 3 mars 1840 et qui reproduit l'article 2 de la loi du 11 avril 1838, « ne distingue pas entre le demandeur et le défendeur et que même il n'emploie ni l'un ni l'autre de ces mots ; que, dans l'alinéa qui précède immédiatement, il s'agit à la fois des demandes principale et reconventionnelle, c'est-à-dire formulées tant par le demandeur que par le défendeur, et que l'alinéa qui suit se réfère par sa généralité aux uns et aux autres ».

Voilà les arguments de droit donnés par l'arrêt du 26 mars 1867.

Ils ont été, à peu près dans les mêmes termes, repris par la deuxième chambre de la Cour d'appel de Caen, dans son arrêt du 25 janvier 1868, où il s'agissait de l'appel d'un jugement d'un tribunal civil de première instance, non indiqué par l'arrêt, qui avait été appelé à juger sur les suites d'une demande en paiement de 1.128 fr. 68 centimes et 600 francs de dommages-intérêts pour préjudice causé avant l'action. L'appel est irrecevable, a déclaré la Cour, parce que la demande principale, 1.128 francs, rentre dans la compétence du dernier ressort, et que celle en dommages-intérêts ne peut être jointe à la première, parce qu'elle est un accessoire de celle-ci et, bien que basée sur une cause antérieure à l'action, elle n'a pas la vertu de modifier le ressort « parce que ni l'article 1^{er}, ni l'article 2 de la loi du 11 avril 1838 ne s'occupent de l'antériorité ou de la postériorité de la cause des dommages-intérêts, par rapport à la date de l'ajournement; qu'ils ne devaient d'ailleurs pas s'en occuper, parce que cette date ne peut avoir pour effet d'imprimer le caractère de demande principale à ce qui n'est qu'un accessoire ».

L'arrêt se retranche, pour le surplus de ses motifs, dans les mêmes considérants que l'arrêt du 26 mars 1867. Il ajoute simplement qu'admettre deux solutions différentes applicables au demandeur et au défendeur, ce serait créer une inégalité injustifiée, ce serait, en

un mot, mettre le défendeur à la discrétion du demandeur sans réciprocité possible.

Avant de discuter la valeur juridique des motifs invoqués à l'appui des arrêts qui viennent d'être relatés dans leur teneur essentielle, il est opportun d'analyser brièvement l'arrêt de la première chambre de la Cour d'appel de Caen, auquel il a été fait allusion, et qui a statué en sens opposé à celui des arrêts précités.

Dans l'espèce, un sieur Guinon, se prétendant créancier du sieur Duriez, pour une somme de 1.094 fr. 75 centimes, avait pratiqué une saisie-arrest entre les mains d'un sieur Stainville. Celui-ci fit défaut sur l'assignation en déclaration affirmative et fut condamné par défaut par jugement du tribunal civil de Caen du 3 février 1868. Sur opposition, il conclut au rapport dudit jugement et à 2.000 francs de dommages-intérêts, mais, le 29 avril 1868, un nouveau jugement le déboutait de son opposition en le condamnant aux dépens: la Cour d'appel de Caen, régulièrement saisie, avait à se prononcer sur la recevabilité de l'appel interjeté par Stainville. L'intimé prétendait que le jugement avait été rendu en dernier ressort, motif pris que la demande en condamnation à 2.000 francs de dommages-intérêts pour cause antérieure à l'action n'était pas sérieuse et n'avait eu comme but unique que de rendre recevable l'appel de la décision à inter-

venir dans le cas où elle ne serait pas conforme aux prétentions de Stainville.

La Cour a rejeté la fin de non-recevoir proposée par l'intimé, considérant « que si des prétentions exagérées ou téméraires sont portées devant les tribunaux, cet abus de droit peut motiver des réparations au profit de ceux contre qui la demande injuste est dirigée, mais que l'intérêt du litige tel qu'il est présenté peut seul faire reconnaître si la contestation pourra ou non être soumise au second degré de juridiction; — Considérant que la loi du 11 avril 1838 décide que si la demande en dommages-intérêts est exclusivement fondée sur la demande principale, il doit être statué en dernier ressort, mais que cette exception ne peut être appliquée au cas où la demande en dommages-intérêts se fonde sur une cause antérieure à l'action », — Ainsi, pour la Cour, l'appel était admissible, parce que la compétence se règle non sur ce qui est réellement dû, mais sur ce qui est demandé par les parties.

N'est-ce pas là une solution qui est aux antipodes de la précédente? A laquelle des deux est-il préférable de s'arrêter? Nous nous proposons de résoudre la question, après avoir envisagé les solutions de la Cour de cassation.

La Cour de cassation elle-même a varié sur le point

de savoir quelle est la portée de l'article 2 de la loi du 11 avril 1838.

Tantôt, elle s'est rangée à l'opinion absolue et a déclaré que l'article 2 de la loi du 11 avril 1838 ne s'applique qu'aux dommages-intérêts réclamés reconventionnellement par le défendeur et qu'en conséquence, les dommages-intérêts réclamés incidemment par le demandeur à raison, par exemple, du préjudice que lui aurait causé le mode de défense de son adversaire, doivent entrer en ligne de compte dans la fixation du ressort (1). Il ne serait pas nécessaire davantage que ces dommages-intérêts fussent demandés dans l'exploit introductif d'instance, mais ils pourraient l'être évidemment au cours de l'instance et être fondés sur un fait distinct de la demande principale elle-même, par exemple, sur les procédés vexatoires du défendeur (2).

Le dernier arrêt de cassation qui affirme irrévocablement cette doctrine est du 16 mai 1904 (Cappe contre consorts de Hys). Il a été rendu sur pourvoi interjeté contre un arrêt de la Cour de Toulouse du

(1) Cass , 22 juillet 1867, S., 1868, 1, 169 ; Riom, 24 février 1843, S., 1843, 2, 174.

(2) Cass , 12 novembre 1855, S., 1856, 1, 737 ; Caen, 10 mars 1877, D., 1879, 2, 215 ; Cass. civ., 18 mai 1868, D., 1868, 1, 151 ; Cass. civ., 29 mai 1876, D., 1876, 1, 317 ; Cass. civ., 7 juillet 1880, D., 1881, 3, 74 ; Cass. civ., 7 juillet 1890, D., 1890, 1, 362 ; Cass. civ., 16 mai 1904, D., 1904, 1, 367.

16 novembre 1900. L'espèce était la suivante : la veuve Cappe (représentée par ses petits-fils) réclamait aux consorts de Hys une somme de 1.023 francs pour fournitures de pain, de janvier 1891 à fin mai 1893, et, de plus, 500 francs à titre de dommages-intérêts. Sa prétention était formulée telle quelle dans l'exploit introductif d'instance. L'un des défendeurs, Edouard de Hys, mit en cause l'un des petits-fils de la demanderesse, héritier bénéficiaire de son père, et offrit de prouver que l'acte par lequel celui-ci avait, quelques années auparavant, cédé sa boulangerie à sa mère, était feint et simulé et était le résultat d'une fraude destinée à frustrer les créanciers. La veuve Cappe et son petit-fils s'opposèrent à cette demande d'enquête et réduisirent leur demande à 1.023 francs. Le tribunal saisi, ordonna cependant l'enquête et, à la suite, dans des conclusions nouvelles prises en fin d'instance, les demandeurs réclamèrent, outre le principal de la dette (1.023 francs), 2.000 de dommages-intérêts « pour les allégations préjudiciables et injurieuses ».

Le tribunal devait-il juger en dernier ressort ? La Cour d'appel de Toulouse s'était prononcée pour l'affirmative, mais la Cour de cassation a cassé l'arrêt par le motif suivant : « Attendu que le chiffre de cette demande dépassait le taux du dernier ressort et que, néanmoins, l'arrêt attaqué a déclaré non susceptible d'appel le jugement prononcé entre les parties, sous

prétexte que la somme de 2.000 francs réclamée à titre de dommages-intérêts ne reposait sur aucune cause antérieure à l'enquête, qu'elle ne se liait à la demande principale par aucune cause nouvelle résultant des faits de l'enquête et qu'il ne pouvait dépendre du demandeur en modifiant arbitrairement le chiffre de sa demande, de changer le taux du ressort ; qu'en statuant ainsi, il a fausement appliqué et par suite violé les articles de la loi ci-dessus visés (articles 1 et 2 de la loi du 11 avril 1838).

Aux termes de l'arrêt précité, il ne serait pas douteux que toute demande en dommages-intérêts, eût-elle une cause postérieure à l'introduction de la demande, doit être additionnée pour la fixation du principal.

La Cour n'a fait que confirmer un précédent arrêt du 11 mai 1903, dans lequel elle posait en règle que les dommages-intérêts fondés sur des vexations imputées au défendeur au cours de l'instance et notamment sur le préjudice causé par les démarches, frais de déplacement et autres que le demandeur a eu à supporter du fait de la remise de l'affaire par le défendeur, doivent compter pour le chiffre de l'appel (1).

Tantôt, au contraire, la Cour de cassation s'est

(1) D. P., 1904, 4, 1238. — Cf. Cass. civ., 7 juillet 1880, D. P., 1880, 4, 374 et 7 juillet 1890, D. P., 1890, 4, 362.

ralliée à la seconde opinion, en distinguant les demandes en dommages-intérêts fondées sur une cause antérieure à l'introduction de la demande qui comptent dans la fixation du ressort, de ceux fondés sur une cause postérieure, qui ne seraient qu'un accessoire de la demande principale et n'influeraient en rien sur le taux de la compétence en premier ou en dernier ressort (1).

L'espèce qu'elle avait à juger n'est pas dénuée d'intérêt. Il s'agissait d'une demande de suppression d'un écrit injurieux faite par le demandeur au cours d'une instance pendante devant le tribunal civil de Caen, et relative à la validité d'offres réelles, montant à 419 fr. 60. Le défendeur avait, dans un écrit signifié à sa requête, inséré un passage injurieux à l'adresse de son adversaire. Ce dernier, dans des conclusions nouvelles, demanda la suppression de l'écrit, conformément à l'article 1036 du code de procédure civile, et il en obtint l'adjudication par jugement du tribunal civil de Caen, du 10 décembre 1862.

Appel par le défendeur et arrêt de la Cour de Caen qui le rejette, motifs pris « que l'article 2 de la loi du 11 avril 1838 porte que les tribunaux statuent en dernier ressort sur les dommages-intérêts, lorsqu'ils sont

(1) Cass., 13 décembre 1864, D., 1865, 1, 113.

fondés exclusivement sur la demande principale elle-même ».

Pourvoi en cassation intenté par l'appelant débouté de son appel, basé sur ce que la demande de suppression d'un écrit est indéterminée et, par suite, sujette à appel.

La Cour de cassation a rejeté le pourvoi par la raison que « la demande en suppression d'un écrit au cours d'un litige ne constitue qu'un incident qui, comme toute demande en dommages-intérêts, *n'ayant pas une cause antérieure à l'instance*, n'est qu'un accessoire de la demande principale et reste, dès lors, sans influence sur le degré de l'appel ».

À côté des décisions opposées, les recueils de jurisprudence mentionnent un arrêt de la Cour d'appel de Nancy qui, lui, a tranché dans un sens assez élastique l'irrecevabilité de l'appel, lorsque le demandeur, après avoir introduit une demande inférieure à 1.500 francs, forme, à la dernière heure une demande en dommages-intérêts, laquelle, ajoutée à la première, n'empêche pas le jugement d'être en dernier ressort, si elle ne repose que sur des motifs vains et dérisoires, imaginés par la partie dans le but de se réserver la voie de l'appel (1).

Il y a là une décision grave qui soulève deux points

(1) Nancy, 27 janvier 1875, S., 1875, 2, 290.

d'égale importance : d'une part, le juge a-t-il le droit de disposer du ressort en déclarant vexatoire une demande en dommages-intérêts posée devant lui complémentairement à une autre demande ? D'autre part, la partie demanderesse a-t-elle le droit, par une demande fantaisiste, de proroger à loisir les degrés de la juridiction ? Suivant que l'une ou l'autre de ces deux propositions est admise, on adoptera ou on rejettera les conclusions de l'arrêt de Nancy. Or, il n'y a pas d'hésitation possible et, dans l'alternative, il faut opiner contre la décision de la Cour.

Est-il plausible que, d'office, le juge modifie l'évaluation du litige faite par le demandeur, la déclare excessive, exagérée à l'évidence, et s'arroge ainsi le droit de juger en dernier ressort une cause dont les conclusions de la demande comportent les deux degrés de juridiction ?

On a soutenu l'affirmative (1) et il a même été jugé, dans quelques décisions de justice isolées, qu'il n'appartient pas aux parties de se jouer de la loi et de se ménager, par une majoration voulue du taux de la demande, une voie de recours en dehors des conditions prévues par la loi (2).

(1) *Sic*, Rodière, t. II, p. 48 et 52.

(2) En ce sens, Alger, 6 avril 1851, D., 1855, 2, 272 et deux arrêts de Bourges des 7 mars 1860 et 23 mai 1872, D., 1860, 5, 405 et 1872, 2, 154.

Cette doctrine est erronée et son application ne tendrait à rien moins qu'à permettre l'arbitraire du juge, arbitraire auquel la loi a toujours voulu soustraire le plaideur. « Où s'arrêtera-t-on dans cette voie, écrit M. Crépon, dont nous partageons l'avis (1) et comment trouver un guide sûr ? Où commence l'évidence de l'exagération ? Nous sommes dans une matière d'essentielle précision, de mesure exacte, où l'appréciation discrétionnaire du juge ne saurait trouver place. Quant au dommage qui serait causé au défendeur amené devant un second degré de juridiction, lorsque la réelle importance du litige ne comportait que le premier, il est bien facilement réparable. Les tribunaux d'appel n'ont-ils pas le droit d'attribuer des dommages-intérêts au plaideur victime d'une procédure vexatoire ? » (2)

L'argument est probant et le raisonnement décisif. Nous y reviendrons lorsqu'il s'agira de fixer les pouvoirs du juge en matière de demandes indéterminées. Mais l'occasion était trop favorable pour omettre de condamner une décision judiciaire qui ouvre la porte à l'arbitraire.

Voilà où nous conduit l'exposé des systèmes admis en jurisprudence. Evidemment, l'examen des faits

(1) Carpentier et F. du Saint, t. IV, *vo Appel*, n° 314.

(2) Douai, 8 mai 1855, S., 1856, 2, 23 ; Bordeaux, 1^{er} mars 1861, D., 1861, 5, 139.

soumis aux magistrats a exercé une influence prépondérante sur leur jugements. Si telle Cour d'appel a déclaré irrecevable l'appel interjeté, c'est qu'elle a subi souvent l'influence des plaidoiries et qu'elle a jugé qu'en vérité le demandeur exagérait le chiffre de sa demande, afin de se réserver une porte de sortie et de tenter en appel les chances d'une allocation plus forte que celle à laquelle il peut réellement prétendre. Les faits ont, à n'en pas douter, dicté bien des arrêts.

Est-ce cependant une raison pour ne pas voir la question de plus haut et ne pas se demander si le droit ne doit pas avoir la priorité, quels que soient les éléments de fait qui se présentent dans tout litige ? Là, est le point important qui ne doit jamais être perdu de vue !

Voyons donc, dans ce chaos de décisions judiciaires relatives aux dommages-intérêts joints par le demandeur à une demande et à l'influence qu'ils ont sur la fixation du principal de la demande, quelle solution juridique s'impose.

Dans une note détaillée, mise au bas des arrêts de la Cour de Caen, dont certains motifs ont été reproduits plus haut, M. Thiercelin critique sans répit les trois arrêts de la Cour de Caen, qui assimilent les demandes de ce genre, intentées par le demandeur, à celles faites par le défendeur reconventionnellement à sa demande principale.

Il y a là une méprise grave, à son sens, et qui entraînerait des conséquences fâcheuses : « Ainsi, dit-il, si l'acheteur d'un cheval atteint d'une maladie contagieuse demandait la résiliation du marché et le remboursement du prix, 1.000 francs, plus 3.000 francs de dommages-intérêts, attendu la mauvaise foi du vendeur, le tribunal, chose inadmissible, jugerait en dernier ressort ! »

Non ! Le législateur n'a prévu, dans le paragraphe 3 de l'article 2 de la loi du 11 avril 1838, que les dommages-intérêts fondés sur la demande principale et réclamés par le défendeur. Et cela résulte de la discussion à la Chambre des députés de la loi de 1838. Un député, M. Chamaraule, demandait de rédiger de façon plus explicite, le paragraphe 3, mais M. Teste, garde des sceaux, lui répondit : « Il est évident qu'il n'y a que le défendeur lui-même qui puisse former une demande en dommages-intérêts fondée sur la demande principale ». Et, sur cette déclaration décisive, on n'inséra pas dans l'article 2, § 3 les mots « par les défendeurs », que l'on proposait d'y écrire — ce qui, du reste, est une omission fâcheuse, puisqu'elle a occasionné,, malgré les déclarations du garde des sceaux, une divergence d'opinion regrettable en jurisprudence, ainsi qu'en témoignent les décisions variées qui ont été passées en revue.

Quoi qu'il en soit, l'avis de M. Thiercelin, basé sur

une argumentation solide, a une allure plus juridique. Il est certain que la jurisprudence qui s'attache uniquement au caractère de la demande en dommages-intérêts, en se demandant si elle est principale ou accessoire, est une jurisprudence boiteuse. Il suffit de relire les articles 1 et 2 de la loi du 11 avril 1838 pour se convaincre que ce n'est pas sous cet aspect que la question s'est posée au législateur de 1838. Il s'est demandé qui forme la demande en dommages-intérêts. Est-ce le demandeur? S'il ajoute ces conclusions à sa demande principale, la règle de la compétence en premier ressort doit être appliquée, si la somme des dommages-intérêts réclamés joints à la demande principale dépasse 1.500 francs : il y a donc lieu à appel. Est-ce le défendeur qui conclut reconventionnellement? Oh, alors, le législateur a établi une distinction raisonnable : la demande reconventionnelle indépendante de la demande principale doit compter pour la fixation du ressort, mais celle basée sur la demande principale ne peut influencer sur le ressort. Telle est bien l'interprétation qu'il convient de donner à l'article 2, § 3. Et nous concluons que, n'étant pas applicable aux demandes de dommages-intérêts jointes par le demandeur à sa demande principale, il faut, mais il suffit, en règle générale, que les dommages-intérêts n'aient pas un caractère accessoire pour les ajouter à la somme principale réclamée, somme qu'elle gros-

sit d'autant pour le calcul du principal et, partant, pour la fixation du ressort.

Mais, il est bien convenu que les dommages-intérêts, dont l'adjonction peut être utilement faite en vue de l'appel, sont les dommages-intérêts qui résultent du contrat même ou de toute autre cause antérieure à la demande. S'ils ont une cause postérieure à la demande, ils n'en sont qu'un accessoire qui suit la nature de l'action principale et ne doivent pas être comptés pour déterminer la limite du premier et du dernier ressort (1).

En définitive, nous croyons que la logique commande de faire application aux dommages-intérêts de la même règle que nous avons énoncée et interprétée relativement aux intérêts du capital, avec les mêmes distinctions qui ont été produites en leur temps.

C) Dépens du procès. — Il faut, en troisième lieu, écarter les dépens du procès dans le calcul de la demande. Les dépens, hormis les cas de compensation laissés à la discrétion des juges, restent, de par la loi, à la charge du plaideur qui perd le procès. Ils ne font pas partie intégrante de la somme réclamée et leur montant résultant du jugement de condamnation

(1) *Sic*, Glasson et Tissier, *Précis théorique et pratique de procédure civile*, édition 1908, t. II, p. 79, n° 990 ; Garsonnet et Cézard-Bru, t. V, § 2012, p. 716 ; Dail., *Répertoire général*, v° *Degrés de juridiction*, nos 200 et 218.

n'influe en rien sur le ressort; ils sont, en quelque sorte, une peine infligée, en surplus du principal alloué par le jugement, au défendeur malheureux, comme ils sont une peine subie par le demandeur téméraire débouté des fins du procès. Les dépens du procès même n'ont aucun influence sur le ressort; c'est ce qu'avait déjà décidé la Cour de cassation dans un arrêt du 20 mars 1850 (affaire Roger) (1). Il est certain que les dépens du procès ainsi que les frais occasionnés depuis l'introduction de l'instance, doivent être considérés comme accessoires et n'influent pas sur le taux du ressort : ce principe nous paraît indélébile (2).

Voyons s'il a été adopté par la jurisprudence.

La Cour d'appel de Douai a décidé, dans un arrêt du 1^{er} février 1894 (2) que la condamnation aux dépens prononcée à titre de supplément de dommages-intérêts et même comprenant les honoraires encore inconnus de l'expert chargé de surveiller des travaux, n'est pas de nature à modifier le degré de juridiction.

La solution est conforme, *in parte quâ*, au principe déjà énoncé, que le montant de la condamnation ne

(1) D., 1850, 4, 319.

(2) Sic, D., *Jurisprudence générale*, v^o *Degrés de juridiction*, n^{os} 182 et 183, et *Supplément*, n^o 72.

(3) D., 1894, 2, 192. La cour d'appel d'Amiens a rendu un arrêt conforme le 5 juin 1900. D., 1908, 2, 8, note 6.

saurait fixer le ressort. Mais, il y a mieux : dans l'affaire soumise à la Cour (Sauvage, contre Mines de Lens), le demandeur, dont la propriété avait subi un affaissement par suite de l'exploitation souterraine des mines, réclamait, en première instance, 500 francs de dommages-intérêts, avec intérêts judiciaires, et l'exécution de travaux de réparation. Puis, après le dépôt du rapport d'un expert commis par le tribunal civil, il limitait dans ses conclusions définitives, outre les dommages-intérêts de 500 francs déjà demandés, à 250 francs, le taux des réparations qu'il exigeait, et qui avait été adjugé par l'expert.

La Cour qui avait à se prononcer sur la recevabilité de l'appel, dans les circonstances susdites, et qui a rejeté le recours de la compagnie des Mines de Lens, a décidé, dans un attendu intéressant et sur la question qui se posait accessoirement devant elle, que, en fait, les époux Sauvage n'avaient pas demandé dans leurs conclusions que les dépens fussent considérés comme des dommages-intérêts supplémentaires, et que, d'ailleurs, « les dépens étant, dans tous les cas, un accessoire de la demande principale, sont sans influence sur le taux du ressort ».

A interpréter l'arrêt de Douai au pied de la lettre, il semble qu'il faille ériger en dogme que, dans tous les cas et quoi qu'il arrive, qu'on les requière à titre de dommages-intérêts ou non, les dépens de l'instance

ne sont jamais que des accessoires de la demande principale et qu'à ce titre, étant traités comme tous les autres accessoires, ils ne réagissent pas sur le ressort. Ce serait évidemment la solution la plus désirable et, en apparence, la mieux appropriée à la définition du principal de la demande, telle que nous la concevons avec la majorité de la doctrine.

Et cependant, tel n'est pas l'avis unanime de la jurisprudence. Notamment, la Cour de Rennes, le 20 juillet 1902 (1) a établi une distinction, d'une part, entre les dépens demandés purement et simplement dans l'exploit introductif d'instance, sous la forme bien connue adoptée dans la pratique courante et traduite dans la phrase consacrée : « Condamner le défendeur en tous les dépens de l'instance » ; et d'autre part, les dépens réclamés « au besoin à titre de dommages-intérêts ». La Cour de Rennes a statué qu'outre la demande principale en 1.382 fr. 55, réclamés pour surestaries, il faut tenir compte de la demande portant sur les dépens à titre de dommages-intérêts, et comme le demandeur s'en était rapporté au tribunal pour la fixation de leur taux, la Cour a décidé que le second chef de la demande ainsi formulée était indéterminé; qu'il ne portait point sur un accessoire du premier chef. D'où il suit, que le tribunal de com-

(1) D., 1903, 2, 322.

merce de Saint-Nazaire a statué en premier ressort ».

Ainsi, à prendre cet arrêt dans ses termes mêmes, on serait amené à dire que le demandeur peut toujours se réserver l'appel, en greffant sur la demande principale d'une somme d'argent inférieure au taux du second ressort, une demande de condamnation à tous les dépens à *titre de dommages-intérêts*. Ces quelques mots suffiraient pour décider du ressort.

Nous ne croyons pas à la possibilité de faire dépendre l'appel de l'emploi d'une formule. La vérité, selon nous, réside dans ce fait, qui n'a pas été précisé par l'arrêt, dont les motifs sont très succincts, que les dépens, liquidés par le tribunal de commerce de Saint-Nazaire, à la somme en apparence exorbitante de 1.062 fr. 50 pour une demande principale en 1.382 fr. 65 réclamés pour surestaries, devaient comprendre autre chose que les frais de justice, par exemple : des frais d'entretien supplémentaires, des dépenses occasionnées par les inventaires, etc..., frais dont la cause résidait dans la demande elle-même, qui s'ajoutent à la demande, parce que antérieure à celle-ci, et qui peuvent être demandés complémentaiement, à titre de dommages-intérêts susceptibles de régler le ressort. C'est là la seule explication qui nous paraît plausible, d'une décision qui implante en jurisprudence deux catégories de dépens : les dépens proprement dits, accessoires de la demande, et les dépens

dommages-intérêts, qui auraient le don de s'ajouter au principal et de modifier *ad nutum*, la compétence en premier ou en dernier ressort.

S'il fallait prendre position et départager la jurisprudence, nous n'hésiterions pas à repousser cette dernière, car, en réalité, les dépens proprement dits sont, quoi qu'on en pense, des accessoires de la demande principale : l'apposition d'une étiquette destinée à les dénaturer ne saurait avoir pour effet de modifier leur nature, ni leur caractère juridique. Nous concluons donc que tous les dépens engagés depuis l'ouverture de l'instance ne comptent pas pour le ressort.

Si cette affirmation ne soulève pas de difficultés, il n'en va pas de même des frais engagés antérieurement à l'instance et qui s'y rattachent. Et ici se pose une question qui a donné lieu à controverse :

Comme les frais proprement dits de l'instance, faut-il ranger parmi les accessoires les frais réalisés antérieurement à l'instance et qui s'y rattachent étroitement ?

MM. Glasson et Tissier (1) les assimilent à des accessoires qui ne doivent pas être compris dans le

(1) *Précis théorique et pratique de procédure civile*, t. II, n° 990, p. 80.

principal, et c'est aussi l'opinion proposée par MM. Garsonnet et César Bru (1).

M. Crépon, au contraire (2), conteste l'exactitude de cette doctrine : il considère comme accessoires de la demande les frais et dépens exposés à l'occasion de la demande et commençant à la citation en conciliation et au protêt. Dans son système, les frais de sommation, par exemple, ou encore les droits d'enregistrement du titre qui sert de base à la demande doivent rentrer dans le principal, contrairement à un arrêt de la Cour de cassation du 5 mai 1840 (3).

La doctrine opposée, selon lui, manque d'exactitude et, en tous cas, présente de grands dangers, par le motif qu'elle place le juge dans des conditions d'arbitraire toujours regrettables.

Si donc, dans le système proposé par M. Crépon, une personne demandait des dommages-intérêts déterminés par l'exploit introductif et en même temps le paiement des frais de l'acte, ces frais devraient entrer en ligne de compte pour la fixation du ressort.

Voilà une divergence doctrinale bien caractérisée et dont l'intérêt n'est pas négligeable car, en pratique, il est rare de ne pas se trouver en présence d'un litige,

(1) *Traité de procédure civile*, t. V, p. 716, note 9.— V. aussi Rodière, t. II, p. 5 et suiv.

(2) T. I, n^{os} 469, 489 et suiv.

(3) S., 1840, 1, 791.

où, antérieurement à l'instance engagée, des frais n'aient pas été exposés par le demandeur.. Quelques espèces pratiques vont montrer l'utilité et la nécessité d'une règle précise qui mette fin à des interprétations différentes. Leur examen nous fournira l'occasion d'exposer les solutions de la jurisprudence.

Les frais de sommation, les droits d'acte et d'enregistrement afférents au titre qui sert de base à la demande, les frais de saisie-arrêt, les frais de protêt, les frais d'expertise, ceux occasionnés pour la conservation de l'objet litigieux, tous ces frais antérieurs à la demande servent-ils à déterminer le ressort ?

1° Frais de sommation et autres.

Les frais de sommation auxquels on peut joindre ceux occasionnés par des procès-verbaux de constat d'expertise, entrent-ils dans le total du chiffre de la demande ?

Pour rester fidèle au principe en vertu duquel ne doivent être considérés comme accessoires de la demande que les frais et dépens exposés à l'occasion de la demande et commençant à la citation en conciliation ou au protêt, il faudrait décider que les frais antérieurs font partie du principal, notamment que ceux de sommation, de procès-verbaux de constat

ou autres engagés avant l'instance sont compris dans le taux du ressort.

La jurisprudence en a décidé autrement (1). Un arrêt de la Cour de cassation du 5 mai 1840 — rendu sur pourvoi formé contre un arrêt de la Cour d'Angers du 22 février 1840, dans une espèce (Fouchier contre Boucher), où le demandeur demandait la restitution d'une somme de 993 fr. 95 centimes, par suite d'inexécution de travaux, et supplémentairement le coût de diverses sommations antérieures faites à un entrepreneur, coût qui portait jusqu'à plus de 1.000 francs le montant de la demande, — a décidé que « quant aux sommations et à l'acte de nomination des experts, bien qu'antérieurs à l'exploit introductif d'instance, ils s'y rattachaient nécessairement, puisqu'ils tendaient, de la part de la demanderesse, à faire déterminer le chiffre de la demande. »

L'arrêt a rejeté la thèse de l'exposant qui s'appuyait sur les autorités de Merlin et de Pigeau (2) et sur un arrêt de la Cour d'appel de Paris du 7 novembre 1825, lequel statuait sur l'admissibilité du coût de l'enregistrement dans le total de la somme destinée à fixer le ressort.

(1) Cass. req., 5 mai 1840, S., 1840, 1, 791 ; Paris, 7 novembre 1825.

(2) Merlin, *Répertoire*, v^o *Dernier ressort*, § II ; Pigeau, t. I, p. 512.

La solution de la Cour de cassation n'a pas été admise par la doctrine moderne tout entière. Parmi les auteurs, nous avons dit déjà que MM. Garsonnet et César Bru sont partisans d'écarter du principal les frais antérieurs à la demande qui s'y rattachent étroitement (1). MM. Glasson, Colmet-Daage et Tissier les excluent également. « Nous excluons du principal, disent-ils.... les frais antérieurs à l'instance et quoiqu'ils s'y rattachent, comme par exemple, *ceux de sommation, de protêt, de rechange* » (2).

La Cour d'appel de Lyon, le 22 novembre 1904 (3), a admis la même solution, à propos des droits d'enregistrement; mais les motifs de l'arrêt obligent à penser que sa décision doit être généralisée : « Considérant, dit-il, qu'aux termes de l'article 1^{er} de la loi du 11 avril 1838, les tribunaux de première instance connaissent en dernier ressort, de toutes actions personnelles et mobilières, jusqu'à la valeur de 1.500 francs de principal; qu'à la vérité, le mot principal n'est pas synonyme de capital et qu'il signifie tout ce qui est dû au jour de la demande : la somme due, les intérêts conventionnels qui ont pu courir jusque là, et les dommages-intérêts qui résultent du retard à payer, par application des articles 1155 et 1342 du

(1) Garsonnet, *ibid.*, p. 716.

(2) Glasson, *ibid.*, p. 80.

(3) D., 1905, 2, 100.

code civil, mais que les termes précis de la loi de 1838 ne permettent pas de donner une plus grande extension aux limites de la compétence, en ajoutant à la somme principale demandée des accessoires à l'égard desquels la loi a gardé le silence ».

Il n'est pas permis de douter, d'après l'énoncé de cette règle générale formulée dans l'attendu, que la Cour comprend les frais de sommation parmi ceux qui n'entrent pas dans le calcul du principal !

D'autres auteurs s'écartent de la doctrine professée par les autorités qui viennent d'être indiquées. M. Crépon, notamment, qui s'appuie sur un ancien arrêt de la Cour de cassation du 13 février an XIII, et sur un arrêt conforme de la Cour d'appel de Paris du 7 novembre 1825, cité plus loin, conteste l'exactitude de cette doctrine, il doute que la solution soit vraie, et s'y oppose, en la trouvant dangereuse dans son application, par ce motif qu'elle place le juge dans des conditions d'arbitraire toujours regrettables.

Nous ne voyons pas bien où gît l'arbitraire : s'il est décidé que les frais antérieurs qui ont été énumérés déjà : intérêts, arrérages échus au moment du procès, dommages-intérêts qui se rattachent à l'affaire et dont la cause est antérieure à la contestation, doivent seuls compter pour le ressort, il ne naît aucune difficulté : les frais de sommation, d'expertise, sont des accessoires, et le juge n'a pas à s'en occuper pour le

ressort ! Quant à nous, nous nous rallions à la thèse soutenue par la première doctrine.

2° Droits d'acte et d'enregistrement.

Les droits d'acte et d'enregistrement doivent-ils être pris en considération dans la composition du dernier ressort ? Il y a controverse (1).

La Cour de cassation, dans son arrêt du 5 mai 1840, a mis les droits d'enregistrement sur le même pied que les frais de sommation ; ce sont des accessoires. Elle se mettait ainsi en opposition avec un arrêt du 13 frimaire an XIII (2).

Depuis, la jurisprudence a passé par des phases successives. Elle a commencé par admettre la computation des droits d'acte et d'enregistrement dans le calcul du principal. En effet, la Cour d'appel de Paris (affaire Muret c. Jacquemet), le 7 novembre 1825, a décidé qu'une demande principale de 1.000 francs, résultant d'une reconnaissance de dette de pareille somme, à laquelle s'ajoutait la réclamation de 25 francs pour l'enregistrement du titre, est en premier ressort (3). Tout ce qui est dû à l'occasion de la créance

(1) D., *Jurisprudence générale*, v° *Degrés de juridiction*, n° 181, Metz, 17 décembre 1819.

(2) Carpentier, v° *Appel*, n° 490.

(3) S., 1825, 2, 228.

et échu à l'époque de l'exploit introductif d'instance ferait partie de la demande principale.

Mais cette jurisprudence n'était pas destinée à vivre. En effet, la Cour de cassation, le 16 décembre 1901 (1), a jugé que les droits d'enregistrement ne doivent pas, en principe, être compris dans les dépens, et qu'ils ne peuvent être mis à la charge d'une personne autre que celle qui en est légalement débitrice, qu'à titre de dommages-intérêts, à la condition de préciser la faute commise et le dommage éprouvé.

Déjà, le 14 février 1898, dans une affaire Sellier et autres contre Société du Canal de Verdon et autres, la Cour de cassation devait statuer sur l'un des moyens invoqués par les demandeurs en cassation, et qui reprochait à l'arrêt attaqué de leur faire supporter une partie des droits d'enregistrement afférents à des actes produits par d'autres parties, seules redevables envers le trésor, alors qu'aucune faute n'avait été relevée ni même imputée aux exposants dans l'instance qu'ils avaient soutenue.

M. le conseiller Rau, rapporteur, mentionne que l'exposant faisait grief aux juges d'avoir compris dans les dépens les frais de timbre et d'enregistre-

(1) D., 1903, 1, 382, Jurisprudence constante ; Cass. civ., 15 décembre 1896, D., 1897, 1, 451 ; 2 août 1897, D., 1897, 1, 615 ; 23 novembre 1897, D., 1898, 1, 321 ; 17 janvier 1898, D., 1898, 1, 79 ; 14 février 1898, D., 1900, 1, 73.

ment auxquels l'arrêt peut donner lieu, notamment les droits à percevoir sur les pièces produites aux débats.

Le coût de l'enregistrement des actes versés au procès, disait l'exposant, doit rester à la charge de la partie qui en est redevable, d'après la loi fiscale. Il en serait autrement si la partie adverse avait commis une faute et il faut alors que ce soit à titre de réparation du préjudice causé par cette faute que le juge met à sa charge le paiement des droits dont elle n'est pas débitrice, en vertu de la règle fiscale (1).

Et, dans l'espèce, l'arrêt de la Cour d'appel de Paris disait bien qu'il allouait les droits d'enregistrement à titre de supplément de dommages-intérêts, mais il ne faisait connaître ni la faute qui aurait été commise ni le dommage qui aurait été causé.

La décision de la Cour de Paris manquait donc de base légale, prétendaient les exposants, en ce qu'elle avait omis de préciser les fautes.

La Cour de cassation a décidé que, « si, en principe, les droits d'enregistrement doivent rester à la charge de la partie qui en est redevable, d'après les lois fiscales, aucun texte de loi ne s'oppose à ce que le juge alloue à cette partie le montant desdits droits

(1) Cass. civ., 11 janvier 1882, D., 1882, 1, 313 ; 9 mai 1892, D., 1892, 1, 360 ; 30 avril 1895, D., 1895, 1, 415.

à titre de dommages-intérêts ». Et elle a rejeté le pourvoi, « attendu que l'arrêt attaqué, après avoir condamné Sellier et autres à des dommages-intérêts, à raison de fautes graves par eux commises, a décidé qu'ils seraient tenus de tous les droits d'enregistrement, notamment de ceux afférents aux pièces produites par les parties adverses, mais qu'il a pris soin de spécifier que cette condamnation était prononcée à titre de supplément de dommages-intérêts; que cette décision, ayant suffisamment précisé les fautes pour lesquelles ce supplément de dommages-intérêts était accordé, se trouve justifiée et ne viole aucun des textes de la loi invoqués par le pourvoi » (1).

Il faut donc en arriver à conclure que, conformément à la doctrine déjà exposée par MM. Glasson, Colmet-Daage et Tissier, les droits d'enregistrement antérieurs au procès ne comptent pas pour la fixation du ressort. Ils ne font pas partie des dépens et ils ne peuvent être alloués aux demandeurs que comme constituant des dommages-intérêts dont le bien-fondé doit être justifié (2).

(1) V. l'arrêt et le rapport de M. le conseiller Rau, dans D. P., 1900, 1, 73 et suiv.

(2) *Sic*, Dijon, 31 décembre 1910, D., 1913, 5, 25 et les références.

3° *Frais de saisie-arrêt.*

En matière de saisie-arrêt, le taux du ressort est déterminé par le chiffre de la somme pour laquelle la saisie-arrêt est pratiquée : cela ne fait de doute pour personne. Les frais de la saisie-arrêt comptent-ils pour le ressort ?

Toujours d'après le principe admis, il faut répondre : non. Ces frais, aussi bien que ceux de l'instance en validité, ont le caractère d'accessoires et leur total, variable suivant la durée du procès et le développement de la procédure, ne peut modifier la juridiction appelée à statuer sur la demande.

Quand bien même, ajouterons-nous, l'ordonnance qui permet de saisir-arrêter aurait pris soin d'évaluer les frais éventuels de la saisie, la solution que nous admettons serait identique. C'est qu'en effet, cette évaluation dont le but est de limiter la somme sur laquelle doit s'exercer la saisie n'a pas pour effet d'en modifier les causes et n'enlève pas aux dépens leur caractère accessoire (1).

Les frais de saisie-arrêt ne s'ajoutent donc pas à la créance. Mais les frais qui ont été avancés dans le procès antérieur, qui a fixé les droits du demandeur et

(1) En ce sens, Cass., 29 janvier 1877, S., 1877, 1, 416 et D., 1878, 1, 126.

qui a abouti au jugement de condamnation, en vertu duquel la saisie-arrêt est opérée, ces frais avancés par lui rentrent-ils dans le chiffre du principal de la saisie-arrêt ? Oui, dirons-nous, par la raison que les dépens adjugés par le jugement qui sert de base à la saisie-arrêt sont compris, au même titre que le capital, dans la somme pour laquelle cette saisie a été pratiquée et dont le chiffre détermine le taux du dernier ressort. Ces dépens sont un des éléments de la demande en validité de la saisie ; ils comptent pour le ressort. Par conséquent, si, réunis au capital, ils portent à plus de 1.500 francs le taux de la demande ou si, non encore liquidés, ils donnent à l'objet de la demande un caractère indéterminé, le jugement qui intervient est susceptible d'appel : la Cour de cassation en a ainsi décidé le 1^{er} juin 1880 (1).

4° Frais d'expertise et autres, frais occasionnés pour baser le montant des prétentions du demandeur.

Il se peut que le demandeur, avant l'introduction de la demande, fasse expertiser certains travaux dont le prix est contesté : un entrepreneur, par exemple, exécute des travaux de réparation pour le compte d'un particulier, présente la note dont le montant, inférieur à 1.500 francs, est discuté par le proprié-

(1) D., 1880, 1, 261. V. aussi Rennes, 9 juillet 1817, *Jurisprudence générale*, v^o Degrés de juridiction, n^o 177.

taire : il provoque une expertise et le mémoire d'un architecte justifie son prix. Est-ce que les frais occasionnés par l'expertise doivent se joindre au principal ? Evidemment non, dans notre système : ce sont des accessoires qui ne rentrent pas dans le calcul du ressort. L'arrêt de la Cour de cassation précité, du 5 mai 1840, a mis ces frais sur le même rang que les sommations et, comme celles-ci, les a exclus du principal.

Et ce qui est vrai pour les frais d'expertise n'est pas moins exact pour d'autres frais engagés par le demandeur pour la conservation de la chose ; frais d'inventaire, comme aussi frais de fourrière, exposés par le demandeur à l'occasion d'une action rédhibitoire, avant l'exploit introductif d'instance, et au remboursement desquels il conclut en même temps qu'au remboursement du prix de l'animal vendu.

Un arrêt de la Cour de cassation, du 1^{er} juillet 1872 (Parent contre Dauhiez), a décidé que ces frais sont un accessoire de la demande principale. Il est vrai que cet arrêt est un arrêt d'espèce qui n'érige pas en principe général la solution qu'il donne. En fait, il s'agissait d'une mise en fourrière de quelques jours, et comme, dans ces procès intentés pour vices rédhibitoires, les tribunaux ordonnent régulièrement la mise en fourrière aux fins d'expertise, on peut croire que ces frais sont l'accessoire de l'expertise elle-

même et peuvent se rattacher aux frais de l'instance. C'est à cette hypothèse que se rapporte l'arrêt. Encore une fois, nous ne nous trouvons pas en présence d'un arrêt de principe, mais il ne faut pas hésiter à généraliser la décision spéciale de la Cour de cassation. Cette solution a l'avantage, au surplus, d'être en harmonie avec le principe d'où nous sommes partis.

5° *Frais de protêt.*

Quel motif s'opposerait à l'application de notre règle aux frais du protêt? On le chercherait en vain : ce sont des frais de procédure qui ne forment qu'un accessoire et qui ne sauraient, par là même, être ajoutés au capital pour déterminer le degré de juridiction. La Cour d'appel de Lyon a rendu un arrêt dans ce sens, le 22 novembre 1904 (1).

Pour le même motif, nous comprendrions dans cette classe de frais, qui sont inaptes à grossir le principal de la demande, les frais de rechange, les frais de préliminaire de conciliation (2), les frais d'expédition, d'offres réelles et de consignation (3), etc.

(1) D., 1905, 2, 400.

(2) Rodière, t. II, p. 47.

(3) Grenoble, 12 novembre 1870, D., 1871, § 109.

SECTION II. — De l'influence des dernières conclusions sur la demande.

Puisque, d'après les explications qui précèdent, c'est au chiffre de la demande, tel qu'il a été arrêté, qu'il faut se rapporter, la question se pose tout naturellement de savoir quel est l'acte de procédure qui doit préciser la valeur de l'objet en litige, et auquel les tribunaux sont tenus de se référer. Est-ce la citation en conciliation? Est-ce l'ajournement? Sont-ce les conclusions du demandeur et, dans l'affirmative, quelles conclusions?

Il est unanimement accepté, en doctrine comme en jurisprudence, que l'exploit introductif d'instance détermine la nature du litige; il indique, à n'en pas douter, si l'action est personnelle et mobilière ou immobilière ou mixte. Mais il n'a pas, à lui seul, la propriété de fixer le taux du ressort (1).

La loi a donné au demandeur une assez grande latitude : la précipitation avec laquelle on engage un procès peut parfois être la source d'oublis involontaires. Il arrive non moins souvent que le demandeur escompte l'effet d'un ajournement pour amener son adversaire à l'exécution des engagements par lui con-

(1) *Sic*, Merlin, *Questionnaire de droit*, v^o *Dernier ressort*, 34, n^o 2; Rodière, t. II, p. 49; Rousseau et Laisney, v^o *Appel*, n^{os} 64 et suiv.; Carré, *Compétence*, art. 14, n^o 47.

tractés. Et, enfin, des incidents imprévus sont possibles, au cours du procès, qui obligent le demandeur à modifier ses positions. Toutes ces raisons logiques ont fait que le législateur ne pouvait tabler sur les conclusions de l'exploit introductif d'instance pour asseoir définitivement le ressort. L'exploit a la propriété de fixer la compétence du juge *ratione materiæ*, mais il ne détermine pas seul la compétence en premier ou en dernier ressort du juge saisi régulièrement de l'affaire.

Il faut chercher ailleurs le critérium et décider que jusqu'au moment où les parties n'ont plus voix au chapitre, jusqu'à l'instant où elles ont définitivement exposé leurs prétentions respectives, elles ont la faculté de présenter, en la forme légale, leurs derniers desiderata, de faire subir à la demande primitive insérée dans l'exploit des modifications que les circonstances les incitent à y apporter. Or, ce moment a été défini par l'article 87 du décret du 30 mars 1808, qui règle la police des Cours et tribunaux et dit : « Le ministère public, une fois entendu, aucune partie ne peut obtenir la parole après lui, mais seulement remettre sur le champ de simples notes, comme il est dit à l'article 112 du code de procédure civile ». Ces notes n'ont aucune efficacité sur le ressort, elles présentent le plus souvent une réponse au réquisitoire du ministère public et sont destinées à jeter la lumière sur un

point que les plaidoiries avaient laissé dans l'ombre, ou à rétorquer un argument nouveau découvert par le procureur de la République, en marge des prétentions réciproques des adversaires. En réalité, les conclusions des parties sont les facteurs déterminants du ressort, auquel les tribunaux ne peuvent apporter d'eux-mêmes aucune rectification. M. Demolombe le dit : « Les tribunaux ne peuvent prononcer que dans les limites des conclusions prises devant eux par les parties qui les ont saisis. Les conclusions sont le principe et la mesure du pouvoir des juges dans chaque cause : elles forment les termes d'un véritable contrat judiciaire, par lequel les parties sont réputées s'accorder pour soumettre leur différend à la justice et qui, dès lors, doit être limité, comme les conventions, en général, aux parties elles-mêmes, à l'objet déterminé et à la cause du procès (1). »

Tels sont bien le caractère et le rôle juridique des conclusions, rôle essentiel, puisqu'elles limitent les pouvoirs du juge qui ne peut rendre sa sentence que sur les chefs qui sont présentés à son examen, et sur ces chefs seulement.

C'est donc le chiffre de la demande tel qu'il est formulé dans les conclusions prises par les parties qui détermine le ressort et non celui fixé par les con-

(1) Demolombe, *Cours du code Napoléon*, t. I, p. 109.

clusions de l'exploit introductif d'instance. On ne tient compte de celles-ci que si elles ont été maintenues. Sur ce point, la doctrine n'hésite pas et la jurisprudence est concordante et même unanime (1). Et, comme il est reconnu aux parties le droit de rectifier leurs conclusions jusqu'à la clôture des débats, lorsque la parole est donnée au ministère public, c'est bien aux dernières conclusions prises, soit qu'il y ait réduction du chiffre de la demande, soit qu'il y ait augmentation de la demande, qu'il faut se reporter pour fixer le taux du ressort. Encore est-il opportun de faire ressortir que les conclusions nouvelles doivent être le développement de la demande originaire : c'est une condition *sine qua non* de leur admissibilité (2).

Ainsi, en matière de bail ou de rente, des loyers ou des arrérages sont dûs au propriétaire ou au créancier pour une somme inférieure à 1.500 francs, et l'ajournement conclut au paiement de la somme. S'il

(1) Cass., 14 juillet 1856, S., 1856, 1, 818 ; 18 mai 1868, S., 1868, 1, 508 ; 13 avril 1869, S., 1869, 1, 303 ; 14 décembre 1869, S., 1870, 1, 108 ; 13 juin 1870, S., 1870, 1, 163 ; 19 janvier 1876, S., 1876, 1, 101 ; 27 novembre 1878, D., 1879, 5, 124 ; 2 mars 1880, S., 1880, 1, 352 ; 3 janvier 1881, S., 1881, 1, 846 ; 26 juillet 1882, S., 1884, 1, 79 ; D., 1894, 2, 192 ; Cass., 6 mars 1889, S., 1889, 1, 198 ; Cass., 28 décembre 1893, S., 1893, 1, 197 ; 25 mai 1905, S., 1906, 1, 817 ; 30 mai 1906, D., 1906, 2, 440.

(2) Toulouse, 27 juin 1868, S., 1869, 2, 19 ; Cass., 24 janvier 1883, S., 1883, 1, 347.

fallait s'en tenir uniquement à ce chiffre, il est évident que l'affaire est du dernier ressort. Or, c'est là une solution qui n'est vraie que si le demandeur ne modifie pas ses conclusions au cours de l'instance. Et si, le faisant, il concluait soit à la nullité du bail, soit au remboursement du capital constitutif de la rente pour inexécution des charges et conditions du contrat, il n'est pas douteux que la voie d'appel est ouverte, la demande devenant alors indéterminée.

On voit par là toute l'importance qui s'attache à la rédaction des conclusions prises au cours de l'instance : un peu plus loin, nous étudierons un autre côté de leur rôle, lorsqu'elles contiennent une demande exagérée. Ici, on ne peut s'abstenir de dire qu'elles sont le pivot du premier et du dernier ressort; elles sont plus : c'est autour d'elles que gravite tout le procès ! Elles fixent même la compétence.

Puisque nous faisons allusion à la compétence, déterminée par les conclusions signifiées régulièrement ou prises même à l'audience, et qui rentre indirectement dans le thème de notre thèse, consacrée surtout à la détermination du ressort, nous allons montrer, en peu de mots, que son importance est équivalente, sinon plus grande, et lui faire les honneurs d'un exposé sommaire. Le mobile qui nous y pousse procède de la contradiction qui s'est présentée dans deux décisions de la Cour de cassation, qui posent en

règle : la première, que, contrairement à ce qui se passe pour le ressort, c'est aux conclusions de l'ajournement qu'il faut recourir pour régler la juridiction; tandis que la seconde admet que les conclusions prises après coup déterminent et la compétence du juge et le caractère du ressort.

Pour expliquer cette dualité de solutions dans une espèce où le principe devrait être un, il sied d'analyser les attendus des arrêts entrepris.

Le 16 juillet 1889, la Cour de cassation optait dans le sens de l'inefficacité des conclusions postérieures prises dans le but de modifier la juridiction telle qu'elle avait été désignée par l'exploit introductif d'instance (affaire Richard contre Pastorini) (1).

Il s'agissait d'un pourvoi formé contre un jugement en dernier ressort du tribunal de commerce de Saint-Tropez, qui avait été saisi tout d'abord d'une demande de 120 francs pour prix de location d'un terrain. Le tribunal de commerce était incompétent *ratione materiæ*, puisque l'affaire revêtait, d'après l'exploit d'ajournement, un caractère purement civil. Or, à l'audience, le demandeur avait, par des conclusions, modifié le caractère primitif de son action, en y substituant une demande de 120 francs à titre d'indemnité

(1) S., 1889, 4, 432.

pour quasi-délit commis dans les rapports de commerçant à commerçant.

La Cour n'a pas admis cette substitution par un attendu qui pose un principe en apparence indiscutable : « Attendu, dit-elle, que la compétence *ratione materiæ* du juge est uniquement déterminée par les conclusions de l'exploit d'ajournement; que le demandeur ne peut, en conséquence, substituer par des conclusions d'audience à une demande incompétemment portée devant un tribunal, une demande rentrant dans ses attributions, sous prétexte qu'elle n'est pas une modification de la première ».

Cette décision de la Cour de cassation qui est contraire à un arrêt postérieur de la chambre des requêtes qui va être entrepris dans un instant, se justifie. Lorsqu'il s'agit, en effet, de la nature même du procès, de son caractère civil ou commercial, il paraît naturel et juridique de dire que l'assignation a déterminé la compétence *ratione materiæ* et que des conclusions d'audience ne seraient pas recevables si elles changeaient, comme dans l'espèce précitée, la nature même du procès. La raison, M. Tissier l'a fournie dans une note mise au bas de l'arrêt de cassation du 21 décembre 1891 (1). « *Elles constituent une demande nouvelle, n'ayant pas été régulièrement introduite* ».

(1) V. Sirey, 1892, 1, 297, col. 3, *in fine*.

Est-ce bien là une théorie absolument admissible et est-il vrai d'affirmer en règle générale et de poser en principe que la compétence du juge *ratione materiæ* est toujours réglée et définitivement fixée par l'exploit d'ajournement ?

La question est d'autant plus intéressante à résoudre que l'arrêt du 21 décembre 1891 de la chambre des requêtes apporte une solution contraire à celle de l'arrêt de la chambre civile de 1889, dont on vient de s'occuper.

Il s'agissait de savoir si un demandeur avait le droit de réduire, en justice de paix, par des conclusions, en cours d'instance, la demande telle qu'elle était formulée dans l'exploit introductif d'instance, et de permettre ainsi au juge de vider un litige pour lequel il était, d'après l'exploit, incompetent *ratione materiæ*.

Voici, au surplus, l'espèce sur laquelle il a été jugé. En 1886, un sieur Cuchetet confiait au garde champêtre de la commune, à titre de dépôt, un acte signé de lui et contenant les conditions d'un projet de bornage avec un de ses voisins, M. Ferrand. Le garde s'était dessaisi de la pièce, qui était passée entre les mains de M. Ferrand et de M. Grandmaison. Cuchetet cita le garde devant le juge de paix en restitution de la pièce. Puis, dans des conclusions, le demandeur se contenta de demander 200 francs de dommages-

intérêts, ce qui, sous l'empire de la loi du 25 mai 1838, attribuait compétence au juge de paix en premier ressort (1). Malgré le déclinatoire d'incompétence soulevé par les défendeurs, basé sur le fait que la demande originaire était indéterminée, le juge de paix prononçait une sentence de condamnation à certaines sommes contre les défendeurs.

Sur appel, le 22 novembre 1889, le tribunal civil de Gray a confirmé la compétence du juge de paix. Grandmaison et Ferrand se sont alors pourvus en cassation en invoquant un premier moyen, le seul qui nous intéresse, qui était la violation de l'article 1^{er} de la loi du 25 mai 1838, en ce que le jugement attaqué avait refusé de déclarer l'incompétence du juge de paix pour statuer sur une demande indéterminée. La Cour a rejeté le pourvoi : « Attendu que, dans ces *conclusions dernières*, Cuchetet avait restreint sa demande devant le juge de paix, au paiement de la somme de 200 francs, à titre de dommages-intérêts, qu'à bon droit, par conséquent, le juge de paix s'est déclaré compétent ».

Ainsi, voilà une décision qui admet que les conclusions prises avant la clôture des débats ont l'efficacité de déterminer tout à la fois *et la compétence du juge*

(1) La même question se poserait avec la nouvelle loi du 12 juillet 1905 qui a étendu la compétence des juges de paix.

et le caractère du premier ou du dernier ressort, tandis que l'arrêt de 1889 décidait que, pour fixer la compétence, il faut s'en rapporter uniquement aux conclusions de l'assignation.

Auquel de ces deux arrêts doit aller la préférence ? Dans une note serrée, à laquelle il a été fait allusion, M. Tissier n'hésite pas à approuver la décision de la chambre des requêtes, car, écrit-il : « Il n'y a pas de raison sérieuse pour distinguer entre la compétence et le caractère du ressort, au point de vue du droit que le demandeur doit avoir de modifier à l'audience les termes de sa réclamation. *C'est d'après les conclusions dans leur dernier état que se trouve fixé le litige; le juge ne peut s'occuper de ce qui n'est plus demandé; on ne comprendrait pas comment si, devant le juge de paix, l'élévation de la demande de 100 à 200 francs change le caractère du ressort, l'élévation de 200 à 300 francs ne modifierait pas la compétence. Aussi bien que le ressort, la compétence peut dépendre de l'importance du litige; or, le litige est fixé par ce que réclame le demandeur dans ses dernières conclusions* ».

M. Tissier fait cependant une réserve : c'est que la règle qu'il vient ainsi de formuler doit se combiner avec une autre règle, à savoir que le demandeur qui peut étendre, restreindre, modifier ses conclusions, ne peut les changer d'une manière absolue et substituer

une demande nouvelle à la première. Les conclusions additionnelles doivent se rattacher à la demande originaire, en être le développement ou tout au moins lui être unies par un lien de connexité.

La question de compétence, comme celle du ressort, peut donc se rattacher au chiffre de la somme réclamée. En d'autres termes, le montant de la demande fixé dans les dernières conclusions peut déterminer la compétence et le ressort. M. Tissier décide, contrairement à un arrêt de la Cour d'appel de Toulouse, du 27 juin 1868 (1), que, si le demandeur assigne devant le tribunal civil en paiement d'une somme qui rentre dans la compétence du juge de paix, il a le droit, dans des conclusions prises au cours de l'instance, d'augmenter le taux de sa demande et rendre ainsi le tribunal civil compétent. De même, si la somme réclamée était restreinte au-dessous du taux de la compétence du tribunal civil, celui-ci serait incompétent, parce que le tribunal civil, « par suite d'une prétendue plénitude de juridiction, ne peut empiéter sur la compétence du juge de paix », et que les plaideurs ne peuvent, même d'accord, supprimer un degré de juridiction.

Ce qui n'empêche pas M. Tissier de trouver justifiée la décision de la chambre civile du 16 juillet 1889, parce que, dans l'espèce à juger, le demandeur avait

(1) S., 1869, 2, 19.

violé la loi en changeant la nature de sa demande : sa procédure était irrégulière, car il aurait dû, pour rester dans la légalité, intenter une action nouvelle par un exploit nouveau.

Nous nous rallions avec conviction à la thèse développée par M. Tissier, parce qu'elle est rationnelle et conforme aux principes régulateurs du droit d'appel et nous lui savons gré d'avoir dégagé avec autant de précision l'influence exercée par les conclusions, tant sur la fixation de la compétence que sur celle du ressort. La compétence et le ressort sont tellement liés qu'il est souvent difficile, en parlant de l'une, de passer l'autre sous silence.

Les développements qui précèdent nous montrent les principes éminents qui déterminent l'utilité pratique et juridique des conclusions, et le rôle vraiment important qu'elles jouent, plus spécialement dans la question du ressort, dans laquelle nous resterons, à l'avenir, confinés.

Nous avons supposé, jusqu'ici, une instance contradictoire et dit que le demandeur a toute latitude pour conclure. Une complication peut survenir, due au défaut du défendeur, et alors l'hypothèse se complique : le défendeur ajourné fait défaut et, avant de prendre jugement, le demandeur modifie les conclusions de l'assignation, en plus ou moins, donnant ainsi aux juges le soin de juger en premier ou en dernier

ressort. En a-t-il le droit et, l'exerçant, ses conclusions modificatives doivent-elles être prises en considération dans le calcul du chiffre du ressort ?

On conçoit deux réponses possibles. On peut soutenir, en premier lieu, que des conclusions ainsi versées aux débats n'influent pas sur l'appel. Des auteurs ont adopté cette manière de voir, notamment MM. Rousseau et Laisney (1), et M. Bonfils (2), en s'appuyant sur un arrêt très ancien de la Cour de cassation, du 6 juillet 1814 (3), qui n'admet pas qu'en l'absence du défendeur, le demandeur réduise le chiffre de sa demande au point de rendre l'appel non recevable. Il faudrait s'en tenir au chiffre porté dans les conclusions de l'ajournement, et cela pour la raison que le défendeur n'a pas été mis en demeure de contester les conclusions dans leur dernier état, et qu'il se trouve privé de l'appel.

Une autre opinion professée par MM. Carou et Glasson (4), reconnaît, à l'opposé, l'efficacité de telles conclusions, quant au ressort. L'argument, en faveur de la thèse préconisée par ces auteurs a été présenté dans les termes les plus précis par M. Glasson : « Cela,

(1) Rousseau et Laisney, *ibid*, n° 65.

(2) Bonfils, *ibid.*, n° 1340.

(3) Carpentier, v° *Appel*, n° 102. V. aussi Bordeaux, 29 février 1844., S., 1844, 2, 570.

(4) Carou, n° 108 ; Glasson, *ibid.*, 112. V. aussi Rodière, t. II, p. 49 et Carpentier, *ibid.*, n° 202.

dit-il, ne nuit pas au défendeur qui a pour lui l'opposition ». Et, en effet, grâce à cette voie de recours, le défendeur défaillant jouit des moyens de défense du droit commun, qui sont accordés à ceux qui plaident pour un intérêt que la loi a placé hors de recours à un juge supérieur.

L'argument en soi a de la valeur. Toutefois, il est nécessaire de faire remarquer que l'appel est, malgré tout, supprimé, s'il advient que les conclusions prises en cours d'instance et réduisant le taux du ressort sont adjugées au demandeur sur l'opposition.

L'objection n'est cependant pas péremptoire, et il n'est pas illogique de dire que ce qui serait permis au demandeur en présence du défendeur ne lui doit pas être prohibé en son absence. Si l'on admet, — et nous verrons que la doctrine l'admet, — que le demandeur peut réduire sa demande originale pour la porter au taux du dernier ressort, dans les affaires contradictoires, pourquoi en serait-il autrement dans une instance par défaut, alors que souvent le défendeur s'abstient de comparaître, par négligence ou dans l'intention de retarder l'heure du jugement? Décidément, la deuxième opinion a plus d'attrait!

En tous cas, et afin d'éviter toutes difficultés, le demandeur devrait suivre, lorsqu'il pose de nouvelles conclusions, le conseil avisé que donne M. Glasson :

« Il doit les signifier au défendeur, au moyen d'une réassignation, en ajoutant ces nouvelles conclusions à celles de la première assignation ». Voilà le moyen pratique de résoudre le problème !

Pour en terminer avec ce paragraphe, demandons-nous si, à l'égal des conclusions principales, les conclusions subsidiaires doivent compter dans la détermination du ressort.

On sait leur raison d'être : la qualification qui leur est donnée indique assez qu'elles sont destinées à prendre la place des conclusions principales, lorsque le tribunal n'admet pas ces dernières (1). Dès lors, si les conclusions principales sont écartées, c'est du contenu des subsidiaires que l'on tient compte, et si elles sont indéterminées ou dépassent le taux du dernier ressort, il apparaît qu'elles entraînent le premier ressort, alors même que les conclusions principales sont déterminées et inférieures à ce taux (2).

**SECTION III. — De l'influence
sur le ressort des satisfactions données par le défendeur
au cours de l'instance.**

Il a été spécifié que c'est la demande telle qu'elle résulte des conclusions dernières du demandeur qui

(1) V. Carré, *Compétence*, nos 310 et 311.

(2) Orléans, 9 mai 1863, S., 1864, 2, 178 et D., 1863, 2, 409 ;
Bordeaux, 23 janvier 1840, S., 1840, 2, 69.

fixe le ressort. La formule ainsi présentée est un axiome lorsque le défendeur ne conteste pas le chiffre réclamé, mais invoque, par exemple, la nullité du contrat ou toute autre exception péremptoire qui laisse intact le taux de la demande.

En sera-t-il toujours ainsi, et cette règle qui semble absolue doit-elle fléchir devant les prétentions du défendeur qui tendent à restreindre le chiffre primitif ? Ainsi, celui-ci a fait, en cours d'instance, ou même antérieurement à l'assignation, des offres réelles qui n'ont pas été acceptées avant l'introduction de l'instance, et, le procès engagé, le demandeur les accepte. Or, par hypothèse, ces offres soustraites du chiffre porté dans l'ajournement ou dans des conclusions ultérieures, réduisent le principal à une valeur inférieure au taux du premier ressort. Faudra-t-il dire que ces offres seront prises en considération ? De même, l'acquiescement opéré par le défendeur a-t-il son reflet sur le ressort ? De même encore, un paiement partiel réduit-il la demande ? De même, enfin, le défendeur oppose la compensation légale : cette exception est-elle efficace dans le même sens et réduit-elle la demande d'autant ?

C'est une matière sujette à controverse. M. Glasson (1) se prononce pour l'affirmative, parce que, dit-

(1) Glasson et Tissier, *ibid.*, n° 989, p. 78.

il, on doit s'en rapporter à l'esprit de la loi, « d'après lequel il faut se décider, sur le taux du ressort, uniquement d'après ce qui est litigieux ». Autrement, ajoute-t-il, on permettrait l'appel dans des procès inférieurs à 1.500 francs. Il ne faut pas s'en tenir au point de savoir quel est le principal des conclusions du demandeur, mais il faut rechercher la mesure dans laquelle elles sont contestées *et ne tenir compte que de la valeur qui fait l'objet du litige*.

À l'appui de sa théorie, M. Glasson donne l'exemple suivant : Primus, demandeur, réclame à Secundus 3.000 francs. Secundus reconnaît en devoir 2.000 et prétend que, pour 1.000, il y a compensation. Il n'y a pas d'appel, d'après lui, parce que, au fond des choses, le litige ne porte que sur 1.000 francs. La Cour de cassation en aurait ainsi décidé dans un arrêt du 24 octobre 1893.

Ainsi présentée, dans des termes peu explicites, cette théorie n'est peut-être pas d'une exactitude parfaite. En effet, la demande porte sur 3.000 francs : en principe, elle détermine le ressort. Mais, Secundus reconnaît ne devoir que 2.000 francs. C'est là un moyen de défense qui n'a pas, *à priori*, d'influence sur le taux de la demande. Il aurait fallu préciser et dire si cette réduction résulte d'un paiement antérieur, dont le défendeur peut justifier, ou s'il est le résultat d'une offre postérieure à l'engagement de

l'instance et alors, nous allons le voir, cette offre n'a d'effet sur le taux de la demande qu'autant qu'elle a été formellement acceptée par le demandeur. Si l'hypothèse avait été formulée dans ces termes, nous nous trouverions en présence d'une demande de 3.000 francs et d'un moyen de défense appuyé sur l'exception de compensation. Il s'agirait alors de tirer au clair cette autre question : la compensation a-t-elle le don de réduire, *ipso facto*, la demande? Nous l'étudierons à propos de demandes reconventionnelles.

Il faut remarquer aussi que la référence à l'arrêt du 24 octobre 1893 ne correspond pas avec l'hypothèse prévue par M. Glasson : l'examen de l'arrêt montrera qu'il y avait destination d'une somme à un paiement, d'après les conventions formelles des parties litigantes.

Réserveons donc notre appréciation sur la théorie défendue par le savant auteur et voyons successivement l'influence d'un paiement partiel, d'offres réelles ou d'un acquiescement partiel sur le taux du litige.

1° *Paiement partiel*. — En ce qui concerne le paiement partiel d'une somme d'argent réclamée par le demandeur, il est bon de faire remarquer qu'on ne doit l'envisager qu'avant le jugement rendu par le tribunal civil de première instance. S'il se plaçait à une date postérieure au jugement, il va de soi qu'il

n'exerce aucune influence sur la détermination du ressort; nous n'insisterons pas sur ce principe primordial. Que si ce paiement est effectué dans l'intervalle de temps qui sépare l'ajournement du jugement, la difficulté naît de savoir à quelles conditions ce règlement partiel diminuera d'autant le montant de la demande et par conséquent, le taux du ressort?

La jurisprudence déclare que n'est pas susceptible d'appel le jugement rendu sur une demande qui, originairement, s'élevait à 1.500 francs, si, dans le cours de l'instance, cette demande a été restreinte à une somme inférieure, par suite d'un paiement partiel (1). « Attendu que, dit l'arrêt, il est de doctrine et de jurisprudence que la compétence en premier ou en dernier ressort est fixée par le dernier état des conclusions prises par les parties, et qu'il convient, pour déterminer la véritable importance du litige, de prendre en considération les offres du défendeur, acceptées par le demandeur ou le paiement partiel fait à celui-ci et qui réduisent d'autant la demande originale ».

La Cour d'appel de Toulouse, le 20 février 1864, avait adopté une formule plus satisfaisante (2). Le défendeur, sur réclamation d'une somme principale de

(1) Nancy, 20 janvier 1872, D., 1872, 2, 89.

(2) Toulouse, 20 février 1864, D., 1864, 2, 103.

2.539 francs, avait, postérieurement à l'exploit introductif d'instance, payé un acompte de 1.284 francs, et le demandeur avait signé au bas du règlement. Fallait-il défalquer cette somme du principal de la demande? Oui, dit la Cour de Toulouse, car, une somme n'est plus litigieuse lorsqu'elle a cessé d'être due : « La compétence ne se fixant pas sur la demande primitive, mais uniquement sur celle qui est contestée, il faut reconnaître que la somme, objet de l'instance, au moment où le jugement a été rendu, demeurait dans les limites du dernier ressort ».

Dans la cause, le demandeur n'avait pas pris de conclusions rectificatives ; les juges n'avaient pas donné acte du paiement, mais « on ne peut dire, proclame la Cour, que le demandeur ait ignoré le fait qui était venu modifier l'instance, puisque ce fait lui était personnel.

Et la Cour ajoute que la reconnaissance signée par le demandeur en dehors de toutes conclusions par lui prises et tendant à réduire la demande était un acquiescement virtuel à ce que le chiffre de la demande fût réduit. Et, comme il ne pouvait plus, ayant accepté un paiement partiel, persévérer dans sa demande originaire, il s'ensuit qu'il n'était pas indispensable qu'il la réduisît lui-même, et que le chiffre qui y était porté était fictif dans une partie de ses éléments.

Telle est, résumée dans ses termes les plus explici-

tes, la théorie de l'arrêt de Toulouse, auquel nous sommes tout disposés à donner notre approbation.

Pour préciser la valeur d'un paiement partiel fait par le défendeur en cours d'instance et lui reconnaître une efficacité quant au ressort, nous dirons que s'il est prouvé, et non contesté par le demandeur, qu'il a accepté ce paiement, les conclusions du défendeur et la preuve qu'il apporte de l'acceptation du paiement partiel doivent être prises en considération : le paiement partiel régulièrement accepté par le créancier doit être imputé sur le montant de la créance.

Mais il est certain et indiscutable que si le créancier n'acceptait pas un paiement partiel, personne ne pouvant l'y contraindre, le paiement ainsi fait serait irrégulier et inopérant pour la détermination du ressort. L'hypothèse serait celle où un défendeur, débiteur, par exemple, de 2.000 francs et assigné en paiement de cette somme, adresserait en cours d'audience à son créancier un pli recommandé de 1.500 francs, et ne rapporterait pas la preuve de l'acceptation de ce dernier. Il faut alors décider que tant que le demandeur n'a pas demandé acte du paiement partiel ce paiement ne réduit pas la demande au dernier ressort. Le créancier n'est pas forcé de recevoir un paiement partiel : il peut le refuser et maintenir en entier

les prétentions par lui formulées dans son exploit introductif d'instance (1).

2° *Offres réelles partielles.* — Que décider si, au lieu d'un paiement partiel, on se trouve en présence d'offres réelles partielles faites en cours d'instance par le défendeur? Un créancier assigne son débiteur en paiement de 2.500 francs; le débiteur lui fait des offres jusqu'à concurrence de 1.500 francs. Les conclusions tendant à donner acte de ces offres doivent-elles être considérées, au point de vue du ressort? Il va de soi que nous ne raisonnons que sur des offres régulières, soit qu'elles aient été faites par acte d'huissier, suivant la procédure fixée par les articles 812 à 818 du code de procédure civile, soit qu'elles l'aient été à l'audience à deniers découverts et sur conclusions conformes. Toutes offres qui ne seraient pas faites dans l'une de ces deux formes n'auraient aucune valeur : il n'y a, sur ce point, aucune difficulté, ni théoriques, ni pratiques (2).

Mais, à supposer qu'elles soient régulières, cette condition nécessaire est-elle suffisante pour influencer sur le ressort? Tout le monde s'accorde aujourd'hui pour exiger l'acceptation du demandeur. La doctrine

(1) *Sic*, Garsonnet et Cézard-Bru, *ibid.*, p. 680.

(2) V. en ce sens, Nancy, 9 janvier 1875, D., 1877, 2, 196 ; Nancy, 9 février 1875, D., 1877, 5, 146 ; Cass, 14 juillet 1879, D., 1879, 1, 408 ; Douai, 2 février 1888, D., 1889, 2, 174.

n'hésite pas. MM. Glasson, Colmet-Daage et Tissier disent que « si les offres sont acceptées avant le prononcé du jugement, il faut réduire du chiffre de la demande les sommes offertes », et dès lors, dans l'hypothèse où nous nous sommes placés, la demande n'étant plus que de 1.500 frs est en dernier ressort. De leur côté, MM. Garsonnet et Cézard-Bru disent que « les offres mêmes pures et simples réalisées par une consignation effective ne sont valables (art. 1258, 3^e. C. civ.), qu'autant qu'elles portent sur la totalité de la somme exigible; d'où il suit que le demandeur ne fait qu'user de son droit en refusant ces offres et en maintenant les prétentions définitives de son exploit ».

La jurisprudence a été pendant longtemps indécise dans la solution du point de savoir s'il est indispensable que les offres aient été acceptées par le demandeur pour qu'il en soit tenu compte dans la détermination du ressort (1). Mais, depuis le milieu du siècle dernier, des décisions à l'abri de toute contestation ont sanctionné l'opinion qui enseigne la nécessité de l'acceptation (2).

Nous citerons, en dehors des arrêts, mis en note au

(1) V. l'exposé de la controverse dans D., *Répertoire*, *vo Degrés de juridiction*, nos 115 et suiv.

(2) Orléans, 26 décembre 1849, D., 1850, 5, 129; Bourges, 30 juillet 1851, D., 1855, 2, 195; Nancy, 9 janvier 1875, D., 1877, 5, 143; Cass., 22 avril 1856, D., 1856, 1, 210; 1^{er} juillet 1873, D., 1873, 1, 408; 14 juillet 1879, D., 1879, 1, 408.

bas de la page précédente (1), un arrêt de la Cour d'appel de Grenoble du 27 janvier 1882.

Les sommes offertes et acceptées avant le prononcé du jugement, dit l'arrêt de la Cour d'appel de Grenoble, doivent être défalquées du chiffre de la demande pour la fixation du taux du ressort (2).

Dans l'espèce, il y avait eu jonction de deux instances engagées, l'une par les époux Albertin et par Blachet, en paiement de 2.407 fr. 25. La cause était le règlement de dommages-intérêts causés par un incendie et réclamés à la compagnie d'assurances *l'Union*. L'instance engagée par deux exploits séparés avait été jointe par jugement, mais, en cours d'instance, la compagnie d'assurances avait offert aux époux Albertin, qui avaient accepté, la somme de 2.407 fr. 25, à condition, par eux, de rapporter la mainlevée de diverses oppositions pratiquées par leurs créanciers sur les sommes dues par *l'Union*, en réparation du sinistre. Le tribunal avait donné acte des offres et de leur acceptation.

Sur appel interjeté par la compagnie d'assurances, la Cour a conclu à son irrecevabilité, pour deux motifs dont nous ne retiendrons que le dernier : le premier motif est que la jonction des instances, non

(1) V. p. 104.

(2) D., 1882, 2, 196.

prévue par les lois de procédure, n'est qu'une mesure d'instruction et d'administration, qui n'a d'autre but que d'éviter des retards et des frais et qui ne peut changer ni la nature ni les effets de la demande (1). Le second motif articulé est que l'offre et l'acceptation régulière d'une somme d'argent diminuent d'autant le montant de la demande.

Voilà le point où en sont arrivées, d'un commun accord, la doctrine et la jurisprudence, sur cette question des offres réelles : elles doivent, en dernière analyse, être régulières et acceptées par le demandeur pour rejaillir sur le ressort.

3° *Acquiescement*. — Que faut-il décider de l'acquiescement ? Ici, la difficulté sera plus grande et, en l'examinant, nous aurons l'occasion de donner l'opinion de M. Tissier, non seulement sur la question de l'acquiescement, mais encore sur le paiement et les offres partiels.

La question se pose dans ces termes :

Le défendeur, en acquiesçant, dans ses conclusions, au règlement d'une partie de la somme à payer, diminue-t-il, *ipso facto*, le chiffre de la somme réclamée, et, par suite, celui du ressort ?

(1) Il a été jugé en ce sens, et il est universellement admis que le jugement de jonction laisse à chaque action son caractère primitif et ses règles propres. V. Cass. civ., 26 février 1868, D., 1868, 1, 223 et Req., 5 décembre 1871, D., 1872, 1, 357.

Ne faut-il pas, au contraire, pour que l'acquiescement soit efficace, qu'il ait été accepté par le demandeur ? Il y a controverse. M. Crépon (1) estime que le défendeur peut influencer sur la détermination du ressort par un acquiescement à une partie de la demande, à condition que le demandeur ait accepté cet acquiescement partiel.

Cependant, un arrêt de la chambre des requêtes de la Cour de cassation, du 24 octobre 1893, se prononce en faveur d'un système qui n'exige pas l'acceptation du demandeur, et si l'on prenait au pied de la lettre ses considérants, il a les allures d'un arrêt de principe, d'un arrêt absolu. Il ne doit, cependant, pas être considéré comme revêtant ce caractère, et, à bien l'examiner, il ne constitue, comme nous le démontrons, qu'un arrêt d'espèce.

Le pourvoi interjeté par M^e Maricot, notaire à Arras, contre un arrêt de la Cour d'appel de Douai, du 22 décembre 1892, reprochait à cet arrêt, d'avoir violé l'article 1^{er} de la loi du 11 avril 1838, en ce qu'il avait déclaré rendu en dernier ressort un jugement statuant sur une demande dont le chiffre était supérieur à 1.500 francs, sous prétexte que le défendeur, en acquiesçant partiellement à la demande, en avait réduit

(1) *Traité de l'appel*, t. I, n^o 303. — En ce sens aussi, Rodière, t. II, p. 50.

l'importance, alors que cet acquiescement n'était pas juridiquement établi et qu'en tous cas, il était sans valeur juridique, parce que l'exposant ne l'avait pas accepté.

Les faits étaient les suivants : le 22 avril 1891, M. Maricot avait présenté à la taxe du président du tribunal civil d'Arras, un état s'élevant à la somme de 2.775 fr. 75 centimes, dûs pour frais et honoraires d'une vente immobilière opérée par ses soins. Les débours étaient évalués à 2.068 fr. 75 centimes ; les honoraires à 700 francs ; le coût de l'expédition à 7 francs. Le 26 mai, le président rendit une ordonnance de taxe réduisant de 700 francs à 200 francs les honoraires du notaire, soit 2.275 fr. 75. Sur opposition par le notaire à la date et assignation de son client Friot, pour voir statuer sur l'opposition, le défendeur conclut au maintien pur et simple de l'ordonnance de taxe ; il y acquiesçait.

Il faut noter — détail important — que le défendeur avait consigné entre les mains du notaire une somme de 2.500 francs, conventionnellement affectée au règlement des frais, débours et honoraires.

La Cour de Douai avait rejeté l'appel, comme irrecevable, parce que, à la suite de l'acquiescement du défendeur à l'ordonnance de taxe, « le débat avait été exclusivement limité entre les parties à l'unique question du *quantum* légalement dû pour les honoraires

de l'acte », et, « qu'en acquiesçant, Friot se reconnaissait non recevable à contester ultérieurement les 2.275 fr. 75 admis en taxe, dont il se reconnaissait débiteur ».

La Cour de Douai avait même jugé qu'en l'espèce l'acquiescement acquérait le caractère d'un paiement, par le fait de la consignation antérieure de 2.500 francs avec leur affectation convenue comme il a été dit entre les mains du notaire.

En l'espèce donc, dans les termes du jugement d'Arras, rendu en dernier ressort, le notaire taxé, ayant reçu 2.500 francs, était devenu débiteur de la différence entre cette somme et les 2.275 francs alloués par l'ordonnance de taxe et soumis à l'action en répétition de l'indû. Il y avait eu, d'après la Cour de Douai, un paiement, et, ainsi que le dit M. Tissier, dans la note commentant l'arrêt, le créancier n'avait pas besoin de condamnation.

La Cour de cassation (1), sur le motif du pourvoi de M. Maricot, a rendu un arrêt de rejet : « Attendu que l'arrêt constate que la *contestation existant entre les parties, telle qu'elle résulte tant des conclusions de l'appelant que de l'intimé ne s'élevait qu'à la somme de 500 francs,.....* que la réduction de 500 francs, opérée par l'ordonnance de taxe, portait exclusivement

(1) S., 1895, 1, 17 et la note de M. Tissier.

sur les honoraires réclamés; que le surplus de la demande (2.275 fr. 75, adjugés par M. Maricot et acceptés par son client), avait cessé d'être l'objet d'aucun différend entre les parties; — que *cette situation juridique se trouvant établie par leurs conclusions réciproques, l'intérêt du litige était réduit à 700 francs*, et que c'est, par conséquent, à bon droit que la Cour de Douai s'est déclarée incompétente pour y statuer ».

L'exposé des termes de cet arrêt et les conditions particulières de fait qui étaient acquises devant la Cour de cassation : consignation par le client, entre les mains du notaire, d'une somme destinée au paiement des frais et honoraires, conclusions d'acquiescement au chiffre fixé par l'ordonnance de taxe, ces deux circonstances faisaient qu'il n'y avait plus de litigieux que le point de savoir, — tous les autres points étaient acquis et incontestés, — s'il était bien dû au notaire 700 francs, au lieu de 200 portés en l'ordonnance de taxe. Là était tout le litige, et, dans ces circonstances spéciales, on peut dire que la Cour a bien jugé.

Mais, encore une fois, il ne faudrait pas ériger en règle absolue que l'acquiescement par le défendeur à une partie de la demande, acquiescement qui laisse intact le surplus, mais qui a cependant pour effet de réduire au-dessous de 1.500 francs l'intérêt du litige, il ne faudrait pas, disons-nous, que les conclusions ainsi prises par le défendeur, eussent pour effet de

supprimer le premier ressort. Ce serait là une formule inexacte si on l'érigéait en règle générale.

M. Tissier proclame même dans la note susvisée qu'on peut, au contraire, affirmer qu'en général la reconnaissance et l'adhésion du débiteur pour une partie de la demande, les offres mêmes du paiement qu'il adresse au créancier, ne peuvent en rien changer le caractère du procès, au point de vue du ressort et du degré de juridiction : « Le juge est toujours saisi du même procès, de la même demande ».

Il n'en serait plus de même si le créancier refusait les offres faites par le débiteur ou si le débiteur se contentait de reconnaître purement et simplement une partie de la dette ou même la dette entière, lorsque le créancier réclame un paiement et non une reconnaissance. Tant qu'il n'est pas payé entièrement, le tribunal doit statuer sur la demande telle qu'elle a été introduite (1). Les conclusions du défendeur sont inopérantes.

« En matière de demandes de sommes d'argent, écrit M. Tissier, il n'y a ni reconnaissance, ni adhésion, ni acquiescement qui puisse rien changer au point de vue du ressort, si le créancier demande son paiement. Les offres non acceptées ne produisent non plus aucun

(1) Note de M. Tissier sous l'arrêt du 24 octobre 1893, S., 1895, 1, 17, col. 2.

effet; le tribunal est toujours saisi de la demande entière et doit la juger ».

Une reconnaissance acceptée par le demandeur, des offres réelles également acceptées par lui, un acquiescement posé dans les conclusions du défendeur et accepté par le demandeur dans des conclusions de donné acte, voilà les seules circonstances dans lesquelles les conclusions du défendeur doivent être prises en considération pour réduire la demande.

La Cour de cassation, dès avant l'arrêt du 24 octobre 1893, avait, dans les affaires qui lui ont été soumises et où toujours il s'agissait de demandes réduites par la reconnaissance par le défendeur d'une partie de la somme réclamée ou l'adhésion à plusieurs chefs de la demande, décidé que, malgré ces faits, malgré les conclusions du défendeur, la contestation n'en avait pas moins porté sur le chiffre total de la demande. Et, en effet, comme le fait remarquer M. Tissier, et comme il nous a été permis de nous en rendre compte, en parcourant deux arrêts de la Cour de cassation des 1^{er} juillet 1873 et 14 juillet 1879 (1), la chambre civile de la Cour de cassation emploie les mêmes termes pour poser le principe : « Attendu qu'il résulte

(1) S., 1873, 1, 332 et S., 1879, 1, 396. Voir dans la note de M. Tissier, col. 3, la mention de 4 arrêts antérieurs de la même Cour, tous concordants dans le sens indiqué avec dates et références.

du texte et de l'esprit de l'article 1^{er} de la loi du 11 avril 1838, que le taux du dernier ressort, en matière personnelle et mobilière, dépend du chiffre de la demande, qui doit être fixé d'après la valeur de la chose réclamée par le demandeur et non de celle contestée par le défendeur; que, dès lors, une reconnaissance ou même des offres réelles de ce dernier, tant qu'elles n'ont pas été acceptées par le demandeur, ne sauraient modifier ni restreindre l'étendue de la demande, ni influencer sur la limite du dernier ressort ».

Dans un système opposé à celui de M. Crépon, M. Garsonnet dit qu'en cas d'acquiescement, le montant du chiffre de la demande est réduit immédiatement, que le demandeur l'accepte ou non, à la somme contestée. Telle est aussi l'opinion de certaines Cours d'appel (1). Il suffit, dans ce système, que l'acquiescement soit formel et constaté par le jugement.

Cette théorie est trop absolue et, en tous cas, elle est inacceptable, en tant qu'elle s'applique au litige portant sur une somme d'argent. En effet, s'il s'agit d'un droit réel à reconnaître, il n'y a plus de litige, mais s'il s'agit d'un meuble à restituer, ou d'une somme d'argent à payer, le litige disparaîtra quand l'objet sera restitué ou la somme payée. Ce que le

(1) Rennes, 1^{er} mars 1848, D., 1849, 2, 220 ; Bourges, 1^{er} février 1851, D., 1853, 2, 360 et 22 février 1854, D., 1854, 5, 230 ; Poitiers, 24 février 1890, D., 1890, 2, 319.

créancier demande, c'est un paiement et non un acquiescement; c'est, à défaut de paiement, un titre qui lui permettra d'exécuter son débiteur. On ne peut donc pas dire que l'acquiescement supprime le litige et change le degré de juridiction (1).

Les conclusions générales de M. Tissier se résument, sur cette question, dans les deux propositions suivantes :

Les conclusions du défendeur, lorsque la demande ne porte pas sur une somme d'argent impliquant reconnaissance, adhésion, offre ou acquiescement sur un chef de demande, doivent, pour être efficaces, donner pleinement satisfaction sur ce chef; elles suppriment le litige *in parte qua*.

S'il s'agit de sommes d'argent, il faut qu'il y ait paiement ou réduction volontaire de la demande par le créancier : si celui-ci maintient intégralement sa demande, le procès ne peut être jugé qu'en premier ressort, « le différend ne portât-il, en définitive, que sur une somme minime de quelques francs », dit M. Tissier.

(1) Tissier, *ibid.*, et arrêt de Cass. du 28 février 1887 (Dupont c. Soubigoux) rapporté en sous-note.

**SECTION IV. — De l'influence des demandes exagérées
sur le taux du ressort.**

Les juges ont-ils le pouvoir de modifier l'évaluation du litige faite par le demandeur, en la déclarant exagérée et, par le fait, rendre un jugement qu'ils qualifient en dernier ressort, alors que les conclusions de la demande comportent l'appel? En d'autres termes, sont-ils tenus de s'en rapporter à l'évaluation de la demande faite par le demandeur?

La solution de cette question ne va pas sans soulever certaines difficultés et donner naissance à des interprétations opposées.

Une première doctrine proposée par M. Rodière (1) tend à l'adoption de l'affirmative et confère aux juges du premier degré la faculté et le droit de restreindre, dans les limites qu'elles doivent comporter justement, les prétentions exagérées des parties, lesquelles ont conscience de leur exagération, se jouent de la loi et créent arbitrairement une voie de recours que ne devrait pas comporter la sincérité de leurs réclamations, si elles étaient réduites à leur juste valeur. Il faut reconnaître, du reste, que plusieurs arrêts se sont prononcés dans le même sens. La Cour

(1) Rodière, t. II, p. 48 et 52.

d'appel d'Alger (1), le 6 avril 1852, et la Cour de Bourges (2), les 7 mars 1860 et 23 mai 1872, en ont ainsi décidé.

Nous avons eu l'occasion de faire allusion également à un arrêt de la Cour d'appel de Nancy, du 27 janvier 1875, qui a attribué le caractère de jugement en dernier ressort à une sentence qui avait prononcé sur une demande inférieure à 1.500 francs, alors que le demandeur y avait ajouté, dans des conclusions prises à la dernière heure, une demande en dommages-intérêts excédant ce chiffre. A ses yeux, cette demande additionnelle avait uniquement pour but de se réserver la voie de l'appel. Il s'agissait d'une demande principale en paiement de 907 francs, pour prix de fagots. Et le demandeur avait, après le dépôt du rapport de l'arbitre désigné par le tribunal, conclu à 1.500 francs de dommages-intérêts (3).

Les considérants de l'arrêt sont curieux à noter :
« Attendu que les juridictions étant d'ordre public, les parties, qui ne pourraient y déroger par des conventions particulières, peuvent encore bien moins se jouer de la loi et rendre ses dispositions illusoires, en se ménageant, par des artifices mal déguisés, des voies

(1) D., 1855, 2, 272.

(2) D., 1860, 5, 105 et Sirey, 1860, 2, 185 ; D., 1872, 2, 154 et S., 1873, 1, 203.

(3) S., 1875, 2, 290.

de recours qui seraient une atteinte manifeste à l'ordre des juridictions : que, s'il est de principe que la compétence en premier ou en dernier ressort se détermine par l'importance du litige et le chiffre des demandes soumises aux premiers juges, il est aussi de doctrine que les magistrats ne doivent tenir compte que de ce qui est l'objet d'un litige véritable et sérieux et non de chefs de demandes tout-à-fait vains ou dérisoires, imaginés dans le seul but de réserver à la partie qui va succomber le moyen de se pourvoir par l'appel, contre une décision rendue en dernier ressort. »

Et l'attendu final n'est pas moins solennel : « Attendu que la juridiction du deuxième degré doit, lorsque telle est la conviction du magistrat, déjouer de pareilles manœuvres et ramener au respect de la loi les justiciables qui compromettent leurs véritables intérêts, en portant à grands frais, devant la Cour, des méchantes difficultés n'engageant que de modiques intérêts et qui devraient expirer dans le prétoire consulaire ». Et sur ces considérants pompeux, la Cour déclara l'appel irrecevable.

Ces arguments sont-ils péremptoires, et ne serait-il pas plus juridique, au contraire, de décider que les tribunaux de première instance, saisis d'une demande exagérée, sont tenus par les conclusions de l'exploit

introdutif, et ne peuvent, en aucune éventualité, restreindre le taux du litige?

M. Crépon (1) opine dans ce dernier sens et son argumentation s'appuie sur des données juridiques de valeur. Suivant lui, le système contraire comporte fatalement l'arbitraire du juge, « c'est-à-dire une condition à laquelle la loi a voulu soustraire le plaideur ». Et puis, comment déterminer l'exagération de la demande? Où commence l'évidence de cette exagération? Ne se trouve-t-on pas, ici, dans une matière d'essentielle précision, où il ne saurait y avoir place pour l'appréciation discrétionnaire du magistrat? Et enfin, où est le préjudice causé au défendeur qui est attiré devant une juridiction d'un degré supérieur? Il peut, de son côté, bénéficier d'une voie de recours qui lui permette de faire réformer un jugement qui lui est défavorable en première instance. Au surplus, et à supposer que la demande exagérée à bon escient par son adversaire lui cause un préjudice, rien n'est plus aisé pour lui que de la démontrer devant la Cour qui peut, en cas de procédure vexatoire, lui allouer tels dommages-intérêts que de droit.

Voilà retracés, en quelques lignes, les arguments de principe présentés par M. Crépon, qui cite dans le sens de ses conclusions, deux arrêts des Cours

(1) Crépon, *Traité de l'appel en matière civile*, t. I, p. 72 et 314.

d'appel de Douai, du 8 mai 1855 (1), et de Bordeaux, du 1^{er} mars 1861 (2).

Il s'agissait, devant la Cour de Douai, de décider si une demande intentée d'abord contre cinq héritiers d'un débiteur, chacun divisément pour sa part et portion virile (dont le montant était, pour chacun, inférieur au taux de l'appel), était susceptible d'appel, alors que le demandeur, dans des conclusions prises au cours de l'instance, avait demandé que les défendeurs fussent condamnés *solidairement* au paiement de la somme totale (4.082 francs).

Le tribunal civil de Saint-Omer avait déclaré la demande mal fondée : d'où appel par le demandeur, auquel les intimés opposent une fin de non-recevoir, prétendant que si les dernières conclusions des parties déterminent le ressort, ce n'est vrai qu'autant que ces conclusions, différentes de celles consignées dans la demande originaire, sont fondées sur une cause raisonnable exprimée et non dans le but seul de se ménager l'appel. Or, la règle « *malitiis non indulgendum* » ne permet pas de sanctionner un tel calcul.

La Cour de Douai, reconnaissant que c'est par le dernier état du litige que se détermine le caractère du jugement, sous le rapport du premier ou dernier ressort, déclare qu'il n'appartient pas au juge d'appel

(1) S., 1856, 2, 23.

(2) S., 1861, 2, 513 et D., 1861, 5, 139.

d'amoindrir l'objet de ce litige, soit en l'appréciant en lui-même, soit en scrutant la pensée et les intentions du demandeur, sous prétexte que celui-ci aurait augmenté les proportions de sa demande, dans le but de se ménager, en cas d'insuccès, un second degré de juridiction; qu'il suffit que la demande, fondée ou non, ait été soumise au premier juge et que celui-ci ait dû y statuer, pour que, suivant ce qui en est l'objet, le jugement qui intervient soit ou ne soit pas susceptible d'appel. Et la Cour de repousser la fin de non-recevoir.

La Cour de Bordeaux, elle, était saisie de l'appel d'un jugement en premier ressort du tribunal de Lesparre, dans une demande de 3.000 francs de dommages-intérêts et dans lequel le tribunal avait déclaré statuer définitivement sous le prétexte que la demande était exagérée et arbitraire. Elle aussi a décidé que le tribunal avait violé la loi, parce que c'est le chiffre de la somme et non sa nature qui détermine la compétence. « Rien n'est mieux précisé, dit-elle, que l'évaluation de la loi pour les bornes du dernier ressort et les tribunaux de première instance qui, sans avoir égard à cette évaluation, mais en se fondant uniquement sur des considérations morales, s'attribueraient le droit de prononcer, sans appel, hors des cas où la loi le leur reconnaît, encourraient eux-

mêmes le reproche de juger arbitrairement ». Donc, l'appel était recevable.

La doctrine des Cours est donc précise et claire. M. Crépon ne s'en contente pas : il invoque la doctrine de la Cour de cassation qui, dans un arrêt Puccini, du 2 janvier 1865 (1), interdit, en règle générale, aux tribunaux de déterminer d'office le chiffre d'une demande indéterminée, à moins que, par un simple calcul dont les éléments sont fournis par la demande elle-même, ils ne soient à même de fixer la valeur exacte de la somme réclamée. *A fortiori*, leur est-il interdit de modifier une demande dont le chiffre a été fixé par le demandeur. Nous verrons, à son heure, cette question de la détermination par les tribunaux du chiffre de la demande et l'intérêt qui s'y rattache.

Enfin, l'auteur puise un dernier argument dans un autre arrêt de la même Cour, en date du 6 mai 1872 (2), où, statuant sur la compétence d'un juge de paix, saisi tout à la fois d'une demande principale dont le taux était de sa compétence en dernier ressort et d'une demande reconventionnelle d'un taux supérieur au dernier ressort, elle décide que ce magistrat n'avait pas le droit de déclarer son jugement en dernier ressort, sous prétexte que la demande reconven-

(1) D., 1865, 1, 235.

(2) D., 1872, 1, 170 et S., 1872, 1, 296.

tionnelle n'était pas sérieuse. Or, dit l'auteur, si ce principe est certain pour les demandes reconventionnelles, ainsi que le dit la Cour suprême, pourquoi en irait-il autrement d'une demande principale ? L'une et l'autre doivent être soustraites à l'évaluation arbitraire du juge. Ces arguments sont probants et nous adoptons cette théorie dans son esprit et dans ses termes.

L'opinion contraire qui s'appuie sur l'article 2, paragraphe 3, de la loi du 11 avril 1838, et qui a été défendue par M. Rodière (1), n'a pas fait fortune, et la jurisprudence ne l'a pas adoptée. Elle est, en effet, dangereuse, nous l'avons dit déjà, et, de plus, elle ne repose sur aucun texte, car la disposition de l'article 2, § 3, invoquée est toute spéciale et ne peut être arbitrairement étendue d'un cas à l'autre. C'est une doctrine à rejeter sans arrière-pensée.

**SECTION V. — Des restrictions faites par le demandeur
pour rester dans les limites de la compétence
du dernier ressort.**

Dans un ordre d'idées opposé, le demandeur, désireux de soustraire à l'appel le litige qu'il soumet au tribunal, fait subir à sa demande une restriction telle que le tribunal se trouve être compétent en dernier

(1) Rodière, t. II, p. 48.

ressort. Le peut-il sans danger, et n'est-il pas au pouvoir de son adversaire de déjouer pareil calcul qui aboutit à supprimer un degré de juridiction ? Telle est la question.

Si nous supposons une action en dommages-intérêts intentée pour inexécution d'une obligation de faire et que le principe de cette obligation ne soit pas contesté de la part du demandeur, il n'existe, à vrai dire, aucune difficulté. Ainsi, par exemple, un entrepreneur prend l'engagement d'exécuter, dans un délai imparti, des réparations à un immeuble. Il manque à cet engagement et le propriétaire l'assigne en 2.000 francs de dommages-intérêts, puis, en cours d'instance, celui-ci réduit sa demande à 1.500 francs. Ce faisant, il use de son droit, sans protestation utilement invocable par le défendeur. Il faudra, bien entendu, que cette réduction résulte de conclusions écrites, signifiées ou prises à l'audience. Son droit dérive du jeu même des conclusions et de leur influence sur le ressort, ainsi qu'il en a été dit dans notre section relative aux conclusions. La solution est simple et, au demeurant, il n'y a pas là une restriction proprement dite : c'est plutôt une réduction licite de la demande.

Ce qu'il faut entendre par restriction, dans la signification que nous voulons lui donner, c'est tout moyen détourné employé par le demandeur avec l'arrière-

pensée d'obtenir une sentence définitive, alors que, si sa demande était régulièrement intentée, elle n'échapperait pas à l'appel.

L'hypothèse qui rentre dans nos prévisions serait celle d'un créancier d'une somme supérieure à 1.500 francs qui, au lieu d'intenter, de prime abord, une action unique en paiement, jugerait plus profitable de poursuivre, successivement et par exploits séparés, le recouvrement de sa créance, en s'arrangeant de telle façon que chaque demande fût d'une valeur inférieure au taux du premier ressort. Tel serait le cas d'une créance unique de 3.000 francs, que le créancier réclame en justice, à un intervalle plus ou moins long, dans deux actions de 1.500 francs chacune. Sa demande est-elle recevable, en supposant toujours que la créance elle-même ne soit pas contestée, et qu'elle soit exigible ?

La doctrine est partagée. Certains auteurs prétendent que, ne poursuivant pas pour le tout, le créancier court le risque de voir sa ou ses demandes ultérieures écartées, et que, du reste, il doit en être ainsi. Il y aurait là une espèce de fraude à la loi dont il doit subir les conséquences.

On a dit, par ailleurs, que le défendeur a toujours la faculté de mettre le créancier en demeure d'agir pour le tout, car il peut avoir intérêt à discuter le taux de la créance réclamée.

Ces deux opinions, prises séparément, ne sont pas satisfaisantes. Il suffit, dans la première, de supposer que, par erreur, le demandeur n'a pas réclamé le montant intégral de sa créance. Peut-on, en équité, rejeter sa demande complémentaire, telle qu'elle résulte de son titre? Faut-il lui opposer, sans réplique, la règle : *non bis in idem*? Nous n'en sommes plus à l'époque où le créancier était enchaîné dans la trame de la procédure et où la *plus petitio* et la *minus petitio* éteignaient, par l'effet même de la formule employée, le droit déduit en justice. Telle n'est plus la conception du législateur.

D'autre part, s'il est vrai que le défendeur poursuivi en justice peut mettre le créancier en demeure d'agir pour le tout, c'est là une éventualité qui est rare dans la pratique. Sans doute, lorsqu'on est réduit à plaider, mieux vaut liquider en bloc tout ce qui est litigieux. Mais le défendeur se prête-t-il à employer ce moyen et y a-t-il toujours intérêt? Prenons un exemple : un légataire universel est grevé d'un legs particulier, avec charge de payer les intérêts à dater du jour du décès du disposant et après liquidation de la succession. Cette liquidation peut durer quelques années et, à la clôture des opérations, le légataire particulier assigne en paiement le légataire universel : il omet involontairement de faire entrer en ligne de compte les intérêts échus : le défendeur se tait, et il

y a intérêt. Peut-on faire grief au demandeur d'avoir omis les intérêts qui auraient compté dans le taux de la demande ?

Nous préférons de beaucoup l'opinion transactionnelle proposée par M. Glasson, opinion qui est plus équitable et plus précise. L'auteur fait une distinction empreinte d'une logique irréductible. Si, dit-il, le créancier réclame une partie seulement de sa créance, le sachant et la faisant passer pour le tout, il est incontestable qu'on peut lui opposer la chose jugée, lors du second procès qu'il engagera sur le même objet : sa mauvaise foi doit être retenue et la maxime : « Non bis in idem » lui sera appliquée.

Que si, au contraire, il a reconnu ne réclamer qu'une partie de sa créance, en se réservant de poursuivre plus tard son débiteur pour le complément, oh alors, il n'y a plus de doute ; le débiteur peut le mettre en demeure d'agir pour le tout, et si, par hasard, il ne le fait pas, il est censé renoncer au droit d'appel. L'auteur tire argument de l'article 1344 du code civil qui, en matière de preuves par témoins, décide que cette preuve ne peut être administrée sur une demande portant sur moins de 150 francs, lorsque cette somme est déclarée être le restant ou faire partie d'une créance plus forte, qui n'est point prouvée par écrit. De même, par analogie, peut-on dire qu'une demande volontairement réduite ne peut res-

treindre au dernier ressort une demande qui est, par son chiffre, susceptible d'appel.

**SECTION VI. — Pluralité de demandes intentées
par un seul demandeur contre un seul défendeur.**

Il n'a été question jusqu'ici que d'une demande unique, mettant en présence un seul demandeur et un seul défendeur. Les difficultés que la pratique soulève ont été examinées avec attention : elles se réduisent, en réalité, aux quelques controverses dont il a été fait état.

Elles commencent à naître et sont plus délicates à résoudre lorsque, dans la même instance, le demandeur intente une action en paiement, sériée en plusieurs chefs de demandes qui, isolés, sont inférieurs à 1.500 francs, mais qui, cumulés, dépassent cette somme. Le tribunal, dans ce cas, statuera-t-il en premier ressort seulement ou en premier et dernier ressort ? Voilà une première question.

Elles se compliquent davantage lorsqu'on envisage une demande suivie par plusieurs demandeurs contre un ou plusieurs défendeurs.

Doit-on, dans le premier cas, additionner les différents chefs de demandes, et, dans le second cas, doit-on les diviser ?

Nous n'envisageons, dans cette section, que la pre-

mière hypothèse du cumul des demandes intentées par un seul demandeur contre un seul défendeur, réservant l'étude de la seconde hypothèse pour la section qui suit immédiatement. Comment résoudre la question ?

De suite, il faut écarter l'hypothèse où les différents chefs de demandes procèdent du même titre, de la même source : « *Ex eodem fonte, sive ex eodem negotio vel ex eodem contractu.* » Une personne a consenti un prêt de 3.000 francs et meurt laissant deux héritiers : en vertu du principe de la division des créances et des dettes, chacun d'eux devient, de par la loi, créancier de 1.500 francs. Si, par la suite, cette créance divisée entre ses fils se réunit sur la tête de l'un d'eux, il n'est pas douteux qu'au fond, il n'y a là qu'une seule et même demande, appuyée sur un seul et même titre, et appuyée aussi sur les mêmes moyens. Sans doute aucun, il y aura lieu à l'appel.

Mais la question est plus complexe et plus douteuse lorsque, dans un exploit unique, plusieurs demandes sont formées par la même partie, et reposent sur des chefs différents. Le demandeur, par exemple, réclame, dans un seul exploit, 1.500 francs qu'avait prêtés son auteur et 1.500 francs qu'il avait prêtés lui-même ou dont il est créancier, en vertu d'un legs ou d'une cession de créance. Voilà la question qui s'est souvent présentée en pratique et dont la

solution est de première importance pour la détermination du ressort. Devra-t-on réunir les chiffres de toutes les demandes ou les examiner isolément ?

Le moment est venu de rappeler que, dans notre ancien droit, la question faisait déjà l'objet d'une controverse fameuse, occasionnée par le commentaire de l'édit des présidiaux, qui, ainsi que la loi du 11 avril 1838, était complètement muet sur le cumul des demandes. Il était donc fatal que naquit la controverse le jour où l'on se trouvait dans une hypothèse non prévue expressément par l'édit.

Certains auteurs, en présence de plusieurs chefs de demandes contenues dans le même exploit, faisaient purement et simplement application d'un ancien brocard : « *Tot capita, tot sententiæ* », et s'en rapportaient à chacun des chefs de demandes pour décider si, oui ou non, la voie de l'appel était ouverte. Ils n'admettaient pas le cumul des demandes (1).

Cujas avait professé l'opinion contraire. Il admettait le cumul des divers chefs de la demande, parce qu'il existe, disait-il, des magistrats qui ne peuvent juger au delà de certaines sommes. C'est là une question d'ordre public et, par conséquent, d'ordre juridic-

(1) Les plus célèbres des auteurs ayant pris part à la controverse et adopté la solution du non consul sont : Henrys, Mornac et Rebuffe. Voir, au surplus, l'exposé de la controverse dans Négrin, *loc. cit.*, chap. I^{er}, consacré à l'histoire de l'appel.

tionnel qui doit passer avant toutes les autres considérations (1).

Plus tard, Bretonnier, dans son ouvrage sur *Henrys*, adoptait purement et simplement la théorie de Cujas (2). Après lui, Jousse, dans son *Traité de la juridiction des présidiaux*, a développé davantage la théorie du cumul qu'il défendait en praticien consommé, doublé d'un savant jurisconsulte (3). Ces deux

(1) Voici en quels termes Cujas formulait sa doctrine (*Venitiis*, vol. 7, col. 91 E.) : « Et similiter si una fit actio, quæ plures species, plura capita habeat, et singularum speciarum summa non excedat modum jurisdictionis, coacervatarum summa excedat, recte dicam hanc summam esse supra jurisdictionem magistratus et in hac lite ei jus immune non obtemperari ; inspectu potius summa summarum quia una actio est, quam summis singulis. Et hujus rei argumentum est in l. 10 § 1 de appell. »

Et ailleurs, Cujas ajoute : « *Si una est actio cujus singulæ summæ non faciant cognitionem principis sed conjuncta faciant, ad principem appellatur* » (*Ibid.*, vol. 10, col. 754 B).

(2) Les présidiaux, dit Bretonnier, ne peuvent juger en dernier ressort une demande qui excède 250 livres, quoiqu'elle soit composée de différentes sommes et pour différentes causes ; *il suffit que la somme portée par l'exploit de demande excède 250 livres sans rien examiner davantage*. (Bretonnier, *Sur Henrys*, t. I, liv. 2, chap. IV, quest. 18).

(3) Jousse distingue suivant que les demandes accumulées dans l'exploit procèdent d'une même cause ou de causes différentes. Les différents chefs de demandes ont-ils leur source dans la même cause, « alors, dit-il, les présidiaux n'en peuvent plus connaître, si ces chefs différents joints ensemble excèdent les cas de l'édit ».

Existe-t-il des causes différentes aux chefs de demandes, rien,

auteurs ont été les fervents défenseurs de la règle
« Una lis, una actio », qu'ils ont opposée à l'adage

d'après Jousse, ne pourrait motiver une solution contraire, en dépit de l'opinion émise par Henrys, Mornac et Rebuffe. Il écrit à ce sujet : « On prétend, néanmoins, malgré ces autorités, que, dans le cas même où les demandes procèdent de causes différentes et sont justifiées par écrit, si toutes ces demandes excèdent la somme de 500 livres, quoique chacune d'elles soit en particulier le cas du présidial et qu'on veuille les former par un seul exploit, on ne peut se pourvoir au présidial *et c'est ainsi que nous l'observons à Orléans*, ce qui s'est produit sans doute par la difficulté qu'il y aurait d'examiner dans ces sortes de demandes les différentes causes de la dette, et par rapport aux retardements que cet examen apporterait dans la décision des procès ».

Ce ne sont là que des raisons pratiques. Jousse invoque plus loin une raison juridique et dit : « On pourrait même soutenir que ce sentiment est plus conforme aux principes, puisque le demandeur, ayant réuni ensemble les différentes sommes qui lui sont dues, pour n'en former qu'une seule demande, il est vrai de dire que cela ne *forme plus qu'une seule action et une même instance, sur laquelle il ne doit intervenir qu'un seul et même jugement. Or, c'est l'action qui règle la juridiction du juge : quia ubi est una actio ibi una lis* ; et, dans ce sens, ce qui étant séparé n'excéderait pas le pouvoir du juge l'excède étant joint ensemble, ce qui se peut confirmer par la loi X § 1 Dig. De appell. » (p. 59).

En somme, l'action seule règle la juridiction du juge. Cujas n'a pas dit autre chose en solutionnant cette première hypothèse.

Voilà donc comment, dans notre ancien droit, était résolu le problème du degré de juridiction lorsque l'exploit introductif d'instance renfermait plusieurs chefs de demandes, dont chacun pris à part était de la compétence en dernier ressort des présidiaux, mais qui, additionnés, étaient d'un taux supérieur à 250 livres, c'est-à-dire jugés à charge d'appel aux parlements.

« Tot capita, tot sententiæ », préféré par Henrys, Mornac et Rebuffe.

Plus tard, encore, Merlin, dans son *Répertoire* (1), rappelle qu'il a plaidé une cause et soutenu le cumul, lorsque les différents chefs de demande ne proviennent pas d'un seul et même fait. Puis, il confesse qu'après mûr examen, il est revenu sur sa décision et qu'en fin de compte, il embrasse, sans hésitation, la théorie de Jousse : « Una lis, una contestatio ».

C'est l'opinion qui a été suivie, du reste, par M. Carré et par M. Henrion (2), mais qui a trouvé un adversaire convaincu en la personne de M. Foucher qui, dans ses notes sur Carré (3), a combattu avec vigueur la doctrine admise. En effet, il écrit : « Ou les divers chefs de demandes ont pour objet une cause commune ou un titre commun, ou ces chefs de demande s'appuient sur des droits ou titres ou causes distinctes. Dans la première espèce, toutes les réclamations du demandeur ayant une source commune et étant élevées au même titre, le jugement sera rendu en premier ou en dernier ressort, suivant que le compor-

(1) Vo *Dernier ressort*, § 6.

(2) Sic, Henrion, *Compétence des juges de paix*, chap. XIII ; Carré, *Lois de la compétence des tribunaux civils*, art. 281, n° 300 ; art. 316, n° 384.

(3) Carré, *Traité des lois, de l'organisation judiciaire et de la compétence des juridictions civiles*, annotées par Foucher, t. IV, p. 300.

tera la demande envisagée dans toutes ses parties réunies. Dans la deuxième espèce, chacun des chefs de demande formant autant de demandes distinctes, on n'a pu modifier la compétence du tribunal à l'égard de chacune par leur réunion dans un même exploit ou par leur jonction pendant l'instance, et c'est le cas d'appliquer l'adage : « Tot capita, tot sententiæ ». Foucher en revient ainsi à la première opinion de Merlin et à celle de Rebuffe.

Jusqu'à 1838, la controverse avait sa raison d'être. En effet, aucun texte précis des lois antérieures ne s'était préoccupé de la question, et, dès lors, les opinions avaient le champ libre. Pour notre part, étant donné que nous avons admis que les lois de la période révolutionnaire n'ont apporté aucun changement à la jurisprudence antérieure des parlements, il est hors de conteste que la règle de Cujas, développée par Jousse, conservait toute sa vigueur et que le cumul devait être admis.

Du reste, la jurisprudence de la fin du XVIII^e siècle et du commencement du XIX^e suivait plutôt l'orientation du cumul. En 1792, la Cour de cassation décidait que, lorsqu'une demande comportait des chefs différents dont la réunion dépassait le taux de l'appel, le jugement était, en ce cas, rendu en premier ressort. Le demandeur, en l'espèce, agissait en qualité de créancier personnel et en qualité de cessionnaire d'une

autre créance : réunies, ces créances étaient supérieures au taux de l'appel (1).

On peut donc dire que le courant général était favorable à la thèse de Joussé et de Cujas.

Depuis la loi du 25 mai 1838, sur les justices de paix, il semble que les controverses qui s'étaient élevées au sujet du cumul des demandes ne pouvaient plus guère se produire lorsqu'il s'agissait des demandes formées par un seul demandeur contre un seul défendeur, puisque, dans l'article 9 de la loi, le législateur a disposé que, lorsque plusieurs demandes fondées sur des causes différentes sont formées conjointement, c'est par la valeur totale que se déterminent le premier et le dernier ressort.

On objecte, il est vrai, que l'article 9 auquel on se réfère est exceptionnel et ne peut être généralisé et appliqué à la loi antérieure du 11 avril 1838 ni à celle du 3 mars 1840 sur les tribunaux de commerce. Le législateur n'a pas voulu promulguer un principe fondamental et universel de procédure civile : il n'a fait qu'édicter une règle restrictive applicable aux justices de paix seulement et qui ne peut être arbitrairement étendue aux autres juridictions (2).

L'objection n'a pas arrêté la doctrine moderne. Les

(1) V. D., *Répertoire*, v° *Degrés de juridiction*, n° 139. Voir aussi, *ibid.*; Grenoble, 6 mars 1840 et Bastia, 2 mai 1837.

(2) V. exposé de cette théorie dans Crépon, t. I, *ibid.*, n° 320 ets.

meilleurs auteurs défendent à l'heure actuelle la vieille théorie du cumul des demandes, dans l'hypothèse envisagée d'un seul demandeur et d'un seul défendeur.

C'est ainsi que MM. Glasson, Colmet-Daage et Tissier (1) solutionnent le problème dans le sens du cumul. Ainsi, on prend la valeur totale des demandes, peu importe que les créances dont le montant est réclamé aient des causes communes ou qu'elles aient des causes indépendantes les unes des autres. Et les auteurs invoquent l'argument tiré de l'article 9 de la loi du 25 mai 1838.

C'est ainsi encore que MM. Garsonnet et Cézar-Bru (2) se sont ralliés eux aussi à la théorie du cumul, pour les mêmes raisons. Pourquoi ne pas étendre la disposition de l'ancien article 9 de la loi du 25 mai 1838, à toutes les demandes inférieures au taux de l'appel et portées cumulativement par un seul et même exploit, à la connaissance de tous les tribunaux ? « On peut critiquer en législation, disent-ils, le parti auquel la loi du 25 mai 1838 s'est arrêtée, mais il n'y a aucune raison de distinguer, quant au mode de fixation du ressort, entre les procès de compétence des juges de paix et ceux qui relèvent des tribunaux de première

(1) Glasson, p. 82, n° 992. Voir aussi dans ce sens, Benech, *ibid.*, p. 83 et suiv.; Bioche, nos 148 et suiv.; Rodière, *op. cit.*, t. II, p. 60.

(2) Garsonnet et Cézar-Bru, *op. cit.*, t. V, n° 2014, p. 719.

instance ». Et les auteurs ajoutent que les deux lois des 11 avril 1838 et 25 mai 1838, qui sont voisines de date et ont un objet identique, « doivent se compléter l'une par l'autre, toutes les fois que leur application se présente dans des circonstances identiques. »

La règle doctrinale qui se dégage de l'exposé de cette doctrine, c'est que la majorité des auteurs est favorable au cumul, que les demandes réunies soient de même nature ou de nature différente, qu'elles aient leur source dans le même titre ou qu'elles dérivent de causes différentes, qu'elles soient formées par le même exploit, ou que l'une ou plusieurs autres d'entre elles le soient dans des conclusions prises en cours d'instance. Toutes ces déductions sont logiques et coïncident avec la doctrine exposée jusqu'ici et spécialement dans notre paragraphe relatif au rôle des conclusions.

Ainsi donc en décide une doctrine autorisée. Quant à la jurisprudence postérieure à la loi de 1838, a-t-elle fait subir une volte-face à la doctrine jurisprudentielle qui a précédé la loi ? On n'oserait l'affirmer. ,

La Cour de cassation dans un premier arrêt du 7 avril 1858 (1) (Modo c. Coche), rendu sur un pourvoi interjeté contre un arrêt de Nancy du 5 mai 1856 (2), a adopté la théorie du cumul dans une espèce particu-

(1) D., 1858, 1, 155 ; S., 1858, 1, 810.

(2) S., 1856, 2, 327.

lière. Un sieur Michel créancier en vertu de trois obligations hypothécaires (1.000 francs, 500 francs, 500 francs), avait remis les grosses à l'huissier afin de poursuites contre les époux Jaquet, ses débiteurs. Au moment de la saisie, intervenaient les époux Coche qui, sous condition d'être subrogés aux droits de Michel, effectuèrent le remboursement. Plus tard, les biens des époux Jaquet étant vendus, la veuve Coche requit collocation comme subrogée aux droits de Michel. Une dame Modo fit un contredit à la collocation, contredit qui fut admis par le tribunal de Montmédy le 29 février 1856. Appel par M^{me} Coche et arrêt de la Cour de Nancy qui s'en suit et maintient le règlement provisoire par lequel la dame veuve Coche avait été dûment colloquée.

La dame Modo se pourvut alors en cassation invoquant que la Cour d'appel, en se déclarant compétente, avait violé la loi et le principe de la divisibilité des chefs de jugements, en ce que, sous prétexte que le procès était soutenu pour trois créances qui, par leur réunion, formaient un total de 2.000 francs, bien que chacune des créances prise séparément fût inférieure à 1.500 francs, l'arrêt avait déclaré l'appel recevable.

La Cour de cassation a rejeté le pourvoi, motifs pris que : « la demande et les conclusions de la veuve Modo devant le tribunal de première instance avaient pour objet trois créances s'élevant à 2.000 francs; qu'elles

attaquaient à la fois ces trois créances par les mêmes motifs, dans une seule et même procédure d'ordre, et qu'elles tendaient à les faire rejeter ensemble par une seule et même décision ; qu'ainsi l'intérêt de la demande s'élevait à 2.000 francs, somme excédant le dernier ressort. »

Un peu plus tard, le 26 novembre 1873 (1), la chambre civile de la Cour de cassation a posé le principe du cumul dans l'hypothèse de deux demandes intentées par le même demandeur contre deux défendeurs différents, mais alors que, d'accord, les deux instances liées et suivies en même temps avaient été jointes par les parties à raison de leur connexité. La jonction faisait qu'on se trouvait en présence de deux demandes réunies en une seule. L'affaire était-elle sujette à appel, alors que la réunion des demandes atteignait le taux de l'appel ? La Cour de cassation a, cette fois encore, répondu par l'affirmative.

La jurisprudence postérieure à la loi de 1838 n'est donc pas hostile à la théorie du cumul des demandes. Elle reste dans la logique juridique absolue, et elle offre l'avantage d'amener une économie de frais et de temps, ce qui n'est certes pas à dédaigner.

Il faut bien, cependant, avant de terminer l'examen du cumul des demandes, ne pas passer sous silence

(1) D., 1873, 1, 15.

qu'un auteur de valeur, M. Crépon, s'est détaché de la doctrine qui vient d'être exposée, pour faire cause commune avec M. Foucher. Il ne croit pas à la portée générale de l'arrêt de la Cour de cassation du 17 avril 1858 : c'est un arrêt d'espèce qui doit être interprété dans son vrai sens. Or, que dit la Cour de cassation ? Qu'elle n'a admis le second degré de juridiction que parce que les conclusions de la demanderesse, qui attaquaient trois créances distinctives à la fois, le faisaient par les mêmes motifs dans une seule et même procédure d'ordre et qu'elles tendaient à les faire rejeter ensemble par une seule et même décision (1). Et alors, dit M. Crépon, « on est en droit de dire que la conclusion de la Cour eût été différente si les conditions soigneusement énumérées ne s'étaient pas rencontrées dans la cause ».

Pourquoi interpréter dans ce sens strict un arrêt qui n'a fait que rappeler dans ses motifs la genèse de l'affaire ? Il n'en est pas moins certain et indiscutable qu'il y avait trois créances différentes de date, afférentes à trois prêts hypothécaires distincts, et que la Cour a décidé que la réunion des chiffres autorise l'appel lorsque, séparées, elles sont du dernier ressort et, réunies, atteignent le taux de l'appel. Voilà ce qu'il faut retenir.

(1) Voir en ce sens, *Traité de l'appel*, n. 326, *in fine*.

M. Crépon est, au demeurant, ennemi de l'extension de l'ancien article 9 de la loi du 25 mai 1838 aux tribunaux civils. Nous avons répondu déjà à cette objection et nous n'y reviendrons plus.

Et il conclut, en termes un peu différents peut-être mais dans un esprit conforme aux idées de M. Foucher, que, pour que la réunion de plusieurs demandes dans un même exploit ou leur jonction par jugement ait pour conséquence la détermination du ressort d'après le total des demandes, il faut qu'elles aient entre elles un lien commun, résultant principalement de la communauté des moyens employés ; qu'elles se présentent et soient débattues devant le juge « avec un caractère d'unité qui, en réalité, des demandes n'en fasse qu'une seule » ; autrement elles conservent leur caractère distinct et séparé et sont susceptibles d'appel suivant que le chiffre de chacune d'elles est inférieur ou supérieur au taux du dernier ressort (1).

M. Crépon n'a certainement pas craint d'ouvrir la porte toute grande à l'arbitraire, en donnant aux magistrats un pouvoir d'appréciation illimité et en les rendant maîtres de l'appel, selon qu'ils estimeront que les demandes ont un caractère d'unité tel que ces demandes n'en font qu'une. Quel est le critérium qui

(1) Voir l'exposé de cette théorie, Crépon *ibid.*, nos 320 et s.

permettra de reconnaître si ces demandes sont liées entre elles de plus ou moins loin ?

Il nous paraît y avoir là une inconséquence ou une erreur de la part du juriste qui se montre, dans son ouvrage, l'ennemi juré de l'arbitraire du juge (1).

Nous concluons donc en disant que pas plus que le juge ne peut modifier l'évaluation du litige faite par le demandeur, pas plus il ne peut apprécier s'il y a lieu ou non de réunir en une seule toutes les demandes intentées par une seule personne contre un seul défendeur.

Cela dit, pénétrons sur un terrain un peu plus mouvant et demandons-nous s'il faut réunir les demandes formées contre un seul défendeur par deux ou plusieurs demandeurs différents, quoique ces demandes soient engagées dans une même instance.

**SECTION VII. — Cas d'une demande intentée
par un seul demandeur contre plusieurs défendeurs.**

Un demandeur unique englobe dans le même procès plusieurs demandes contre plusieurs défendeurs. Doit-on considérer le chiffre total des demandes réclamées dans la demande unique ou bien, au contraire, doit-on considérer dans le total réclamé la part qui doit être

(1) V. Crépon, *ibid.*, n° 314.

supportée par chaque défendeur ? Autrement dit, l'intérêt des défendeurs déterminera-t-il le ressort ?

Il est nécessaire de distinguer suivant que la demande ainsi dirigée contre plusieurs défendeurs est fondée sur des titres personnels à chacun d'eux ou que le demandeur les actionne en vertu d'un titre commun. La doctrine attache une importance capitale à cette distinction qui influe sur le calcul du taux du ressort.

Tout d'abord, on peut supposer un cas pratique assez fréquent : un liquidateur d'une société civile actionne les débiteurs de la société, ès-qualité, en paiement de ce qu'ils doivent à la société. Il le fait par un seul exploit et, parmi ces débiteurs, les uns le sont d'une somme supérieure, les autres d'une somme inférieure à 1.500 francs. Le total des sommes réclamées atteint, par hypothèse, un taux assez considérable. Faut-il tenir compte de celle-ci pour le ressort ? Non, décide-t-on généralement, parce que chaque débiteur l'est en vertu d'un titre personnel, qu'il y a, au fond, autant d'actions que de parties actionnées, chaque action reposant sur une cause distincte. D'où il suit que chaque demande suit sa loi propre et que celles dont le taux est supérieur à 1.500 francs sont seules jugées en premier ressort. C'est logique et tout se passe comme si le demandeur avait séparément assigné chaque débiteur par exploit séparé. Donc, il y a

•

autant de solutions distinctes quant au ressort que de condamnations distinctes.

Cette solution serait-elle admissible dans la seconde hypothèse prévue, c'est-à-dire celle où le demandeur actionne plusieurs défendeurs collectivement, en vertu d'un titre commun? Ainsi, un testament met à la charge de deux héritiers une charge individuelle de 1.500 francs au profit d'un légataire qu'il désigne. Ce dernier actionne par exploit unique les deux héritiers en paiement de chacun 1.500 francs. Le total de la demande, soit 3.000 francs, entraîne-t-il l'appel?

La doctrine a été longtemps divisée et la jurisprudence a fait, à 50 ans d'intervalle, une volte-face complète. Tout d'abord, elle s'est déclarée favorable au cumul; elle le disait très franchement avant la loi de 1838. C'est ainsi qu'un arrêt de la Cour de cassation du 8 ventôse an VIII a consacré la recevabilité de l'appel dans une espèce, où, parmi des défendeurs, les uns devaient moins, les autres plus de 1.000 livres. Et la Cour d'appel de Grenoble, le 11 janvier 1816, suivant la même orientation, proclamait formellement qu'une instance entre plusieurs parties ne peut être jugée en premier ressort à l'égard de l'une et en dernier ressort à l'égard de l'autre.

La jurisprudence n'admettait ni la division des créances, ni la division des dettes, quant à la détermi-

nation du ressort. Elle appliquait la règle *una lis, una actio*.

Ce n'est qu'à partir de 1860 que la Cour de cassation a, par arrêt du 25 janvier 1860, rendu toutes chambres réunies, proclamé la divisibilité de la somme réclamée eu égard aux demandeurs. Les créances, dit-elle, se divisent de plein droit entre les héritiers qui ne peuvent demander le paiement de la dette que pour la part dont ils sont saisis comme représentant le créancier. Et cette règle, admise dans le cas de pluralité de demandeurs, s'étendait par analogie aux héritiers qui ont la charge de payer une dette contractée par leur auteur envers le même créancier. On admit donc la division des dettes pour le calcul du ressort et, malgré quelques dissidences, la jurisprudence, paraît avoir adopté définitivement le principe que le jugement est en dernier ressort si, par suite de la division qui s'opère *de plano* entre eux, la part de chacun dans la dette est inférieure au taux du ressort.

Depuis 1863, la Cour de cassation est fixée dans ce sens (1). La chambre des requêtes (affaire Guilbert contre Alaux) en a posé le principe. Un entrepreneur de travaux, Guilbert, était créancier de la commune de Saint-André pour la somme de 1.057 francs, dûs à l'occasion de travaux effectués à l'église. Il était de

(1) D., 1864, 4, 218.

plus cessionnaire d'un créance de 2.700 francs dûs par la même commune à un sieur Barthès, lui aussi entrepreneur de travaux. Des ouvriers de ce dernier avaient fait opposition entre les mains du maire de la commune pour le paiement de leurs salaires et conclu à la nullité de la cession de créance faite par Barthès à Guilbert. Guilbert les assigna en mainlevée devant le tribunal de Villefranche qui donna gain de cause aux ouvriers. Mais Guilbert interjeta appel et les ouvriers, devant la Cour, excipèrent de l'irrecevabilité de cet appel, basée sur ce fait qu'aucune des sommes allouées à chacun d'eux, dans la répartition ordonnée par le tribunal, n'atteignait 1.500 francs.

La Cour d'appel de Montpellier accueillit leur fin de non-recevoir, par arrêt du 28 février 1862, parce que l'instance ne pouvait avoir pour ces ouvriers d'autre résultat que de leur attribuer ou leur faire perdre individuellement la somme minime pour laquelle ils avaient jeté entre les mains du maire et du receveur de la commune des saisies-arrêts validées par trois jugements statuant chacun sur des sommes dont le total ne s'élevait pas à 1.500 francs.

Guilbert intenta un pourvoi pour violation de l'article 1^{er} de la loi du 11 avril 1838, en ce que l'arrêt s'était attaché à tort, pour déclarer le jugement en dernier ressort, à l'intérêt individuel de chacun des défendeurs, au lieu de ne prendre en considération

que le chiffre de la demande, alors que la demande était fondée sur un titre commun à tous les défendeurs.

La Cour a rejeté sa demande sur un motif précis, à savoir que si Guilbert agissait, dans la contestation... pour avoir condamnation d'une somme totale de 3.763 francs, ses adversaires ne s'y trouvaient intéressés que pour une somme bien inférieure à 1.500 francs, en telle sorte que l'action exercée par Guilbert ne pouvait, à l'égard de chacun d'eux, entraîner une condamnation supérieure; « qu'il en eût été autrement s'il se fût agi au procès de matières indivisibles ou d'obligations solidaires ».

La chambre des requêtes a confirmé cette jurisprudence deux ans plus tard, le 17 août 1865, dans une espèce où il s'agissait d'une demande en garantie formée par un héritier contre ses cohéritiers, au sujet d'une créance placée dans son lot, créance supérieure à 1.500 francs devenue irreouvrable, à la suite de l'insolvabilité du débiteur. Elle a jugé une fois de plus que la demande était en dernier ressort, parce que la part afférente à chacun des cohéritiers était inférieure à 1.500 francs (affaire Briquet contre Lepage et consorts) (1). Enfin la chambre civile de la Cour de cassation a rendu un arrêt exactement conforme dans une

(1) D., 1866, 1, 22.

demande exercée collectivement contre plusieurs cohéritiers (affaire Lefaure contre héritiers Raiblé) (1).

Voilà donc un principe qui a pénétré en jurisprudence et s'y est implanté, semble-t-il, définitivement. La jurisprudence ne s'est pas arrêtée à mi-chemin, et, relativement aux poursuites intentées contre des cohéritiers par un seul créancier, elle a décidé qu'il faut, pour déterminer le ressort, tenir compte des héritiers qui ont accepté sous bénéfice d'inventaire (2).

Elle a étendu, un peu plus tard, le même principe à l'égard des héritiers renonçants (3), dans un arrêt de la chambre des requêtes du 18 janvier 1876 (affaire Jangot contre Charmetton frères).

Il résulte donc, à la suite de l'examen rapide de ces arrêts, que, depuis 1860, la jurisprudence admet qu'en présence de plusieurs débiteurs conjoints poursuivis par un seul créancier, la créance aurait-elle la même source, c'est l'intérêt particulier de chaque défendeur poursuivi qui décide du premier ou du dernier ressort. La jurisprudence s'arrête au chiffre représentant la part à la charge de chacun des débiteurs. Nous sommes donc loin de la règle *una lis, una actio*. Pourquoi ?

Comme cette question de la pluralité de défendeurs

(1) D., 1866, 1, 129.

(2) Besançon, 14 décembre 1869, D., 1870, 2, 88.

(3) D., 1876, 1, 165.

a plus d'un point commun avec celle de la pluralité de demandeurs, nous réservons pour plus tard certaines controverses et solutions qui sont communes aux deux situations.

Et pour en terminer avec la question de pluralité de défendeurs, disons qu'il est aujourd'hui constant pour la Cour de cassation et les Cours d'appel que la question primordiale est de savoir si l'objet de l'action intentée est ou non immédiatement divisible entre les défendeurs. Lorsque le demandeur a obtenu un jugement de condamnation contre plusieurs défendeurs et qu'immédiatement la divisibilité existe, en ce sens que chacun des débiteurs n'est comptable vis-à-vis du demandeur que pour une portion déterminée, il y a dans la demande autant de fractions divisées que de défendeurs, fractions qui ont leur valeur propre et distincte de la valeur du montant intégral de la demande. Logiquement donc, dans le système admis, l'appel sera recevable pour toutes les fractions de la demande qui sont supérieures au taux du dernier ressort et non pour les autres.

C'est donc la divisibilité de l'obligation qui domine la matière pour la fixation du ressort, et il va sans dire qu'il ne faut pas perdre de vue que, pour être prise en considération, elle doit se manifester avant le jugement rendu en première instance, à telle enseigne que si le défendeur décède après l'appel interjeté, bien

qu'à ce moment, l'article 1220 du code civil s'applique, l'affaire n'en continuerait pas moins d'être susceptible des deux degrés de juridiction (1).

**SECTION VIII. — Demandes formées
par plusieurs demandeurs contre un seul défendeur.**

La seconde combinaison met en présence plusieurs demandeurs contre un seul défendeur (2).

L'hypothèse envisagée se présente dans les termes suivants : deux ou plusieurs personnes, créancières personnelles d'un tiers pour une somme de 1.000 francs l'assignent ensemble par un même exploit et

(1) Crépon, I, n° 536.

(2) La règle posée par Jousse est que la réunion des demandes donne lieu à l'appel. « Quoiqu'il s'agisse de différentes demandes qui sont données et cumulées par un seul et même acte, elles ne forment qu'un seul et même tout qui ne doit point être divisé, et, par conséquent, si tous ces chefs de demandes excèdent ensemble les cas de l'édit, l'affaire ne pourra être jugé présidiale-ment, c'est-à-dire en dernier ressort » (p. 63).

Jousse n'a fait qu'adopter la théorie de Cujas qui écrivait : « inspectu potius summa summarum quia una actio est, quam summis singulis ? » Il n'y a qu'un procès ! On peut cumuler les différentes sommes demandées par un seul exploit et ce cumul détermine la juridiction des magistrats.

La pratique, dans l'ancien droit, suivait la théorie de Cujas et de Jousse, malgré les dissentiments qui s'étaient élevés dans la doctrine. La jurisprudence était favorable au cumul dans les deux hypothèses de la réunion des chefs de demandes ou de pluralité des parties en cause.

concluent à une condamnation unique en vertu d'un même titre ou d'une même cause, sauf à partager plus tard, d'après leurs droits respectifs, le montant de la condamnation. Il n'y a qu'une demande collective de la part des demandeurs. Est-ce qu'il faut dire que, s'agissant d'une demande dont le chiffre atteint deux ou trois mille francs ou plus, le tribunal n'est compétent qu'en premier ressort ? Ne serait-il pas plus juste de prétendre que les demandes étant conjointes, l'intérêt des demandeurs doit être divisé et que, s'il se traduit, pour chacun d'eux, en une somme inférieure à 1.500 francs, le tribunal doit juger en dernier ressort ?

L'application la plus fréquente soumise aux tribunaux est celle où un créancier meurt en laissant plusieurs héritiers qui s'entendent pour réunir leurs actions dans une instance et réclament, dans leurs conclusions, une condamnation collective ou des condamnations individuelles à leur profit. Si le montant de la créance est supérieur au taux du dernier ressort, leur auteur l'ayant intentée de son vivant aurait eu le bénéfice des deux degrés de juridiction. A son décès, cette créance unique déduite en justice, suivant que l'on opte pour la théorie du cumul ou pour celle de l'intérêt personnel de chacun des héritiers demandeurs, sera jugée, soit en dernier, soit en premier ressort.

On voit l'intérêt qu'offre l'adoption de l'un ou de l'autre système.

Aussi, trouve-t-on, en doctrine comme en jurisprudence, des opinions diamétralement opposées sur lesquelles il sied de s'attarder quelque peu.

Qu'en pense la doctrine ? Il faut bien s'attendre à la voir partagée. M. Carré, qui a publié avant la loi de 1838 son *Traité des lois de l'organisation judiciaire et de la compétence des juridictions civiles* (1), s'est montré partisan de la division des demandes, même lorsqu'un demandeur assigne ses débiteurs par un seul et même exploit, en vertu d'un titre qui leur est commun. Notons au passage qu'il étend la même solution à l'hypothèse d'un demandeur unique poursuivant plusieurs défendeurs dans les mêmes conditions.

Dans sa doctrine, la demande « se divise, par la pensée et aux yeux de la loi, en autant de demandes qu'il y a de parties demanderesses ou défenderesses ».

Il ne s'arrête donc pas à la cause commune de la demande comme moyen déterminant du ressort, mais au montant de cette demande (2). Or, le total de la créance réclamée se divise *de plano* entre les créanciers en dépit de la cause commune de la demande.

(1) Edit. 1834, t. IV, liv. II ; t. IV, n° 294, p. 269.

(2) V. dans ce sens, Merlin, *Nouveau répertoire*, voir *Dernier ressort*, § 7, t. XIV, p. 359.

Et puis, si les demandeurs procèdent par un seul et même exploit, leur réunion n'a d'autre objet que celui de diminuer les frais; chacun aurait une action personnelle à exercer contre le débiteur et on ne tiendrait compte que de sa part dans la créance pour fixer le taux du ressort.

C'est l'opinion qui a fini par triompher en jurisprudence et qui a été défendue depuis 1838, par d'excellents auteurs et à une époque plus récente. M. Dalloz s'y est rangé; il incline à penser qu'elle doit être admise comme thèse générale, mais seulement lorsqu'il n'y a ni solidarité, ni indivisibilité (1). Enfin, MM. Glasson, Colmet-Daage et Tissier enseignent la doctrine développée par M. Carré.

Dans un système opposé, des auteurs pensent, en face des demandes divisibles formées par plusieurs créanciers (ou inversement par un créancier contre plusieurs débiteurs) qu'il faut s'attacher à l'entière somme réclamée et non à la part de chacun, quand, cela va de soi, les demandes sont fondées sur la même cause ou le même titre. M. Rodière est partisan de ce second système (2) qui a trouvé des défenseurs convaincus dans la personne de MM. Garsonnet et César Bru, qui appuient leur doctrine sur des arguments

(1) Dalloz, *Rép.*, v^o *Degrés de juridiction*, n^o 146; Adde Benech, p. 150 et suiv.

(2) Rodière, *op. cit.*, t. II, p. 63.

solides : le premier est basé sur l'idée générale de l'intérêt des parties au procès. Il ne faut pas seulement considérer l'intérêt des créanciers (ou des débiteurs) lorsqu'on se trouve en présence d'une demande collective, mais il faut encore prendre en considération l'intérêt du débiteur (ou du créancier). « Or, écrit, M. Garsonnet, malgré la divisibilité de la dette et l'absence de solidarité entre les parties, l'intérêt du débiteur poursuivi par deux créanciers en paiement de 2.000 francs est égal à cette somme puisqu'il peut être condamné à la payer ». Et il applique le même raisonnement aux poursuites intentées par un seul créancier contre plusieurs co-débiteurs non solidaires d'une dette divisible.

Ce n'est pas le seul argument, très raisonnable au fond, dont se sert l'auteur. Il en tire un autre de l'article 762 du code de procédure civile, aux termes duquel le ressort se détermine, en matière d'ordre, par la somme contestée, quel que soit le montant des créances des contestants. « Si, dit-il, un créancier est colloqué pour 2.000 francs et contesté par quatre autres créanciers chacun de 500 francs, le tribunal ne statue qu'en premier ressort, la somme contestée, et par conséquent l'intérêt du procès s'élevant quand même à 2.000 francs. »

Il s'en suit, si l'on adopte cette théorie, que l'article 762 n'est qu'une application particulière, en matière

d'ordre, d'une règle plus générale préexistante, que le code de procédure civile n'a pas proclamée, mais qui existait dans la doctrine et reflétait l'opinion des anciens auteurs et la jurisprudence antérieure, et qui n'était autre que la règle : *una lis, una actio*.

C'est peut-être la solution qui, dans son principe, est la plus traditionnelle et, en tous cas, celle qui tient le mieux compte de l'intérêt des parties plaidantes. La somme réclamée fixant le degré de juridiction, lorsque les parties ne concluent pas à sa division et qu'elle n'est pas juridiquement divisible du fait de la solidarité ou de l'indivision, cette somme est toujours la même somme réclamée et on voit avec peine qu'elle puisse, par suite d'une circonstance fortuite telle que la division de la créance, subir l'appel ou y échapper. Il y a là une situation choquante, et, au demeurant, peu équitable.

Nous verrons cependant que, malgré ses fortes assises, elle n'a pas été suivie par la jurisprudence récente.

Et de suite, énonçons qu'il est regrettable qu'en pareille matière l'indécision ait si longtemps persisté et qu'elle persiste encore de nos jours en doctrine alors que le code de procédure civile italien a, dans son article 74, proclamé en premier ressort une demande collective intentée comme il a été dit, lorsque le chif-

fre total de cette demande est supérieur au taux du dernier ressort.

Nous nous demanderons un peu plus loin laquelle de ces deux doctrines est la vraie, et s'il faut, lorsqu'on est en face d'une demande (ou d'une défense) collective non compliquée de solidarité ni d'indivisibilité, faire intervenir les articles 1220 et 870 du code civil et leur donner à jouer un rôle auquel peut-être le législateur ne les a pas destinés. Leur reconnaître une influence aussi considérable sur le ressort n'est-ce pas dénaturer l'intention même du législateur ? Nous réservons notre appréciation, et, pour l'instant, il est urgent de voir quelle attitude ou mieux quelles attitudes la jurisprudence a eues, quelles positions elle a successivement prises et à quelles causes profondes attribuer le revirement considérable qui s'est accompli depuis la promulgation de la loi du 11 avril 1838.

La jurisprudence a d'abord adopté la théorie favorable au cumul dans deux arrêts, tous deux en date du 10 janvier 1854. C'est là qu'elle prend position dans la controverse qui avait divisé les Cours d'appel et c'est la première fois qu'elle a été appelée à statuer sur la recevabilité de la demande.

Dans les deux espèces, il est question : 1° de cohéritier agissant en vue d'une créance née dans la personne du *de cujus* (1^{re} espèce) ; 2° de cohéritiers agissant en vertu d'un dommage éprouvé depuis le

décès de leur auteur, mais avant le partage (1). La Cour de cassation n'a pas tenu compte des nuances de fait qui existaient entre les deux espèces. Elle s'est placée au point de vue des demandeurs : elle a vu, dans les deux cas, une demande collective fondée sur une cause unique et a rendu ses arrêts en décidant que le jugement qui statue sur une demande supérieure à 1.500 francs formée collectivement par des co-

(1) 1^{re} espèce (Huot et consorts Beaullet). — Assignation en paiement d'un sieur Huot par six légataires universels d'une dame veuve Gasnot, d'une somme de 2.493 francs, pour prix d'une vente consentie par le sieur Jacquot aux droits duquel se trouvait sa veuve. Jugement de débouté du tribunal civil de Chaumont, du 27 août 1849 ; appel devant la Cour de Dijon et arrêt de la Cour du 14 août 1851 qui condamne Huot à payer la somme réclamée et rejette la fin de non-recevoir proposée par le défendeur, qui était basée sur la division de l'intérêt des demandeurs, inférieur pour chacun d'eux au taux du premier ressort.

2^e espèce (consorts Binois c. Dutheil). — Six héritiers ont assigné le notaire Dutheil en dommages-intérêts pour avoir commis la faute, en procédant à la liquidation de la succession de leur père, de n'avoir pas fait rapporter, par le septième héritier, à la succession, la somme qu'il devait rapporter et lui avoir remis, au contraire, des valeurs successorales auxquelles il n'avait pas droit. Le préjudice causé aux six cohéritiers était par eux évalué à 2.500 francs irrecevables sur leur frère insolvable, et ils en demandaient compte au notaire en se basant sur une faute lourde commise dans l'exercice de ses fonctions de liquidateur de la succession. Jugement du 16 décembre 1851 du tribunal de Mamers qui fixe à 646 francs le montant des dommages-intérêts alloués aux demandeurs. Appel de Dutheil admis par la Cour qui rejette la demande.

héritiers, en vertu d'un titre commun, est en premier ressort, quoique la part de chacun d'eux dans la somme demandée soit inférieure au taux du dernier ressort.

Dans la première espèce, l'exposant invoquait, à l'appui de son pourvoi, le principe de la division des droits et des obligations entre héritiers, d'après les articles 1220 et 870 du code civil, principe applicable également aux légataires universels ou à titre universel. Ils prétendaient que la demande formée conjointement par eux contre un seul débiteur (ce qui est notre cas), se décompose, en réalité, en autant de demandes qu'il y a d'héritiers et que, pour fixer la valeur du litige par rapport à la compétence du tribunal civil de première instance, il ne faut pas considérer le chiffre total de la demande, mais la part afférente à chacun des héritiers. Si elle est inférieure à 1.500 francs, il y a lieu à application de l'article 2 de la loi du 11 avril 1838 et le jugement est en dernier ressort.

L'exposant faisait valoir, en outre, que la règle de la division des créances et des dettes, posée en l'article 1220, s'applique aussi bien aux actions engagées avant qu'à celles introduites après le partage, en vertu de l'article 883 du code civil, qui pose le principe de l'effet rétroactif du partage. La règle de l'article 1220 est générale, prétendait-il.

Etait-ce là un moyen bien sérieux? Ne pouvait-on pas objecter avantageusement à la thèse du pourvoi, qu'elle reposait sur une équivoque et qu'elle divisait la créance entre les demandeurs suivant les droits qu'elle leur supposait, mais contrairement à la formule même de la demande? Et puis, lui était-il permis de séparer les demandeurs quand, au contraire, ils tenaient à rester unis, de diviser leurs conclusions pour attribuer une part d'intérêt à chacun, malgré leur volonté contraire? N'était-il pas plus exact de dire qu'ils ont agi collectivement comme représentant le *nomen hæreditarium*, l'hérédité elle-même? Enfin, on peut ajouter que le droit de chacun des légataires ou héritiers dans le montant de la créance peut n'être pas uniformément égal à celui de ses cohéritiers ou colégataires. Cela peut dépendre de la volonté des parties, des arrangements qu'elles ont pu prendre et qui échappent au juge qui n'a donc à sa disposition aucun élément d'appréciation pour fixer la part divise de chacun d'eux. Et, en définitive, ce qui est réclamé, c'est le montant d'une créance qui est toujours le même pour le débiteur. Peu importe entre quelles mains il paie, il doit toujours la même somme, qui, si elle est supérieure à 1.500 francs, entraîne le second ressort.

Voilà ce dont se prévalait l'exposant et ce que pouvaient lui répondre les défendeurs. La Cour de

cassation a répondu (1) : « Que la demande formée par les colégataires Beaulletet s'élevait à une somme supérieure à 1.500 francs; qu'elle a été formée *par eux collectivement et sans aucune division*, en vertu d'un titre unique et commun émanant de leur auteur (l'acte de vente).

Que la Cour d'appel de Dijon a *décidé la cause telle qu'elle était formulée dans la demande*, et d'après le principe que la compétence se règle par la demande même..... » Et la Cour a rejeté le pourvoi.

Nous voici donc ramenés à la théorie de Jousse; quand plusieurs demandeurs intentent contre un défendeur une action qui dérive de la même cause, de la même source, c'est le chiffre de la demande qui détermine le ressort. Et cette position nouvelle, prise par la Cour de cassation, est d'autant plus remarquable que le même jour elle a, dans la seconde espèce, confirmé la même idée. On prétendait — et ici c'étaient les six demandeurs qui invoquaient une fin de non-recevoir contre l'appel interjeté par le défendeur condamné en première instance — qu'il ne s'agissait pas d'une créance d'argent due à la succession, créance

(1) D., 1854, 1, 3, 5 ; 1856, 1, 189 ; 1858, 1, 193 ; 1860, 1, 76 ; 16 août 1854, D., 1854, 2, 240. -- Dans le même sens, Paris, 5 août 1853, D., 1855, 2, 317. *Contra* : Grenoble, 7 février 1853, D., 1854, 2, 253 ; Poitiers, 14 décembre 1854 ; Agen, 18 mai 1855, D., 1855, 2, 14 et 5, 140.

divisible entre héritiers, mais que la demande en dommages-intérêts avait une autre cause : une faute résultant d'un acte fonctionnel; que la demande collective se divisait entre les co-intéressés dans des proportions égales et que, dès lors, la part revenant à chacun étant inférieure à 1.500 francs, l'appel était irrecevable.

La Cour de cassation, après délibération en chambre du conseil, a décidé, à la même date du 10 janvier 1854 (1) : « Que la demande formée par les cohéritiers, *collectivement et sans aucune division, l'était en vertu d'une cause unique* : le préjudice commun qu'ils éprouvaient par suite d'un acte du notaire ». Elle a donc admis la recevabilité de l'appel, comme dans la première espèce et cela pour un fait bien postérieur à l'ouverture de la succession et alors que les droits des parties étaient liquidés. On est donc en droit de dire que la règle posée est générale et que, de par ces arrêts, toute demande intentée par plusieurs et basée sur une même cause est jugée en premier ressort si la somme totale réclamée dans la demande est inférieure à 1.500 francs.

La jurisprudence des Cours d'appel, jusqu'à notre arrêt, était, nous l'avons dit, très hésitante (2). Quel-

(1) S., 1854, 1, 137.

(2) Reims, 7 mars 1826, D., 1828, 250 ; Poitiers, 17 mars 1831;

ques Cours admettaient la division de la demande. L'un des arrêts les plus récents, par rapport à l'arrêt de cassation, émane de la Cour d'appel de Montpellier. Il est daté du 13 juillet 1853. La Cour n'hésitait pas à opiner que « le principe de la division des créances et des dettes entre les héritiers doit produire, au point de vue de la détermination du degré de juridiction, les mêmes effets. Dès lors, chaque créance se divisant en parts distinctes, chaque héritier n'a d'action en justice que jusqu'à concurrence de son droit héréditaire, droit qu'il peut exercer isolément contre le débiteur, à condition de justifier sa qualité d'héritier et la quotité de sa part virile : le débiteur ne saurait résister à une telle demande, sous le prétexte qu'il a intérêt à se libérer intégralement au lieu d'éteindre sa dette par paiements successifs ou partiels ». L'arrêt dit aussi que « les créanciers n'étant pas tenus, de par la loi, à se réunir pour recevoir l'intégralité de la créance, s'ils le font par même exploit, cette circonstance ne peut influencer sur le caractère du jugement à intervenir ». L'action n'a pas pour effet de confondre des droits et des intérêts que la loi a soigneusement distingués.

Notons aujourd'hui que, malgré les décisions de la

Nancy, 9 février 1841 (ces deux arrêts cités dans D., v° *Degrés de juridiction*, n° 151; D., 1853, 2, 193).

Cour de cassation, nombre d'arrêts de Cours d'appel se sont prononcés en sens contraire et ont jugé en se préoccupant non pas de l'unité de cause, mais de la somme revenant à chaque demandeur (1).

Mais, à part ces quelques décisions divergentes, il faut bien reconnaître que telle était la doctrine favorable au cumul, que plus de trente arrêts de la Cour de cassation avaient professée, sous l'empire de la loi de 1790 et même depuis la loi du 11 avril 1838 (2), depuis le 21 brumaire an VII, jusqu'au 25 mai 1860, date à laquelle les chambres réunies de la Cour de cassation ont démolie une construction juridique qui semblait devoir être inébranlable.

Il est nécessaire d'insister sur les considérants de cet arrêt mémorable, qui sont ainsi conçus :

« Attendu qu'aux termes de l'article 1^{er} de la loi du 11 avril 1838, les tribunaux de première instance connaissent des actions personnelles et mobilières, jusqu'à la valeur de 1.500 francs; que la demande des concorts Foureau tendait au remboursement de diver-

(1) V. notamment Toulouse, 27 février 1836, S., 1837, 2, 272; Besançon, 23 mars 1838, S., 1839, 2, 253; Nancy, 10 juillet 1841, S., 1842, 2, 252; Paris, 13 mai 1848, S., 1848, 2, 113; Nîmes, 25 juillet 1848, S., 1848, 2, 732, etc.

Et, postérieurement aux deux arrêts de cassation précités: Bourges, 15 mai 1854, S., 1854, 2, 522; Poitiers, 14 décembre 1854, S., 1855, 2, 141; Bourges, 10 juillet 1857, S., 1857, 2, 259, etc.

(2) V. la nomenclature de ces arrêts dans Négrin, *loc. cit.*, p. 267.

ses sommes par eux payées en l'acquit de Grimault, par suite d'une transaction intervenue entre ces derniers d'une part, et, de l'autre, par Foureau père et ses enfants, agissant par représentation de leur mère décédée; que si la somme s'élevait au total de 1.527 fr. 63 centimes et si la demande a été formée par un même exploit en vertu d'un même titre et collectivement, *elle n'avait pas moins pour objet à l'égard de chacun des demandeurs une valeur légalement distincte de moins de 1.500 francs.*

Attendu, en effet, qu'aux termes de l'article 1220 du Code Napoléon, les créances se divisent de plein droit entre les héritiers qui ne peuvent demander le paiement de la dette que pour la part dont ils sont saisis comme représentant le créancier; que si, par des raisons particulières, les ayants droit, au lieu d'agir par actions séparées, se réunissent pour former collectivement leur demande, *cette seule circonstance, en l'absence d'une convention d'indivision et communauté*, qui n'est pas justifiée pour la créance dont il s'agit, ne saurait altérer les effets du principe de divisibilité inscrit dans la loi et faire obstacle à la distinction des droits qui en résultent; qu'il suit de ce qui précède que, pour apprécier l'intérêt du litige engagé par la demande collective des consorts Foureau, c'est avec raison que l'arrêt attaqué a considéré la part afférente à chacun d'eux dans la créance récla-

mée et qu'en décidant que cette part était inférieure à 1.500 francs, le jugement frappé d'appel avait statué en dernier ressort, ledit arrêt a fait une saine application de la loi.

Cet arrêt « solennel », qui abandonne l'opinion qu'avaient consacrée, malgré la résistance de la majorité des Cours impériales et de presque tous les auteurs, les arrêts antérieurs de la Cour de cassation (1), a été, en jurisprudence, le dernier mot de la controverse ; il a été aussi le commencement d'une doctrine nouvelle qui a édifié le système de la divisibilité des intérêts en matière ordinaire. Nous verrons cependant, qu'en 1893, un doute a pu s'élever sur la persistance de la doctrine admise en 1860.

Quoi qu'il en soit, l'arrêt du 25 mai 1860 n'a pas été accepté d'emblée par la doctrine comme un article de foi. On a reproché à la Cour de cassation le geste « malheureux qu'elle a eu en abandonnant sa doctrine pour adopter le système qu'elle avait toujours combattu » (2), et d'avoir ainsi ravivé une controverse qui était sur le point de s'éteindre.

On a dit que cette contradiction de la Cour suprême est des plus regrettables dans l'intérêt de l'administration de la justice et que, au point de vue pratique,

(1) V. la note sous l'arrêt D., 1860, 1, 76.

(2) En ce sens, Négrin, *op. cit.*, p. 260, n° 229.

la question qui était résolue avant 1860, était encore à chercher et que cette recherche coûterait des frais incalculables aux plaideurs qui pourraient se trouver engagés à l'entreprendre. L'avenir a fait justice de ce grief, car, s'il est vrai que, depuis 1860, on compte encore quelques pourvois en cassation, interjetés sur le principe, on doit bien reconnaître que le nombre en est devenu de plus en plus restreint et que, dans ces pourvois, c'est moins le principe de la divisibilité de la demande qui a été contesté que le point de savoir s'il devait recevoir son application dans telle ou telle espèce envisagée particulièrement. Nous en avons un exemple pour l'arrêt Vallière des Pillières contre veuve Largeteau, dont nous causerons bientôt.

Les critiques relevées contre l'arrêt n'ont donc qu'une valeur relative. Il en est une plus sérieuse à son adresse. On peut, en effet, lui contester sa valeur doctrinale absolue, en reprochant à la Cour de cassation de s'être pénétrée, dans son délibéré, d'un principe sur lequel la doctrine est unanime et dont elle a fait une de ses règles d'application, principe en vertu duquel celui qui a droit à l'appel ne peut jamais en être privé, quel que soit le nombre de ses adversaires. Or, dit-on, dans une demande intentée par plusieurs créanciers, le débiteur dont la dette à l'occasion de laquelle le procès est suivi, avait un droit

acquis à l'appel si la somme réclamée par son créancier unique avait été réclamée par celui-ci.

Il existait pour lui un droit acquis dont il ne pouvait être dépouillé par suite du décès de son créancier et de la pluralité de successeurs à son droit de créance. L'argument est plus sérieux et ne doit pas être négligé.

On constate encore que l'arrêt du 25 janvier 1860 ne donne aucune raison juridique nouvelle qui explique le revirement complet qu'il manifeste. Il reproduit l'argument tiré de l'article 1220 du code civil, que la Cour d'Angers, qui avait été désignée en 1858 comme Cour de renvoi, avait, le 26 mai 1859, réfuté avec honneur, en déclarant que l'article 1^{er} de la loi du 11 avril 1838 ne s'occupe que de l'importance de l'affaire litigieuse en prenant pour base le chiffre de la demande. « La loi de 1838, disait l'un des motifs, *ne prend pas en considération les droits divers plus ou moins considérables que les demandeurs réunis pour une même action peuvent avoir à débattre entre eux.* Le caractère primitif de la créance n'a pas changé quant à son importance, par l'événement du décès d'un débiteur et par l'éventualité de la division de la dette ».

Evidemment, l'argument est incisif : car la division de la dette est un fait auquel le débiteur est étranger, c'est une *res inter alios acta*, et, en réalité, il est

poursuivi pour une dette qui ne varie pas de taux, ni plus ni moins que si la division ne pouvait pas avoir lieu.

A ces critiques, dont le dernier argument est certes le meilleur et le plus frappant, M. Négrin, qui est un partisan irréductible de la théorie du cumul des demandes, ajoute une observation assez judicieuse. Il a pesé tous les motifs de l'arrêt des chambres réunies et il se demande si, au fond, il doit être considéré absolument comme un arrêt de principe. Il le qualifie d'arrêt « d'expédient », qui aurait tenté un essai de conciliation entre les deux systèmes, « une transaction mal arrêtée, une solution d'espèce et non la consécration d'un système appuyé sur un principe rigoureux ». En effet, la Cour déclare qu'elle n'aurait pas décidé comme elle l'a fait, s'il avait été justifié que la créance réclamée avait été, de la part des parties, l'objet d'une convention *d'indivision et de communauté*. C'est donc qu'elle se contente d'exiger une déclaration des parties constatant qu'elles ont convenu de poursuivre indivisément et collectivement le recouvrement de la créance. Et alors quel prix attache la Cour au principe de l'article 1220 auquel elle recourt ? Il suffirait que, dans tous les procès de cette espèce, les parties eussent la précaution de constater par un acte particulier qu'elles exercent la poursuite en commun. Et alors la valeur du litige ne résulterait plus

des termes mêmes de la demande, mais bien de l'acte qu'elles auraient passé, et les parties auraient la faculté de produire ou non cet acte, selon qu'elles auront gagné ou perdu leur procès en première instance. Il en résulterait cette conséquence incroyable que l'ordre des juridictions serait soumis au calcul intéressé des parties. C'est une iniquité à la charge du système des intérêts.

Malgré toutes ces raisons frappées au coin d'un esprit juridique sérieux et raisonnable, il semble bien que l'arrêt de 1860 ait été considéré non comme un arrêt d'espèce, mais comme une décision de principe... La preuve en est qu'une certaine doctrine s'y est ralliée sans hésitation en pensant que les règles de la procédure ne doivent pas être en opposition avec les principes fondamentaux du code civil et que, notamment, l'article 1220 du code civil rayonne sur tout le droit et s'impose, même pour la détermination du ressort. Il y a peu de temps encore la chambre civile de la Cour de cassation rééditait le principe et l'élevait au rang d'une règle intangible, en décidant, le 25 juillet 1911, que l'action en restitution d'un legs pour cause d'inexécution des conditions se divisant *de plano* entre les héritiers du testateur, si l'objet légué est divisible, le jugement rendu sur leur demande n'est pas susceptible d'appel à l'égard des héritiers dont

l'intérêt dans le procès est inférieur à 1.500 francs (1).

Tel ne semble pas toutefois avoir été le sentiment uniforme de la Cour de cassation et l'on serait en droit de se demander si, au fond des choses, cette théorie est absolue. Le doute peut, en effet, provenir de l'arrêt auquel nous avons fait allusion déjà et qui a été rendu dans une affaire Vallière des Pillières contre veuve Largeteau. Voici l'espèce :

En son nom personnel et comme tutrice de son fils mineur, une veuve assigne le débiteur en paiement de 2.378 fr. 95 centimes. Le défendeur oppose une demande reconventionnelle de 1.353 fr. 33 centimes en principal et de 174 fr. 30 centimes d'intérêts. Le tribunal ordonne la compensation.

Sur l'appel formé par la demanderesse ès-qualités, l'intimé conclut à sa non-recevabilité, la demande principale se divisant par moitié entre la veuve et son enfant mineur et abaissant le chiffre total à un taux inférieur à celui de l'appel.

Par arrêt de la Cour de Rennes du 12 novembre 1891, la Cour admet l'appel parce que la division des créances en matière de communauté n'a lieu qu'après la liquidation des droits des parties.

La Cour de cassation a été saisie d'un pourvoi intenté par le débiteur et fondé sur le moyen unique

(1) D., 1912, 1, 460.

de la violation des articles 1220, 1482 et 1487 du code civil et 1^{er} de la loi du 11 avril 1838. Il arguait que l'arrêt avait, à tort, décidé que le principe de la division des dettes de plein droit n'est pas applicable à l'héritier du mari et à la femme commune, et que, comme conséquence, il avait déclaré recevable l'appel interjeté par les demandeurs qui, dans l'instance, n'avaient cependant qu'un intérêt inférieur à 1.500 francs.

Elle a rejeté, le 18 octobre 1893 (1), le pourvoi parce que, dans l'exploit ni dans les conclusions, la femme commune n'avait indiqué sa part dans la somme de 2.378 fr. 95 centimes réclamée pour elle et son fils mineur. « Attendu. en effet, que la communauté ayant existé entre la dame Largeteau et son défunt mari n'ayant pas encore été liquidée, il était impossible, au moment où l'instance a été liée entre les parties, d'apprécier de quelle part la dame Largeteau devait être ultérieurement attributaire dans la créance de communauté qui faisait l'objet de ladite instance.

Attendu que, dans ces circonstances, les droits des intéressés étaient incertains et demeuraient indivis, et que, dès lors, en décidant que le montant de la demande ne pouvait être divisé en parts distinctes entre la dame Largeteau et son fils, et que, malgré le caractère collectif de la demande, chacune des deux

(1) S., 1894, 4, 353, avec la note de M. Tissier; D., 1894, 4, 263.

demandes, considérées isolément, était indéterminée et par suite susceptible d'appel..... Rejette ».

M. Tissier a fait la critique de l'arrêt. Elle porte sur la question de savoir si la Cour a jugé suivant le droit en décidant que le principe de la division des créances et des dettes entre héritiers (articles 873 et 1220 du code civil), qui est admise par toute la doctrine et dérive clairement de la loi, s'applique aussi en matière de communauté et si cette division s'opère de plein droit au jour de la dissolution de la communauté.

Il répudie la doctrine qui, se basant sur les articles 1474 et 1476 du code civil, prétend qu'il existe, en matière de communauté, des règles spéciales ; que le législateur n'a pas voulu (article 1476) appliquer le principe de la division des créances et des dettes et qu'il a déclaré lui-même (article 1474), que c'est seulement après les prélèvements exécutés sur la masse que le surplus se partage par moitié entre les époux et ceux qui les représentent.

L'article 1220 est un article général qui s'applique entre tous les créanciers et tous les débiteurs, quand il n'y a ni indivisibilité ni solidarité : il ne vise pas seulement les héritiers (1). Quant aux prélèvements visés par l'article 1474, ils s'opèrent eux aussi sur la masse en matière de succession (article 830), ce qui

(1) Voir discussion et références dans la note précitée, col. 2.

n'empêche pas de proclamer, à l'égard des successions, la divisibilité des dettes et des créances.

M. Tissier ajoute que le caractère général de ce principe a été souvent reconnu par la Cour de cassation, qui l'a appliqué maintes fois, au point de vue de la fixation du ressort. « Toutes les fois, écrit M. Tissier, que plusieurs demandeurs agissent en vertu d'un titre unique, que leurs créances aient été distinctes à l'origine ou qu'elles le soient devenues pour une cause légale de division, du moment qu'il n'y a entre eux ni solidarité ni indivisibilité, le jugement est en dernier ressort si la part de chacun est inférieure à 1.500 francs (1) ». C'est le résumé synthétique de toutes les décisions de la Cour de cassation, antérieures à notre arrêt du 18 octobre 1893.

Et il fait remarquer que ce principe, la Cour suprême l'a appliqué aux dettes et créances dépendant des successions, comme aux dettes et aux créances de la communauté (2). Les décisions de la Cour sont formelles : « Au décès, en cours d'instance, du demandeur en 3.000 francs, dit un arrêt du 18 juillet 1883, son prétendu droit à la somme de 3.000 francs s'est

(1) Voir discussion et références, dans la note précitée, col. 2.

(2) V. pour la division des dettes, notamment: Cass. civ., 19 mars 1890, S., 1890, 1, 477 ; pour la division des créances, un arrêt du 18 juillet 1893 rapporté en note au bas de l'arrêt précité du 18 juillet 1893, S., *ibid.*

divisé par moitié, d'après la règle posée par l'article 1220, entre sa veuve commune en biens et ses héritiers ».

Est-ce assez formel et pourrait-on douter de la doctrine de la Cour de cassation ?

A quel mobile la Cour de cassation a-t-elle obéi en 1893 pour adopter un système absolument contraire et écarter l'application de l'article 1220 au régime de la communauté entre époux, sous prétexte qu'au jour de la demande, les droits des parties dans la créance litigieuse n'étaient pas précisés, qu'on n'avait pas le droit *à priori* de fixer à la moitié de la créance la part de chacun des demandeurs et, qu'en conséquence, malgré son caractère collectif, la demande était indéterminée et susceptible du second degré de juridiction ? Pourquoi creuser un tel fossé entre la poursuite exercée collectivement par plusieurs héritiers d'un créancier et l'époux commun survivant et les héritiers du conjoint prédécédé et admettre que la règle de la division des créances et des dettes influe sur le ressort lorsqu'on est en présence d'une liquidation de succession, mais qu'en matière de communauté, elle ne reçoit pas son application ? Car, enfin, nous sommes en face d'un dilemme dont il faut admettre l'une ou l'autre des alternatives : ou la règle de l'article 1220 est une règle générale qui domine tout le droit et aucune exception ne peut y être apportée par les interprètes,

ou elle ne l'est pas et alors la loi aurait dû spécifier les cas où elle doit recevoir son application. Or, nous avons vu que la Cour de cassation lui reconnaît un caractère général. Et alors, on doit constater qu'elle s'est mise en contradiction avec elle-même.

La contradiction existe. Comment l'expliquer?

M. Tissier estime que l'arrêt envisagé est équitable et fort exact au point de vue du droit. D'après lui, la jurisprudence dont s'écarte l'arrêt de 1893 a peut-être « exagéré les effets de la division de plein droit des créances et des dettes, au point de vue de la détermination du degré de juridiction ».

Il se demande même si cette règle doit, d'une façon générale, avoir une influence quelconque sur la détermination du ressort. C'est poser la question en théorie pure, en procédure c'est se demander si la règle *una lis, una actio* doit être seule appliquée. « Est-il raisonnable d'admettre, écrit M. Tissier (1), que le même litige est susceptible ou non de deux degrés de juridiction, suivant qu'il s'engage avec le créancier ou avec les héritiers du créancier, alors que la créance est toujours la même et que l'intérêt du défendeur n'est pas modifié? Faudrait-il écarter complètement la règle? » C'est la question doctrinale à résoudre.

Si on ne consent pas à écarter, d'une façon abso-

(1) *Ibid.*, note, p. 354, col. 2.

lue, la règle de l'article 1220 du code civil, quand la question de la recevabilité de l'appel est à trancher, ne conviendrait-il pas de faire des « distinctions et d'admettre des tempéraments à l'application du principe de l'article 1220 ? » Si l'on entre dans cette voie, on peut écarter l'article 1220, dans l'hypothèse où la créance est réclamée collectivement par des copropriétaires indivis, avant la liquidation de leurs droits, et le partage de cette créance au prorata des droits de chacun des indivisaires; on doit, lorsqu'elle est supérieure à 1.500 francs, lui reconnaître un caractère indéterminé. Voici une espèce : un père meurt, laissant trois enfants. Dans sa succession, se trouve une créance de 4.500 francs. Au cours de la liquidation, ceux-ci, par un seul et même exploit, assignent le débiteur en paiement. La demande, si elle avait été intentée par le *de cujus* aurait comporté l'appel. Or, si l'on appliquait l'article 1220 du code civil, on dirait qu'intentée par les héritiers, elle doit être jugée en dernier ressort, alors qu'on ignore si, au jour de la liquidation, chacun touchera un tiers de la créance, et qu'on ne sait même pas si, en définitive, cette créance n'écherra pas entièrement à l'un seul des cohéritiers. Et voilà une créance qui passerait successivement par des alternatives de l'appel et du dernier ressort, par suite de l'application de l'article 1220 du code civil.

Cette solution, M. Tissier la trouve peu raisonnable et c'est ce qui l'amène à expliquer que si l'arrêt de 1893 contredit la jurisprudence antérieure constante de la Cour de cassation, il a, du moins, le mérite d'être raisonnable dans son résultat.

C'est vrai, mais encore faut-il reconnaître la contradiction qui ne se serait pas produite, dans la théorie contraire de l'unité, du cumul des demandes de Cujas et de Jousse, qui a été soutenue, dans les termes ci-dessus relatés, par M. Négrin.

En résumé, pour clore cette étude de la pluralité des demandes en présence d'un seul défendeur ou d'une demande unique en présence de plusieurs défendeurs, on peut dire que cette situation qui se présente très souvent dans la pratique et qui offre des variantes à l'infini (héritiers d'un créancier poursuivant le débiteur de leur auteur ; créancier poursuivant les héritiers du défendeur, femme commune en biens poursuivant, de concert avec les héritiers de son mari, un débiteur de la communauté, ou poursuivie avec eux par un créancier du mari), est aujourd'hui réglée dans le sens de la division des créances ou des dettes pour la détermination du ressort. Ce sont là, disent MM. Glasson, Colmet-Daage et Tissier, les conséquences logiques du principe que les créances et les dettes se divisent de plein droit entre les héritiers du créan-

cier ou du débiteur (1). La jurisprudence paraît bien avoir dit son dernier mot sur la question.

SECTION IX. — Pluralité de demandeurs et de défendeurs.

Faut-il diviser les demandes ?

Il resté, pour compléter cette étude assez délicate, à examiner la dernière hypothèse qui est celle où plusieurs demandeurs se trouvent en présence de plusieurs défendeurs. Nous ne nous y attarderons pas longtemps. Le terrain, il est vrai, a été passablement aplani par les explications qui précèdent, mais il est de bon aloi de résoudre une dernière complication dont la solution est facilitée par l'exposé théorique qui vient d'être mené à bonne fin. En effet, nous nous trouvons en face d'une hypothèse plus complexe, dans laquelle il faut appliquer cumulativement les principes qui viennent d'être exposés séparément sur la pluralité des demandeurs d'une part et sur la pluralité des défendeurs d'autre part.

La règle applicable est donc simple : s'il existe plusieurs demandeurs non unis par un lien de solidarité, la demande se divise entre eux et fait apparaître la quotité par laquelle chacun d'eux est intéressé dans la

(1) Glasson, *ibid.*, n° 992, p. 82. Lois du 19 avril 1901, art. 2, et du 12 juillet 1905, art. 9.

réclamation collective. D'un autre côté, du côté des défendeurs, non solidairement obligés, la dette se divise entre eux de la même manière, ce qui a pour effet de fractionner la part de créance de chacun des demandeurs en autant de portions qu'il y a de défendeurs.

Il ne faut pas confondre toutefois et voir, dans la traduction telle que nous la donnons ici, une règle absolue et indiscutable. Non, ce que nous voulons dire c'est que cette solution dans les termes où elle vient d'être énoncée est en parfaite harmonie avec la théorie de la jurisprudence actuelle, mais qu'elle ne concorde pas du tout avec celle du cumul des demandes, qui, se rattachant au taux de la demande, se prononcerait pour ou contre le dernier ressort selon que la somme réclamée serait inférieure ou supérieure à 1.500 francs de capital. Nous n'entrerons plus dans la controverse : elle est épuisée. Ce qu'il importe de mettre en lumière, c'est que la jurisprudence actuelle est fixée dans le sens de la double division des créances réclamées par les demandeurs et des dettes qui sont à la charge des défendeurs.

L'hypothèse pratique est simple à construire. Supposons un créancier d'une somme de 9.000 francs. Son débiteur et lui meurent laissant chacun trois héritiers. Chaque héritier du créancier primitif, en vertu de l'article 1220 du code civil, devient créancier des

trois héritiers du débiteur prédécédé d'une somme de 3.000 francs. De même chaque héritier du débiteur devient débiteur de 3.000 francs envers les trois héritiers du créancier. D'où il suit que chaque héritier créancier de 3.000 francs ne peut réclamer à l'un des débiteurs plus de 1.000 francs, soit 1.000 francs à chacun d'eux.

La logique du système jurisprudentiel aboutit donc au résultat singulier mais fatal quant au ressort de décliner l'appel puisque le litige total fractionné n'est, entre chacun des demandeurs et chacun des défendeurs, que de 1.000 francs. Donc, l'appel est irrecevable pour chacune des parties en cause. .

La Cour de cassation, au rapport de M. P. Pont, a fait, le 15 juin 1874, application de cette théorie, dans une espèce (consorts Habert c. Née et autres) où deux héritiers du créancier avaient assigné, en paiement d'une créance dont le montant était supérieur à l'appel, quatre héritiers du débiteur. La part contributoire de chacun de ces derniers vis-à-vis de chacun des demandeurs était réduite à 1.182 francs 39 cent. Dans l'espèce, le capital de la créance était de 9.459 fr. 16 centimes.

La Cour a dit que la circonstance par les créanciers d'avoir réuni leurs demandes, au lieu d'agir chacun par exploit séparé, ne saurait altérer le principe de la divisibilité établie par la loi et faire obstacle à la dis-

inction des droits qui en résultent (1). Le 5 janvier 1881, elle a reproduit le même considérant.

Et voilà un nouvel exemple d'une demande originellement en premier ressort, qui, par l'effet de l'article 1220 du code civil, échappe à l'appel ! Il y a peut-être là une application erronée de la maxime *una lis, una actio*, mais, malgré les protestations énergiques des partisans de la théorie de Cujas et de Jousse, la jurisprudence est trop engagée dans la nouvelle voie qu'elle s'est ouverte pour qu'il soit possible de croire qu'elle reviendra sur sa théorie, si critiquable soit-elle, aux yeux de l'école traditionnaliste.

(1) D., 1874, 1, 428.

CHAPITRE III

Evaluation du taux d'un litige ne portant pas sur une somme d'argent

SECTION I. — Etude des demandes indéterminées. Leurs caractères.

Le droit d'appel n'est pas ouvert seulement lorsqu'on se trouve en face d'une demande supérieure à 1.500 francs. L'appel a encore lieu quand la valeur de la demande est indéterminée, c'est-à-dire quand celle-ci ne contient pas une évaluation numérique du litige. Or, le défaut d'évaluation peut provenir de deux causes : la volonté des parties ou la nature du litige.

Les développements qui ont été donnés dans le chapitre précédent suffisent à prouver que le demandeur a le droit incontestable de ne pas fixer *à priori* le chiffre des dommages-intérêts auxquels il prétend droit, soit parce qu'il lui est impossible de les déterminer *à priori*, soit parce qu'il préfère s'en rapporter directement à la décision du tribunal. C'est un droit indélébile qui va de pair avec celui qui lui appartient de res-

treindre ou d'augmenter sa demande au cours de l'instance. Souvent, en pratique, suivant une formule courante, le demandeur conclut à la condamnation à des dommages-intérêts « à libeller par état », et cette formule est le type de l'indétermination de la demande. Ou bien encore, dans une obligation de faire il assigne le débiteur en exécution de l'obligation, sous peine d'une condamnation à une astreinte de tant par chaque jour de retard. Ou bien enfin, il assigne une compagnie d'assurances en remboursement du montant des dégâts occasionnés par le sinistre en prévision duquel il avait contracté une assurance. Ici, c'est la nature du litige qui rend la demande indéterminée, car son importance ne peut, le plus souvent, être fixée que par le résultat de la décision. Ce sont là des applications pratiques journalières des demandes indéterminées qui, toujours, sont sujettes à l'appel.

Quelle que soit, du reste, l'importance de la demande, fût-elle minime, le jugement est susceptible d'appel, pourvu que le caractère indéterminé se rencontre dans la demande. Ainsi l'a jugé la Cour de cassation par son arrêt du 14 janvier 1845 à propos d'un jugement qui portait condamnation à 25 francs de dommages-intérêts et à deux affiches du jugement, qu'avait réclamées le demandeur. Les juges, en effet, ne pouvaient pas déterminer eux-mêmes la valeur matérielle des deux affiches : c'est là quelque chose

d'inappréciable. La faculté d'évaluer l'objet du litige échappe aux juges ; elle n'appartient qu'aux parties.

Il nous reste à résoudre, dès maintenant, dans le domaine des demandes indéterminées, une série de questions fort intéressantes qui soulèvent néanmoins des difficultés moindres que celles qui ont été exposées et tranchées déjà.

La première dont l'examen s'impose est celle des demandes indéterminables : sa place est marquée en tête de nos explications.

En thèse générale, il existe des demandes d'une nature telle qu'il est impossible de traduire leur valeur en une somme d'argent. Les exemples pullulent de procès de ce genre qui, quoi qu'il arrive, ne sont jamais jugés qu'en premier ressort. On pourrait établir, pêle-mêle, une liste des affaires qui échappent au dernier ressort ; c'est une manière de procéder qui, outre l'inconvénient de manquer de méthode, ne présenterait aucun caractère juridique. Le mieux est d'en présenter un tableau succinct et de les rattacher : 1° à l'ordre public ; 2° à l'état, à la capacité, à la qualité des personnes, qui sont d'ordre moral ; 3° à des contestations qui, bien que concentrées dans un intérêt purement matériel, sont par nature indéterminées.

1° Les procès dans lesquels l'ordre public est intéressé, où est soulevée par exemple une question de compétence, sont toujours jugés en premier ressort.

Cela se conçoit aisément : quel que soit le taux du litige, au fond, il y a là une question qu'il est absolument impossible d'évaluer. L'appel est de droit aussi bien lorsque la partie soulève une question d'incompétence relative qu'une question d'incompétence absolue. Il en serait de même du reste de toutes autres exceptions prévues par des conclusions et qui auraient pour but et pour effet d'empêcher un tribunal de juger immédiatement l'affaire qui lui est soumise, ou de la faire juger par les juges qui composent d'ordinaire le tribunal ou la chambre du tribunal devant laquelle elle est portée. Nous faisons allusion aux exceptions de litispendance, ou de connexité, aux renvois pour cause de parenté ou d'alliance, aux récusations, etc.

2° En second lieu, avons-nous dit, ressortissent des tribunaux d'appel toutes les causes où est mis en jeu l'état ou la capacité ou la qualité d'une personne, que l'un ou l'autre soit soulevé au principal ou d'une manière incidente au cours d'un procès : questions d'état civil, de paternité, de filiation, de mariage, de divorce, de séparation de corps, de rectification des actes de l'état civil, questions de minorité, d'interdiction, d'émancipation, de capacité de la femme mariée, contestations sur la qualité de Français, sur celle de tuteur, d'héritier, de femme commune en biens, ou dotale ou séparée de biens.

3° En troisième lieu, il est des affaires qui présentent un intérêt matériel, mais qui sont par leur nature indéterminées et sujettes à l'appel : ce sont celles qui portent sur un ensemble de droits.

Dans cette catégorie, il faut ranger les demandes en partage, en reddition de comptes, en remise de titres ou de pièces ; celle qui aurait pour but d'écarter du partage un héritier ou une femme commune en biens qui aurait recélé tout ou partie des biens de la succession ou de la communauté ; celles que soulèverait la qualité d'un associé, ou encore la pétition d'hérédité, qu'elle porte sur tout ou partie ou même sur un bien dépendant de la succession ; la demande d'envoi en possession des biens d'un absent, etc.

Enfin, la nature de la demande la rend indéterminable lorsque, en matière immobilière, l'objet du litige ne peut être évalué exactement. C'est ce qui se présente pour certains droits réels litigieux, qui soulèvent bien, au fond, un intérêt pécuniaire, mais un intérêt pécuniaire qu'il est impossible de préciser dans les conclusions.

Ainsi, par exemple, comment évaluer le taux d'un droit de servitude dont l'existence est contestée ? C'est impossible ; et cette solution tient tellement à la nature de la demande que, bien avant la loi du 11 avril 1838, la Cour de cassation avait rangé ces demandes parmi

les indéterminables (1). Depuis la loi de 1838, le doute est encore moins permis puisque ce droit ne peut s'évaluer par un revenu en rentes ou à prix de bail ; il s'en suit qu'une telle demande se trouve en dehors des conditions écrites dans la loi du 11 avril 1838.

La doctrine n'a jamais été hésitante. Tous les auteurs admettent cette solution et affirment qu'il en serait ainsi même si le demandeur éprouvait le besoin d'évaluer sa demande et même de la restreindre à une somme inférieure au taux du dernier ressort (2) ou si, après avoir, au principal, conclu au rétablissement des lieux dans leur état primitif à la suite de travaux, il concluait subsidiairement à des dommages-intérêts inférieurs à 1.500 francs fondés sur le dommage causé par la suppression des travaux. Dans ce cas, en effet, le ressort se détermine en principe, non par les conclusions subsidiaires, mais par les principales, ainsi qu'il a été dit dans notre section 3 du chapitre précédent. Il n'en serait autrement que si, par des conclusions prises au cours des débats, le demandeur (la chose est légalement possible) abandonnait sa demande en dommages-intérêts inférieure au taux du dernier ressort (3).

(1) Cass., 18 brumaire an II ; 24 floréal an II ; 5 prairial an X ; 21 messidor an XIII ; 27 avril 1807.

(2) V. note Carré, t. VI, n° 360 ; Garsonnet et Cézard-Bru, t. V ; Glasson, t. II, *ibid.*

(3) Cass., 20 janvier 1869, S., 1869, I, 204 et D., 1869, I, 423.

Toutes ces affaires jouissent, quant au ressort, d'un traitement spécial et il est tellement compréhensible que la gravité des points qu'elles soulèvent les destinait à n'être pas jugées en dernier ressort, qu'il est vraiment inutile de s'attarder, en des lieux communs, à l'exposé des causes déterminantes qui ont incité le législateur à les gratifier du bénéfice du second degré de juridiction. Il n'y a là qu'une application du droit commun de l'appel. L'appel est de droit dans toutes les instances : c'est la règle ; il n'en peut être autrement pour aucune des catégories des procès qui s'engagent sur l'un des objets qui ont été passés en revue. Les raisons très graves qui ont décidé de l'imprescriptibilité des questions d'état, qui les ont fait écarter de la liste des affaires soumises au préliminaire de conciliation, parce que non susceptibles de transaction, ces mêmes raisons devaient avoir leur répercussion dans la procédure, parce que essentielles, et surtout inestimables en argent.

Toutes soulèvent, soit une question d'ordre moral et public, soit une impossibilité matérielle de fixer *a priori* une valeur quelconque à la demande. Encore une fois, il n'y a pas lieu d'insister davantage.

Mais que penser des demandes relatives aux droits d'usufruit, d'usage ou d'habitation ?

Le doute peut surgir provenant de ce fait qu'il serait osé de les déclarer indéterminables par nature : il ne

paraît pas impossible d'en fixer la valeur en une somme d'argent, notamment en ce qui concerne l'usufruit qui porte sur un immeuble loué ou aliéné à charge de rente. En fait, cependant, toutes les fois qu'un procès roule sur une question d'usufruit, le demandeur se garde bien d'en fixer la valeur et toutes ou presque toutes les instances qui ont pour objet un droit d'usufruit, d'usage ou d'habitation, sont susceptibles des deux degrés de juridiction. Certains auteurs placent même les actions relatives à ces droits parmi les demandes indéterminées et nous les suivrons dans cette voie : elles seront envisagées plus loin.

SECTION II. — Demandes mobilières et demandes immobilières indéterminées et indéterminables.

A côté des litiges indéterminables par nature il en existe d'indéterminés qui peuvent s'évaluer en argent dont le sort reste à établir. On entendra par demande indéterminée celle qui ne fixe pas l'importance du litige, à telle enseigne que la désignation de la valeur approximative de la demande soumise au juge doit être tenue pour insuffisante. Il y a là une règle absolue au regard du ressort et la jurisprudence en a admis le principe (1).

(1) V. notamment Cass., 1^{er} juin 1880, S., 1884, 1, 63.

Par conséquent, une demande de ce genre ne peut être jugée qu'en dernier ressort, parce que les parties ne lui ont pas donné l'évaluation précise qu'elle comporte. Ajoutons de suite, qu'il en est de même de toutes les autres demandes dont la loi du 11 avril 1838 n'a pas fourni les moyens d'en déterminer la valeur. Il y a là une règle générale.

Nous avons vu que le législateur de 1838 ne s'est occupé que des actions personnelles pour déterminer le taux du ressort à 1.500 francs ; nous allons voir, dans quelques instants, qu'il a pris soin également de déterminer le taux du dernier ressort en matière immobilière. Mais, il n'a songé ni aux actions réelles mobilières, ni aux actions mixtes mobilières ou immobilières, ni aux actions personnelles mixtes immobilières. Il n'a pas envisagé davantage les actions d'une valeur indéterminée. Celles-ci ont été étudiées, soit qu'elles soient indéterminées par nature, soit qu'elles portent sur un taux volontairement non déterminé (dommages-intérêts à libeller par état, par exemple).

Il reste à examiner les autres demandes dont M. Glasson, après avoir fait ressortir l'idée que le législateur n'a voulu s'attacher au revenu de l'immeuble qu'en cas de droit réel immobilier, professe que, dans toutes les autres circonstances (actions réelles ou mixtes mobilières ou droits personnels immobiliers), on doit se déterminer par les conclusions du demandeur.

M. Glasson fait cependant une restriction en ce qui a trait aux actions mixtes immobilières, où il estime qu'il vaut mieux donner la préférence à l'élément réel et se déterminer par conséquent comme si l'action était réelle immobilière (1).

Est-ce la doctrine vraie ? Nous allons l'examiner dans un premier paragraphe en étudiant successivement les demandes ayant pour objet des meubles individuellement désignés dont on ne peut constater la valeur pécuniaire, puis dans un second paragraphe nous nous occuperons des immeubles dont le revenu n'est pas fixé dans les termes de l'article 1^{er} de la loi du 11 avril 1838 et de quelques actions portant sur des droits réels immobiliers.

Nous aurons, au sujet de chacune de ces demandes indéterminées, à nous poser certaines questions communes aux actions mobilières et aux actions immobilières. Les plus saillantes, les plus importantes en droit, sont les suivantes :

1° Peut-on se livrer à une expertise en vue de déterminer la valeur de l'objet litigieux ?

2° L'existence d'un titre sur lequel s'appuie la demande est-elle suffisante pour en fixer la valeur ?

3° Peut-on évaluer une demande mobilière au moyen d'une clause pénale ?

(1) V. l'exposé du principe dans Glasson, *op. cit.*, n° 995, p. 86.

4° Quelle règle faut-il appliquer lorsqu'une demande mobilière porte sur plusieurs chefs dont l'un seulement est indéterminé ?

A) *Meubles*. — Tout d'abord, occupons-nous des meubles et prenons le cas le plus simple, où l'objet litigieux est unique : il s'agira, par exemple, d'un tableau, d'une statue, d'un cheval ou d'un meuble meublant quelconque.

Nous supposons qu'une demande de cette nature n'a pas été évaluée par le demandeur, qui est toujours libre de lui donner l'estimation qui lui convient et dont l'appréciation, fût-elle erronée ou volontairement exagérée, détermine le ressort, sans remède pour le juge qui ne peut corriger cette exagération que par une condamnation limitée au chiffre qui lui paraît justifié et le plus proche possible de la réalité.

Le demandeur ne formule aucune évaluation. Il est bien évident que la demande offre alors le caractère d'indétermination qui la rend susceptible des deux degrés de juridiction.

La doctrine est fermement établie dans ce sens et la jurisprudence ne s'est pas écartée de cette règle. Que l'on se dispute la possession d'un objet d'art plus ou moins précieux, une raison sociale, l'enseignement d'une maison, un nom artistique, un nom d'auteur, on se trouve toujours face à face avec un objet indéterminé sur lequel les magistrats n'ont pas de

prise pour déclarer qu'ils jugent en dernier ressort, réduits qu'ils sont à condamner à la somme qu'ils estiment convenable, sous le contrôle des juges supérieurs. « Si, dit très justement M. Négrin, ce recours n'avait pas été permis, la photographie française n'aurait pas eu son Nadar » (1).

Cependant, il ne faudrait pas affirmer que la règle est aussi absolue qu'elle apparaît dans les termes où elle vient d'être traduite. Si tout le monde s'accorde à admettre que la difficulté disparaît si les parties ont fait procéder ensemble à l'estimation de l'objet du litige, ou si, en l'absence d'une expertise, elles lui ont

(1) Négrin, *ibid.*, p. 225, n° 189. Voir les arrêts auxquels l'auteur fait allusion : Paris, 12 décembre 1857 et Cass. civ., 6 juin 1859, D., 1859, 1, 248. L'auteur fait allusion à un procès de famille, engagé entre deux frères qui étaient associés pour l'exploitation d'une industrie à Paris. L'un d'eux avait découvert un procédé de photographie et pris un brevet dans les termes de la loi du 5 juillet 1844. La question s'était posée de savoir, à la dissolution de la société, si la propriété du procédé devait être réservée à l'inventeur ou licitée. Les premiers juges avaient opiné dans le sens de la licitation. La Cour de Paris, saisie de la question de l'irrecevabilité de l'appel, par le frère de l'inventeur qui avait gagné son procès en première instance, a déclaré qu'au contraire, la demande était indéterminée et par suite sujette à appel, et réformant, a attribué à Nadar le bénéfice exclusif de l'exploitation de son brevet. Si l'appel n'avait pas été admis, il est bien certain que l'artiste n'aurait pas pu faire réaliser à la photographie les progrès dont elle lui est redevable. Voilà ce à quoi fait allusion M. Négrin.

reconnu une valeur conventionnelle, il n'en va pas de même si la réclamation ne comporte aucune évaluation de la demande. La controverse s'est donné libre cours et deux opinions en sont nées, dont l'une admet que les tribunaux, sans recourir à une expertise, peuvent fixer le quantum du litige d'après leur appréciation personnelle. D'autres auteurs, dont M. Glasson (1), pensent qu'il rentre dans les attributions d'un tribunal d'ordonner toujours une expertise : il faudrait pour leur refuser ce droit un texte de loi prohibitif. Or, ce droit constitue un attribut du pouvoir de juridiction ; en fait cependant, M. Glasson concède que tous les tribunaux, sans ordonner d'expertise, considèrent la valeur comme indéterminée toutes les fois qu'il s'agit d'objets individuellement déterminés et non estimés par les parties.

Ceci nous amène à examiner notre première question. 1° *Le juge peut-il ordonner une expertise pour déterminer si la valeur de l'objet mobilier litigieux est inférieur ou non à 1.500 francs ?* Il y a là un point délicat à résoudre, car aucun texte ne prohibe l'expertise et nous verrons qu'en matière immobilière le législateur prohibe ce procédé de fixation. Est-ce une raison suffisante pour attribuer ce droit aux tribunaux en matière mobilière ?

(1) Glasson, *ibid.*, p. 80, n° 991.

La jurisprudence exclut ce mode d'instruction sous prétexte des frais qu'il entraîne. Elle a décidé d'une façon absolue qu'en principe, le juge ne peut pas ordonner une expertise à l'effet de déterminer si la valeur de l'objet litigieux est supérieure ou inférieure à 1.500 francs (1).

Faut-il conclure que l'appel peut toujours être employé lorsque le demandeur exagère sa prétention ou se dispense de la fixer en argent dans le but de se réserver la faculté d'appel ? La jurisprudence est partagée. En général, elle opine pour l'appel.

Cependant, un arrêt de la Cour d'appel de Rennes, du 10 février 1894 (2) a admis cette possibilité dans un cas spécial où le demandeur ne fixe pas le taux de sa demande, où elle était indéterminée quant à l'un de ses chefs qui était l'insertion dans deux journaux du jugement à intervenir (Aff. Compagnie du chemin de fer d'Orléans contre Peyron).

La compagnie réclamait à Peyron une somme de 505 fr. 70 centimes et une insertion dans deux journaux de Vannes. La différence entre le montant de cette somme et le chiffre d'appel, 1.500 francs, étant de

(1) Rennes, 19 février 1894, D., 1895, 2, 30 ; — Sic, Garsonnet, *ibid.*, n° 2028 ; Glasson, *ibid.*, n° 991, p. 80. V. aussi Cass. civ., 7 janvier 1902, S., 1904, 1, 84.

(2) D., 1894, 2, 30. — *Contra*, Cass., 14 janvier 1845, S., 1845, 1, 79.

994 fr. 30, la Cour, en fait, a apprécié qu'il était évident, qu'il ne pouvait être contesté et discuté que deux insertions d'un jugement commercial dans les journaux de Vannes puissent jamais atteindre 994 francs 30 centimes.

En droit, elle a conclu à l'irrecevabilité de l'appel sur les attendus suivants : « Attendu qu'on ne saurait aller jusqu'à dire que, si la valeur de la demande personnelle et mobilière est réellement incertaine et discutable, les tribunaux aient la faculté pour la déterminer, soit d'ordonner une expertise, soit de se livrer à des appréciations hasardées et d'adjoindre ainsi à la cause principale litigieuse un autre litige et un nouvel objet de discussion.

« Mais, attendu que s'il est établi d'une façon absolue, sans discussion possible, sans doute aucun, que l'objet de la demande mobilière est inférieur au taux du dernier ressort, ou qu'il est impossible qu'il le dépasse, l'appel doit être proclamé irrecevable ».

Notons que la Cour a déclaré qu'elle avait le droit de prononcer d'office l'appel irrecevable, parce que la fin de non-recevoir, tirée de l'exception du dernier ressort, est d'ordre public.

La solution de notre question se résout, suivant nous, dans la proposition suivante : « Le juge ne saurait être autorisé à se substituer au plaideur, en

évaluant, soit par expertise, soit d'après son appréciation personnelle, le taux d'un litige mobilier ».

Aux parties seules appartient le droit d'évaluer, si elles le jugent utile, pour éviter l'appel, la valeur de l'objet réclamé. C'est un principe dont il ne faut pas se départir et qui n'est que le corollaire de cette règle, que l'appel est de droit commun et qu'il n'appartient pas aux juges d'en disposer. Aussi, tout en reconnaissant la portée pratique de l'arrêt de la Cour de Rennes, dont la Cour de cassation n'a pas réprouvé la doctrine, nous ne pouvons nous empêcher de le considérer comme une dérogation, utile sans doute, mais juridiquement indéfendable, aux principes qui dominant notre matière.

2° Cela dit, envisageons la seconde situation possible et demandons-nous si l'existence d'un titre sur lequel s'appuie la demande, est suffisante pour suppléer au défaut d'évaluation et donner un chiffre certain à la demande qui en est dépourvue. Le cas n'est pas aussi rare que l'on s'imagine et il serait facile de construire des espèces multiples rentrant dans ce cadre nouveau. Citons, sans chercher plus loin, tous les procès en délivrance d'objets mobiliers qui ont été compris dans un inventaire avec état estimatif. Tel serait le cas, notamment, d'une donation de meubles, qui, aux termes de l'article 948 du code civil, pour être valable, doit être accompagnée d'un

état estimatif des effets donnés. Supposons que la valeur soit estimée à moins de 1.500 francs et qu'un procès survienne, à l'occasion de la donation, relativement aux meubles. Faudra-t-il tenir compte de l'état estimatif, alors que la demande envisage les objets mobiliers donnés, sans préciser le chiffre de leur valeur ?

La question paraît délicate à résoudre. Il échet, en effet, de relever que la valeur estimative d'objets mobiliers dans un acte de donation ne correspond pas toujours à leur valeur réelle et qu'elle peut être volontairement diminuée, en vue des règlements des droits d'enregistrement. De plus, il arrive souvent que leur valeur réelle, au jour du procès, n'est pas concordante avec celle qu'elle avait au jour du contrat : les meubles, suivant leur nature, ont pu subir une dépréciation notable ou bénéficier d'une hausse considérable. C'est ainsi que des meubles meublants auront une valeur moindre, tandis que des objets d'art : meubles anciens, tapisseries, tableaux, etc., acquerront une plus-value considérable.

La question qui se soulève pour la donation n'est, du reste, pas spéciale à ce cas : on la retrouve dans tous les contrats dont l'objet est mobilier : vente, louage, prêts à usage et autres (1).

(1) V. Metz, 17 mars 1858 (Poinsignon c. Lévy) en matière de

Les conditions de fait qui ont été mises en avant sont déterminantes : il est inadmissible que l'on se réfère à un acte antérieur pour déterminer la valeur des meubles litigieux. Elles ne sont pas les seules, car au-dessus d'elles plane toujours l'inéluctable principe auquel nous ne dérogeons pas, à savoir que, dans le silence du demandeur, ou à défaut de l'accord des parties sur la valeur des objets litigieux, il ne saurait appartenir à un tribunal de fixer, de lui-même, le taux du litige, en se basant sur des actes qui étaient peut-être véridiques, quant à la déclaration de valeur des objets mobiliers au jour de leur passation, mais qui peuvent n'avoir plus la même qualité au jour de l'engagement de l'instance. Voilà ce qu'il était important de dire et voilà aussi la seule solution juridique à donner et à suivre dans la pratique.

3° Que décider — c'est notre troisième question — lorsque l'obligation est assortie d'une clause pénale ? En ce cas, la demande mobilière peut-elle être évaluée au moyen d'une clause pénale stipulée pour l'inexécution de l'obligation principale ?

La Cour de cassation a répondu : non, le 11 janvier 1881, et rejeté un pourvoi intenté par une veuve Lazouet contre un sieur Lazouet. Dans l'espèce, la

donation de meubles ; *Bourges*, 14 mars 1853, *S.*, 1853, 2, 513, en matière de revendication de meubles compris dans une saisie.

demanderesse avait réclamé, par assignation du 24 décembre 1879 et par conclusions devant le tribunal, divers objets mobiliers, notamment un établi, deux bois de lit, un banc, une bêche, et quatorze madriers, sous une contrainte de 1.000 francs, qui lui seraient acquis faute, par Lazouet, d'effectuer cette remise dans les vingt-quatre heures du jugement à intervenir. Elle réclamait, en outre, 500 francs de dommages-intérêts.

On voit que le chiffre total des chefs de demandes réunis excédait 1.500 francs, et qu'au surplus, la valeur des objets mobiliers réclamés n'était pas déterminée. Il n'y a donc pas à louvoyer : l'appel était recevable. Néanmoins, la veuve Lazouet se pourvut directement devant la Cour de cassation, en brûlant le second degré de juridiction. La Cour de cassation l'a sagement renvoyée devant la Cour d'appel, motif pris de l'indétermination de la valeur des meubles ou objets mobiliers réclamés et du taux supérieur au dernier ressort résultant de la réunion des chefs de demandes.

La doctrine a adopté, depuis longtemps, cette solution (1), mais non avec l'extension et le caractère général qui lui donnent Merlin et Carré (2). La simple

(1) Crépon, t. I, n^{os} 260 et suiv.; Bioche, *ibid*, n^o 209, etc.

(2) Carré, *ibid.*, n^o 287, p. 251.

lecture de l'arrêt, conçu en termes sommaires, ne peut servir de point de départ à une théorie générale de droit : il est aussi facile de l'interpréter dans le sens opposé que lui donnent ces deux auteurs. La vérité, suivant nous, est ailleurs : lorsque, dans ses conclusions dernières, le demandeur réclame l'exécution d'une obligation à objet mobilier, avec une clause pénale, il est nécessaire, au point de vue de la détermination du ressort, de distinguer la clause pénale, qui a pour objet l'inexécution de la convention, de celle qui est stipulée pour le retard dans l'exécution.

A-t-elle pour objet l'inexécution de l'obligation principale, la clause pénale, dit l'article 1229 du code civil, représente alors la compensation du dommage que le créancier subit, faute d'exécution par le débiteur. Or, le créancier ne pouvant demander tout à la fois le principal et la peine, il en résulte que le ressort doit être déterminé par celle des deux obligations qui fait l'objet de la demande. M. Crépon dit très justement que le ressort sera déterminé « par l'obligation principale, si le créancier, délaissant la clause pénale, poursuit l'exécution de l'obligation, par le chiffre de la clause pénale, s'il se borne à demander le paiement de la somme destinée à l'indemniser du préjudice que lui cause l'inexécution de l'engagement

pris vis-à-vis du lui » (1). La solution est des plus juridiques.

Mais, d'autre part, si la clause pénale a été stipulée pour le simple retard, le créancier peut légalement réclamer le principal et la peine (article 1229), et, dès lors, le cumul des deux demandes s'impose pour la fixation du litige et la détermination de l'appel.

La solution à laquelle nous nous arrêtons dans les trois hypothèses sus-visées, s'applique aux demandes simples, n'ayant qu'un objet unique, ou à une demande qui contient plusieurs chefs, dont aucun n'est déterminé.

4° Il se produit parfois, c'est la dernière question à résoudre, que la demande contienne un ou plusieurs chefs déterminés et un ou plusieurs indéterminés. Que faut-il décider? De toute évidence, la règle générale reprendra toute sa vigueur : peu importe le caractère de l'indétermination, qu'elle soit totale ou partielle, il faut proclamer que l'appel est recevable. Nous approuvons donc, sans réserve, un arrêt assez ancien de la Cour d'appel de Lyon (2), qui, dans un litige de minime importance, a dégagé avec beaucoup de netteté le principe. Il s'agissait d'une demande intentée par une veuve (Mabillon contre Mabillon), con-

(1) V. Crépon, *ibid.*, n° 416.

(2) Lyon, 24 août 1854, S., 1855, 2, 32.

tre la succession de son mari, demande comprenant deux chefs : 1° la restitution d'une somme de 600 francs, montant de son trousseau et de ses habits de deuil et habitation; 2° une somme à arbitrer pour ses habits de deuil et habitation. Le tribunal civil de Lyon, le 23 décembre 1853, l'avait déboutée de sa demande, parce que les héritiers du mari ayant renoncé à la succession, celle-ci ne comportait que quelques objets sans valeur, ce qui rendait impossible l'allocation à la demanderesse de la moindre somme pour l'année de viduité.

Sur appel, l'intimé avait opposé une fin de non-recevoir : La plus forte somme, disait-il, qu'on aurait pu allouer à la veuve pour ses habits de deuil, jointe aux 600 francs, n'aurait jamais pu atteindre une somme supérieure à 1.500 francs; partant, l'appel n'était pas admissible.

La Cour de Lyon a redressé cette erreur de droit et décidé qu'il y avait indétermination de la demande quant à l'un des chefs : « Qu'il ne peut être permis de substituer une quotité précise à celle qui n'a pas été fixée par le demandeur, afin de régler le taux au premier ou du dernier ressort ».

Il y aurait là, à coup sûr, un arbitraire inacceptable et nous estimons que les motifs de l'arrêt de Lyon sont une règle absolue lorsque le demandeur omet de fixer un chiffre à sa demande.

Les parties seules ont le pouvoir de donner une évaluation aux objets du litige et ce pouvoir échappe aux juges. Aussi, la Cour de cassation a-t-elle jugé avec raison, le 22 juillet 1839, que le défaut d'évaluation de meubles par les parties rend l'appel recevable, la valeur de ces meubles fût-elle inférieure au taux de l'appel. Le litige portait sur la revendication d'objets saisis, exécutés, au nombre desquels se trouvaient quelques bestiaux et dont la valeur n'avait été fixée par les parties, ni dans leurs demandes, ni au cours du procès. La Cour d'appel de Poitiers, par arrêt du 14 juillet 1835, avait estimé qu'il n'y avait pas matière à appel, sous prétexte que la saisie-exécution n'ayant été pratiquée que pour la somme de 209 francs, la valeur du litige n'atteignait pas la valeur de 1.000 francs prévue par l'article 5 du titre 4 de la loi du 24 août 1790, alors en vigueur, et que le jugement rendu par le tribunal de Niort, du 12 mars 1835, était en dernier ressort.

On remarque, de suite, l'erreur commise par la Cour d'appel de Poitiers, car le litige portait non sur les causes de la saisie, mais sur la revendication des bestiaux saisis, dont la valeur n'avait été fixée par aucun document du procès. Aussi, la Cour de cassation a-t-elle jugé que l'objet en cause était, en réalité, la revendication d'objets dont, en première instance, *les parties n'ont ni déterminé, ni reconnu le prix et*

que, dès lors, l'évaluation n'ayant pu en être faite à l'aide de moyens légaux, telles les mercuriales, le prix était incertain et ne pouvait être régulièrement réduit au taux du dernier ressort par les juges saisis de l'affaire (1).

B) *Demandes immobilières indéterminées.* — Toutes les fois qu'une demande porte sur un immeuble dont la valeur n'est pas déterminée suivant l'un des moyens légaux qui seront étudiés dans le paragraphe qui suit, elle doit être jugée en premier ressort. En 1551, l'édit permettait aux juges d'estimer la valeur de l'objet immobilier, en prenant en considération le capital ou le revenu, mais depuis 1790, on n'a admis comme base d'évaluation que le revenu seul.

Un auteur, M. Carré (2), a cependant écrit que « lorsqu'il n'y avait pas de baux, l'estimation en rentes, c'est-à-dire l'estimation des fruits que le fonds était susceptible de produire, pouvait avoir lieu par une expertise et que le défendeur, si la partie adverse n'a déterminé en aucune manière la valeur du litige, peut, afin de régler la compétence, faire lui-même cette évaluation pour que le jugement soit rendu en

(1) S., 1839, 1, 563.

(2) Carré, *Lois de compétence*, t. II, note II, p. 12 et 449.

dernier ressort, mais il ne pourrait le faire qu'en rente ou par prix de bail.

Il y a là évidemment une erreur et, de même qu'en 1790, on n'admettait pas le demandeur à estimer l'objet immobilier par la valeur portée au contrat de vente, ou à évaluer son action par des dommages-intérêts pour faire descendre le litige à 1.000 francs, de même, en 1838 et depuis, on reconnaît généralement en doctrine qu'aucune estimation ne peut suppléer à la détermination, en rente ou par prix du bail, de la demande immobilière.

Le demandeur ne pourrait pas, par exemple, en concluant à la restitution d'un immeuble ou au paiement d'une somme de 1.500 francs, donner à sa demande une valeur déterminée, qui la rendrait susceptible du premier ressort (1). Il ne le pourrait pas, car le défendeur peut se refuser à donner 1.500 francs qu'il n'est pas, en droit, tenu de donner, auxquels il ne s'est pas obligé, et qu'il peut résister au rejet des conclusions du demandeur. On reste toujours en présence de l'objet principal, l'immeuble, dont la valeur, pour le taux du ressort, n'est pas déterminée : la demande est donc susceptible d'appel.

La jurisprudence, d'une façon constante, admet qu'une demande immobilière doit être tenue pour

(1) En ce sens, Garsonnet et Cézard-Bru, *ibid.*, n° 2029, p. 746.

indéterminée et partant susceptible d'appel, dès que l'évaluation du revenu de l'immeuble n'a pas été opérée par les moyens limitativement énoncés par l'article 1^{er} de la loi du 11 avril 1838 (1).

Quelques Cours d'appel, clairsemées, du reste, ont osé étendre, au delà des termes de la loi, la faculté d'évaluation d'un litige immobilier (2). C'est ainsi qu'à une époque plus rapprochée, le 16 novembre 1888, la Cour d'appel de Nancy confirmait un jugement du tribunal civil de Réthel (Lebrun-Pothier contre époux Flécheux), dans un procès où le demandeur réclamait la restitution d'une bande de terrain de 1 are 1 centiare, dont il prétendait avoir été dépouillé et qui dépendait d'une pièce d'une contenance totale de 39 ares 80 centiares, achetée 951 fr. 25. Il avait, au procès, fait usage de la matrice cadastrale qui, lors des opérations faites en suite de la loi du 9 août 1879, ne donnait à la propriété des 39 ares 80 centiares qu'un revenu de 10 fr. 82 centimes. Les adversaires y avaient vu une évaluation exacte et conclurent au débouté. Le tribunal de Rethel repoussa la demande et pour qualifier son jugement au point de vue du

(1) Voir la jurisprudence antérieure à la loi de 1838 : D., *J. G.*, v° *Degrés de juridiction*, nos 440 et suiv. et *Supplém.*, eod. v°, nos 164 et 165.

(2) V. Paris, 26 avril 1851, D., 1852, 2, 158 et 24 juin 1852, D., 1852, 5, 191.

degré de juridiction, statua en ces termes : « Attendu que la valeur de l'objet litigieux est d'environ 12 francs; que le revenu est donc insignifiant, et inférieur à 60 francs ».

La Cour de Nancy a opiné dans le même sens, en décidant, par surcroît, qu'il est incontestable que, même en l'absence de toute fixation en rentes ou par prix du bail des revenus d'un immeuble, « l'évaluation faite d'un commun accord par les parties de l'objet immobilier du litige doit servir à déterminer le taux de la juridiction compétente ». Elle s'est appuyée sur la valeur maxima du terrain revendiqué (environ 20 francs) contre l'évaluation de laquelle les parties n'avaient pas protesté (1).

Cette solution est plus que contestable et va à l'encontre des termes exprès et formels de l'article 1^{er} de la loi du 11 avril 1838. En effet, on ne soutient plus que les modes d'évaluation prévus par le texte sont énumérés à titre d'exemple.

La solution de l'arrêt de Nancy serait peut-être à consacrer en législation. Elle éviterait, à l'avenir, l'appel, en matière immobilière, toutes les fois qu'il s'agit de biens de valeur insignifiante. Toutefois, il faut bien reconnaître qu'en 1838, le législateur n'a pas eu l'in-

(1) Nancy, 16 novembre 1888, D., 1889, 2, 289 et note de M. Glasson.

tention d'étendre au-delà de ses termes le texte qu'il a rédigé, et même, comme le dit M. Glasson, la disposition de l'article 1^{er} consacre une exception au droit commun. La règle générale, en effet, c'est l'appel : « il n'est permis, écrit l'auteur de la note, de s'écarter de cette règle qu'en vertu d'un texte, et ce texte, comme tous ceux qui consacrent des exceptions, doit être interprété d'une façon restrictive ».

Par conséquent, tous autres moyens d'évaluation doivent être écartés : nous y ferons allusion bientôt, à propos des demandes déterminées. En attendant, il faut tenir pour acquis le caractère restrictif des termes de la loi de 1838, et il faut même aller plus loin et dire que l'appel est possible toutes les fois que l'immeuble ne produit aucun revenu.

Il suffit, pour se convaincre que telle est bien l'interprétation à donner à notre texte, de lire les travaux préparatoires de 1838 : le législateur était encore à cette époque imbu de la vieille idée que les affaires immobilières ont une importance particulière et il a admis l'appel dans tous les autres cas qu'il a prévus, sans se laisser toucher par cette considération que le procès pourrait entraîner à des frais hors de proportion avec la valeur du litige.

En tous cas, interpréter la loi de 1838 comme l'a fait la Cour le Nancy, et l'étendre hors des cas qu'elle

a prévus, c'est faire œuvre prétorienne et empiéter sur le pouvoir législatif.

Il faut, du reste, se rendre à l'évidence, et notre arrêt, s'il est équitable, bien qu'anti-juridique, détone dans le concert de la jurisprudence. La même année, le 28 mars 1889 (1), la chambre des requêtes de la Cour de cassation (affaire Lelièvre contre Louvancourt et époux Jomier), avait déclaré que le dernier ressort ne pouvait résulter du fait que le demandeur, pour le cas où sa demande en revendication ne serait pas accueillie, avait conclu à ce que ses vendeurs, appelés en garantie, fussent condamnés, pour éviction et dommages-intérêts, à lui payer une somme de 300 francs seulement. « Il ne *saurait dépendre*, dit-elle, *d'une des parties en cause, en évaluant arbitrairement l'immeuble objet de la contestation, de régler à son gré, le premier ou le dernier ressort* ». Et comme le revenu du terrain revendiqué n'avait pu être déterminé, ni en rente, ni par bail, le jugement ne pouvait avoir été rendu qu'en premier ressort.

Cette jurisprudence a été condamnée derechef par arrêt de cassation, du 20 novembre 1900 (2), dans une espèce où l'intérêt était minime : il s'agissait d'une lisière de bois d'une valeur de 20 francs environ. Les

(1) D., 1889, 4, 213.

(2) Cass., 20 novembre 1900, D., 1901, 4, 541.

parties n'avaient pas déterminé sa valeur par bail ou contrat de rente et n'avaient pas débattu cette valeur. La Cour de cassation a admis l'appel pour les mêmes motifs que ceux indiqués déjà et qu'il est superflu de reproduire ici.

C) *Droits d'usufruit, d'usage et d'habitation.* — Le moment est venu de préciser le caractère des demandes qui ont pour objet une contestation quelconque sur les droits d'usufruit, d'usage et d'habitation. On a vu qu'elles ne sont pas indéterminables et on a dit qu'elles sont admises aux deux degrés de juridiction. Il n'y a pas de doute sur ce point, et cependant, on a osé soutenir qu'une demande de ce genre, portant sur un droit d'usufruit, est légalement déterminable et que le juge, s'inspirant de l'article 14 de la loi du 22 février an VII sur l'enregistrement, est à même d'y trouver la base légale nécessaire pour en fixer la valeur. Or, l'article 14 dispose que « l'usufruit transmis à titre gratuit s'évalue à la moitié de la valeur entière de l'objet ». Et, tablant sur la loi de l'an VII, un arrêt de la Cour de Grenoble, du 28 novembre 1853 (1), qui s'est autorisé de la jurisprudence antérieure, déclare que l'article 14 peut et doit servir de base légale à la détermination de la demande.

Il y a là, de la part de la Cour de Grenoble, une

(1) D., 1853, 2, 174.

interprétation absolument erronée. Le texte dont elle s'inspire a un caractère tout à fait spécial. Il fait partie d'une loi de finances et s'applique à la constitution d'un usufruit à titre gratuit. On comprend que les exigences de recouvrement des droits d'enregistrement aient fait adopter par le législateur une évaluation discrétionnaire qui ne peut jamais constituer qu'une moyenne. Mais ce qui serait incompréhensible et fantaisiste, ce serait la velléité de transporter cette base dans le domaine de la procédure, en l'érigeant en règle générale, capable d'exercer une influence sur le ressort. Cette solution est inadmissible, par la raison que l'usufruit a plus ou moins de valeur, suivant qu'il est exercé par une personne plus ou moins avancée en âge. Il serait donc dangereux d'admettre un système qui assimilerait et confondrait les deux situations, parce qu'il peut aboutir à la suppression du recours qui est le droit commun. Quant à la jurisprudence invoquée par l'arrêt, elle n'a jamais, avant 1853, donné à la loi de frimaire an VII la portée que lui donne l'arrêt du 28 novembre, et, depuis, jusqu'à nos jours, elle a adopté un système tout à fait contraire. Bien mieux, trois mois auparavant, la première chambre de la Cour de Grenoble (1) (affaire Trinché contre créanciers Dussert), avait, en faisant une application

(1) D. 1853, 2, 173.

plus juste des principes, décidé que, lorsqu'une demande a pour objet tout à la fois la pleine propriété d'une somme inférieure à 1.500 francs, faisant partie d'une somme plus forte, et une quotité de l'usufruit de cette dernière somme, non évaluée avant le jugement, l'estimation de cette quotité d'usufruit ne peut être effectuée en appel pour fixer le taux du ressort et qu'en conséquence, la demande doit être considérée comme portant sur une valeur indéterminée et dès lors susceptible des deux degrés de juridiction.

On voit donc que la jurisprudence invoquée par la première chambre de la Cour de Grenoble était loin d'être concordante avec la doctrine qu'elle adoptait puisque, dans son sein même, il était admis que l'usufruit non évalué avant le jugement rend la demande indéterminée. Il y a là une erreur qui, heureusement, n'a pas eu son écho dans la jurisprudence postérieure.

Tenons donc pour acquis qu'en principe la loi du 11 avril 1838 a laissé dans l'indétermination les demandes qui ont pour objet l'usufruit, l'usage et l'habitation d'un immeuble dont un bail ou une aliénation ne fixe pas le revenu en argent.

SECTION III. — Demandes déterminées par la loi.

Nous abordons les demandes déterminées par la loi. Or, dans la catégorie des litiges qui ne portent pas sur une somme d'argent, l'examen doit se porter en première ligne sur les demandes immobilières.

1° *Concepts juridiques d'estimation des demandes immobilières.* — En cette matière, on peut, législativement, concevoir plusieurs procédés d'estimation en argent de l'intérêt du procès.

a) La première qui vient à l'esprit est l'évaluation à dire d'expert ou résultant de l'aveu des parties, expertise ou aveu qui ramène la demande à une somme permettant au juge de statuer en premier ressort. Ce procédé est-il opérant ?

Une distinction s'impose : ou l'expertise réclamée par les deux parties et l'aveu passé par l'une d'elles de la valeur de l'immeuble n'ont pas été contredits par l'autre, et, par des conclusions, le demandeur a précisé que la valeur de l'immeuble, indéterminée dans l'exploit d'ajournement, est par lui fixée à une somme équivalant au prix résultant de l'expertise ou de l'aveu : ou, au contraire, l'une des parties a prétendu que l'immeuble expertisé ne l'a pas été à sa valeur ou que la valeur avouée n'est pas exacte.

Dans le premier cas, la volonté des parties, peut-on

dire, a donné une détermination à l'immeuble litigieux par des moyens légaux auxquels elle s'est ralliée. Dans le second cas, la demande reste toujours indéterminée.

Ainsi énoncée et défendue, cette règle paraît admissible, mais faut-il aller plus loin et dire que le tribunal peut ordonner une expertise ?

Des auteurs autorisés, Merlin et Carré (1), ont défendu cette doctrine en s'appuyant sur un arrêt du 18 germinal an XIII (2), qui avait posé en règle que s'il n'y a ni bail ni rente fixée, il est indispensable de déterminer le taux du revenu par une évaluation, et que, dans l'espèce, on ne peut pas savoir si l'objet litigieux, sur demande au pétitoire, se trouve dans le taux de la loi, puisqu'il n'en a été fait aucune évaluation pour déterminer le compétence du tribunal. Donc, a-t-on conclu, l'arrêt du 18 germinal an XIII renferme implicitement pour les parties le droit d'évaluer elles-mêmes la valeur de l'immeuble litigieux.

Présentée dans ces termes, cette thèse est trop absolue. Le demandeur est toujours maître de son procès; il peut l'évaluer. Mais, faut-il aller jusqu'à dire que le défendeur a le droit, sauf la contestation du demandeur, d'évaluer l'action et que le tribunal saisi

(1) Merlin, *Répert.*, v^o *Dernier ressort*, § 1, n^o 6 et Carré, *De la compétence*, art. 281, n^o 287.

(2) D., *Répert.*, v^o *Degrés de juridiction*, n^o 223, note 4.

a nécessairement le droit d'ordonner toutes les voies d'instruction nécessaires pour parvenir à statuer sur cette contestation, avec une entière connaissance de cause? Le soutenir serait aller trop loin.

b) Le second procédé d'estimation d'une demande immobilière pourrait être la cote de l'impôt foncier (1). Il faut rappeler que le cadastre n'est qu'un moyen inventé par le législateur pour faire connaître l'étendue, la configuration, le genre de produit et le revenu de chaque parcelle de propriété. Le législateur l'a créé dans un but fiscal et il n'a jamais eu l'intention d'en faire un répertoire contenant la valeur réelle des propriétés immobilières; cette pensée n'a jamais germé dans son cerveau, et il semble difficile d'admettre, en droit français, la solution contraire d'un arrêt de la Cour de cassation de Belgique (2), qui spécifie que si le revenu d'un immeuble (75 francs en Belgique) (3), n'est pas déterminé en rente ou par prix du bail, « il doit l'être par la matrice du rôle de la contribution foncière, lorsque le revenu s'y trouve spécialement déclaré ».

Cela ne veut pas dire que le procédé d'estimation d'une demande immobilière, d'après la cote de l'impôt foncier, est absolument condamnable. Non! Le législa-

(1) Bioche, nos 226 et suiv.

(2) Cass. Belgique, 15 juillet 1842, D., *Rép.*, *ibid.*, no 450 *in fine*.

(3) V. loi belge du 25 mars 1841, art. 14.

teur belge l'a fait sien et, en France même, le législateur de 1905 l'a appliqué à l'évaluation par les juges de paix du prix du bail, lorsque ce prix consiste en des prestations non appréciables d'après les mercuriales. Il a décidé, en effet (article 3 in fine), que le juge détermine alors la compétence, en prenant pour base du revenu de la propriété le principal de la contribution foncière de l'année courante, multiplié par 5.

Il y a là un procédé qu'il est impossible de trouver arbitraire, mais qu'importe ! il offre au moins un avantage pratique considérable, puisque la base est facile à trouver et que l'appréciation du juge est limitée à des éléments qui échappent à l'arbitraire. Néanmoins, il n'a pas été adopté par le législateur de 1838.

c) Le troisième procédé auquel il est fait allusion serait l'estimation de la valeur de l'immeuble contenue dans le dernier acte de vente. C'est encore là un moyen précaire d'appréciation, car il arrive que la vente remonte très loin dans le passé et l'on voit des immeubles rester dans la même famille pendant plusieurs générations. Il est, en ce cas, vraisemblable, sinon toujours certain, que la valeur de l'immeuble a changé en plus ou en moins et que l'on se trouve ainsi bien éloigné de l'idéal approximativement fixe que l'on recherche. Il arrive aussi qu'un acte de vente ré-

cent dissimule, pour des raisons de fait, le prix réel de l'immeuble vendu.

Il ressort donc à l'excès de ces considérations que cette base pêche aussi par son imprécision.

2° *Mode d'estimation adopté par le législateur de 1838.* — Ce n'est aucun de ces modes qu'a choisi le législateur de 1838.

L'article 1^{er} de la loi du 11 avril 1838, en matière immobilière, fixe la compétence en dernier ressort des tribunaux de 1^{re} instance jusqu'à 60 francs de revenu, déterminé soit en rentes, soit par prix du bail.

Ici, le rôle du demandeur est borné : la loi ne s'attache plus à ses conclusions, mais à un fait positif, antérieur à l'action, et qui résulte également d'un titre antérieur à l'action. L'expertise consentie par les parties en cause, l'aveu reconnu en justice, sont des éléments insuffisants d'appréciation. La seule loi à laquelle il faille recourir, c'est le contrat.

Ajoutons qu'en pratique (le défaut de jurisprudence depuis 30 ans environ en témoigne) rares sont les difficultés qui s'élèvent au sujet des actions immobilières relatives aux constitutions de rentes perpétuelles qui ont en très grande partie disparu à cause des placements en valeurs mobilières et surtout des constitutions de rentes viagères, consenties par les compagnies qui pratiquent l'assurance sur la vie. Quoi qu'il en soit, la question naît fréquemment à l'occasion des

autres contrats ayant pour objet des immeubles : ventes, échanges, locations, prêts hypothécaires, saisies-immobilières, etc.

Il faut un contrat de location ou un contrat de constitution de rente viagère, avons-nous dit. C'est là une condition essentielle et absolue en l'absence de laquelle toute action immobilière est jugée sauf appel. Serait-il établi, en fait et d'une façon certaine, que le revenu de l'immeuble est inférieur à 60 francs, peu importe : le procès est en second ressort, en dépit d'une certaine opinion qui a soutenu que l'article 1^{er} de la loi du 11 avril 1838 n'a pas le caractère que nous lui reconnaissons, qu'il n'a statué en réalité que sur le *plerumque fit*, qu'il n'a donc qu'un caractère démonstratif. Et dans ce système, on n'exclut pas, pour la détermination de la valeur de l'immeuble, d'autres éléments quelconques, du moment où ils contiennent en eux-mêmes la preuve de la valeur du revenu de l'immeuble.

La Cour d'appel de Paris a donné son approbation à cette extension des termes de l'article 1^{er} en 1851 à deux reprises différentes, le 26 avril (1) et le 24 juin (2).

La majorité de la doctrine conçoit autrement la portée de notre article et avec elle la jurisprudence anté-

(1) D., 1852, 2, 158.

(2) D., 1852, 5, 191.

rieure à 1851, comme aussi celle qui a suivi, considère ces bases déterminant le ressort comme absolues (1). Il est à remarquer, du reste, que les arrêts de la Cour d'appel de Paris sont isolés et que même cette Cour semble avoir amendé sa doctrine puisque, dans le cours de la même année, le 14 août 1851, elle décidait que l'appel est recevable, en matière immobilière, lorsque, à défaut de la détermination de la valeur de l'immeuble en prix du bail ou en rente, le prix porté au contrat de vente de l'immeuble est inférieur à 1.500 francs. Il y a là un retour à l'opinion commune que nous partageons et c'est autour de ce principe que vont évoluer les questions qui peuvent se soulever à l'égard de ces actions immobilières déterminées, questions que nous restreindrons dans le cadre suivant :

1° Comment calculer le revenu de l'immeuble ?

2° Quel bail, quel contrat de rente viagère sert de base à la détermination du ressort ?

3° Comment solutionner la question si le prix ne consiste pas en argent ?

4° Le demandeur peut-il réduire sa demande au-dessous du taux du premier ressort ?

1° Le revenu déterminé par le prix du bail doit-il

(1) V. notamment Rodière, t. II, p. 54 ; Rousseau et Laisney, p. 67 ; Glasson, n° 994, p. 84 ; Crépon, n° 338, avec les nombreux arrêts cités.

être entendu dans le sens du revenu brut ou du revenu net, c'est-à-dire du revenu duquel on déduira les impôts ? On pourrait prendre parti pour l'une ou l'autre solution, suivant que l'on considère le calcul du revenu dans la personne du bailleur ou dans celle du preneur. On pourrait soutenir que l'intérêt en jeu n'est, à tout prendre, que la somme réellement touchée par le propriétaire.

Cependant nous ne croyons pas qu'il faille souscrire à ce système, qui a pour lui d'être littéralement exact peut-être, mais qui, certes, n'a pas été compris de la sorte par le législateur. Le revenu c'est la somme payée par le preneur ou par le débirentier ; c'est son chiffre seul qui détermine le ressort. Et nous ajouterons même que si le preneur avait, de par son contrat, la charge des impôts, il faudrait les ajouter à la somme annuellement payée au propriétaire pour déterminer le revenu. La même conclusion, du reste, s'imposerait si, dans un bail à ferme, le preneur, en sus du prix du fermage, s'était obligé à fournir des redevances annuelles en denrées ou menus suffrages (victuailles quelconques) ou d'autres prestations (charrois, transports, etc.). Si ces redevances complémentaires du prix du fermage sont appréciées en argent, dans le bail à ferme, elles s'ajoutent à ce prix ; si aucune estimation n'en est faite, leur valeur est indéterminée et alors se pose une question qui sera résolue

un peu plus loin : peut-on ou non les apprécier en argent ? Et suivant l'opinion adoptée, on dira, ou bien que, estimées par mercuriales, elles doivent s'ajouter au prix du fermage, ou bien qu'indéterminables, elles rendent toujours l'affaire susceptible d'appel (1).

2° Quel est le bail ou le contrat de rentes qui doit servir d'élément d'appréciation ?

On serait tenté de croire, en s'en tenant aux termes seuls de la loi, que le bail ou le contrat de rente régulateur du degré de juridiction est le contrat passé entre les parties qui plaident et au sujet duquel a été soulevé le litige. Mais, ainsi que le fait justement remarquer M. Glasson, ce serait là une interprétation bien restrictive : elle aboutirait à réduire dans des proportions infimes le champ d'application de l'article 1^{er} de la loi du 11 avril 1838 et rares seraient les hypothèses où pourraient être jugées en dernier ressort les affaires immobilières. A peine serait-il possible d'en relever quelques cas : « action en résolution de l'aliénation d'un immeuble, dirigée par le crédientier ; action en résolution d'une vente, en supposant qu'après la vente l'acheteur ait livré au vendeur ; action en revendication dirigée contre un fermier ou un locataire qui prétendrait avoir interverti la possession » (2).

(1) V. *infra*, p. 224 et 231.

(2) Glasson, t. II, p. 85.

Il n'est pas admissible que le législateur ait cru devoir édicter une mesure qui serait presque chimérique. Telle n'a pas été son intention. Et cependant certains jurisconsultes, dont notamment M. Rodière (1), allant trop loin dans la limitation des termes de l'article 1^{er} de la loi du 11 avril 1838, ont décidé que le tribunal ne juge en premier et dernier ressort qu'autant que le contrat de bail ou le contrat de rente perpétuelle est intervenu entre les parties au procès. Ils s'appuient sur la règle que nous ne méconnaissons pas, « que les contrats ne doivent produire d'effets qu'entre ceux qui les ont passés ».

C'est vrai, mais jusqu'à un certain point : c'est vrai, si l'on interprète cette règle dans le sens qu'un contrat ne peut faire naître d'obligations qu'entre les parties contractantes elles-mêmes. Mais ce n'est plus vrai, en matière de détermination de compétence ou de fixation du taux du ressort, car enfin, on ne peut se départir de cette idée que le législateur a envisagé les contrats de bail ou de rente comme étant une véritable expertise anticipée.

Ce que le législateur a voulu, c'est refuser aux tribunaux le droit de déterminer autrement que par bail et rente le montant du ressort, sans s'attarder à la

(1) Rodière, *Cours de procédure civile*, t. I, p. 52, 4^e édition ; Bonfils, n° 1355 ; Crépon, n° 335.

question de savoir s'il a été ou non passé entre parties ; mais il n'a jamais été dans son idée de vouloir que ces contrats ne servent pas aux personnes qui ne les ont pas passés.

3° Qu'arriverait-il si le prix du bail ou du contrat de rente était fixé en denrées appréciables par les mercuriales ?

L'ombre plane sur cette question et a donné lieu à une controverse assez violente qui sera exposée dans notre prochaine étude des demandes déterminables. Elle tient à ce fait que la loi du 11 avril 1838 n'a pas eu la sagesse de s'expliquer, comme l'a fait celle du 25 mai 1838 (art. 3 maintenu par les deux paragraphes finaux de l'article 2 de la loi du 12 juillet 1905), sur le rôle des mercuriales. Celle-ci attribue compétence au juge de paix pour connaître des actions en paiement de loyers et fermages, etc., en dernier ressort jusqu'à 300 francs et à charge d'appel à quelque valeur que la demande puisse s'élever, lorsque la location n'excède pas 600 francs et ajoute que, si le prix consiste en denrées ou prestations en nature appréciables d'après les mercuriales, l'évaluation doit s'en faire sur les mercuriales du jour de l'échéance lorsqu'il s'agit du paiement des fermages, et, dans tous les autres cas, suivant les mercuriales du mois qui aura précédé la demande.

On a soutenu, MM. Bioche et Crépon entre autres

auteurs, que les mercuriales ne sauraient constituer la base fixe exigée par la loi pour décider si un plaideur doit être privé du deuxième degré de juridiction (1). Il faut, du reste, reconnaître que quelques décisions de jurisprudence se sont prononcées dans le même sens.

Nous éclaircirons cette question plus loin, mais ici même, nous nous arrêterons à une opinion contraire en considérant que le prix du bail n'est pas indéterminé, au sens absolu du mot, et qu'il est même parfaitement déterminable. La jurisprudence qui sera exposée n'est pas opposée à cette manière de voir qui simplifie la solution du problème sans compromettre les intérêts des parties : ils ne seront jamais lésés par une appréciation arbitraire du juge.

La solution adoptée s'étendrait sans nul doute à l'hypothèse où le prix du bail consisterait en une somme d'argent fixe à laquelle seraient jointes des redevancés en denrées. Ces redevances doivent être additionnées au prix du bail pour la détermination du ressort.

De toute évidence, il n'y aurait aucune difficulté si les parties les avaient évaluées en argent, mais porteraient-elles sur des denrées, que la demande n'aurait pas un caractère indéterminé, puisque les mercuriales

(1) V. not. Crépon, *ibid.*, n° 357.

se prêtent à en fixer la valeur d'une façon précise. La règle nous paraît certaine.

4° Dans notre matière, est-il possible au demandeur, dans des conclusions postérieures, de ramener dans les limites du dernier ressort une demande qui originairement les dépassait ? Nous avons répondu par l'affirmative quand il s'agit d'actions personnelles mobilières. Il n'en est plus de même en matière immobilière : il ne paraît pas admissible que le demandeur puisse changer le caractère de l'action, et en modifier les conséquences quant aux degrés de juridiction dont elle est susceptible, en laissant au défendeur le choix d'accepter la demande réelle ou de se libérer en payant une somme d'argent, fût-elle inférieure à 1.500 francs. Nous estimons que le caractère réel de l'action subsiste, malgré tout, pour fixer le ressort. Il n'en serait autrement que si le demandeur se désistait de sa demande réelle pour introduire par un exploit nouveau une action personnelle.

La loi, en effet, veut que le revenu soit constaté suivant le procédé qu'elle indique. Il n'y en a aucun autre qui y puisse suppléer ; par conséquent, l'expertise ne remplacerait pas le moyen que la loi exige et qui est le revenu de l'immeuble, revenu établi par un contrat de rente viagère (ou perpétuelle).

En définitive, nous concluons que toute action réelle immobilière sera toujours jugée (propriété, servitude,

réelle ou personnelle ou autre droit réel) sans appel et sommairement si le revenu de l'immeuble constaté par bail ou rente ne dépasse pas 60 francs de revenu.

Notons pour terminer que, dans une action hypothécaire, c'est aussi au revenu de l'immeuble qu'il faut avoir égard et non au montant de la créance lorsque l'action est intentée contre le tiers détenteur.

Si le créancier hypothécaire agit contre le débiteur, il met alors en mouvement l'action personnelle et l'action hypothécaire et, comme celle-ci est l'accessoire de celle-là, c'est au montant de la créance qu'il faut s'attacher pour déterminer la compétence.

SECTION IV. — Demandes déterminables.

Il n'a été question jusqu'ici que des demandes indéterminées qui échappent à l'appréciation des tribunaux, parce que, dans l'inertie des parties, le juge est inapte à leur donner une estimation légale. Il y a là une indétermination réelle : elle nous est familière au point où nous sommes arrivés et il serait superflu d'y revenir. A côté de cette indétermination, il en est une autre qui n'est qu'apparente, que la jurisprudence admet et à laquelle souscrit la doctrine.

Le caractère apparent d'une demande indéterminée résulte de ce fait que le demandeur a omis de fixer le chiffre total de sa demande alors que, soit son assi-

gnation, soit ses conclusions postérieures contiennent des éléments suffisants pour déterminer *à priori* la valeur du litige, sans que l'appréciation arbitraire du juge soit appelée à jouer le moindre rôle dans l'évaluation de la demande.

L'exemple le plus probant serait celui où le demandeur, sans réclamer une somme globale, conclurait dans le même exploit au paiement en principal d'une somme de 1.400 francs et des intérêts échus et dûs pour quatre années soit, à 5 %, 280 francs. Il est évident qu'ainsi précisée dans ses détails, la demande peut être évaluée facilement : il suffit que le juge supplée à l'indication du chiffre total de la demande à la suite d'une liquidation rapide, d'une simple addition dont le demandeur lui-même a fourni les bases certaines et irrévocables.

Il faut aller plus loin et dire que, même en dehors des termes de la demande, si celle-ci est appuyée sur des documents fournis aux débats par le demandeur qui ne nie pas les chiffres portés dans chacun d'eux, le juge peut s'autoriser de ces pièces indiscutées pour déterminer le ressort. L'espèce serait celle d'une réclamation de fournitures suivant une série de factures non contestées par le demandeur, qui aurait commis une erreur de calcul ou aurait, volontairement, majoré le total de sa réclamation. Quel motif empêcherait le juge de juger suivant les règles admises en

contrôlant, par une opération arithmétique, l'exactitude de la somme totale réclamée ?

Il en serait de même — la Cour de cassation l'a affirmé (1) — d'une demande en dommages-intérêts pour privation des lieux loués, si le locataire réclamait, à ce titre, la valeur d'un trimestre de loyer, et que le prix du bail ne fût pas contesté. Le juge serait lié par le contrat de bail, et, bien que le montant du principal fût indéterminé, il lui serait permis d'en déterminer la valeur au moyen d'un calcul élémentaire.

Tout cela n'a besoin d'aucune démonstration : l'équité, le droit même commandent qu'il en soit ainsi, parce que nous ne nous trouvons pas en présence d'une détermination fantaisiste de la part du juge, lequel est appelé parfois à suppléer, d'après une base fixe et certaine, à une omission que le demandeur pouvait ne pas commettre.

Plus récemment, la Cour de cassation a admis qu'il est au pouvoir du juge de rechercher dans la procédure, « dans les écritures du procès » comme elle s'exprime, si la détermination de la valeur de l'objet litigieux n'a pas été faite par le demandeur, alors que l'exploit d'ajournement et les conclusions n'en font pas mention. Il s'agissait d'une demande en restitution d'un objet mobilier, un arbre que, dans une ins-

(1) Cass., 4 janvier 1854, D., 1854, 1, 30.

tance au possessoire, le demandeur avait estimé valoir 40 francs. Le juge de paix s'était déclaré incompétent à la suite d'un incident soulevé relativement à la propriété d'une bande de terrain. Au pétitoire, après acquiescement donné par le défendeur au chef de la propriété et accepté par le demandeur, le tribunal restait saisi de la revendication de l'arbre, et en avait déterminé la valeur, aux fins du ressort, d'après l'estimation fournie par le demandeur devant le juge de paix. La Cour de cassation a reconnu la légalité de ce procédé d'estimation dans son arrêt du 18 novembre 1907 (1).

Ce n'est pas la seule espèce où la jurisprudence est intervenue pour établir une doctrine qui paraît définitive dans ce sens. Les décisions méritent qu'on s'y arrête pour en bien préciser la portée et vider la controverse à laquelle il a été fait allusion à propos de la détermination du prix du bail stipulé payable en denrées.

Nous verrons aussi comment se détermine une demande qui a pour objet des valeurs de bourse ou qui tend au paiement d'une somme dont le montant est calculable d'après des tarifs officiels.

Tout d'abord, la chambre des requêtes de la Cour de cassation (aff. Nicolas Quint c. de Poligny) a sta-

1 (1) D., 1912, 1, 54.

tué le 18 janvier 1904, sur la faculté laissée aux magistrats de déterminer la demande, en matière de saisie-revendication de denrées (1).

En vertu d'une ordonnance du président du tribunal civil de Louhans, de Poligny avait fait procéder à la saisie d'une quantité d'environ 1500 kilogrammes de foin sur les époux Nicolas Quint, ses fermiers. Il prétendait droit en vertu des clauses du bail et prenait position de demandeur en revendication des denrées saisies.

Le tribunal de Louhans avait déclaré juger l'affaire en dernier ressort. Sur appel par les défendeurs, la Cour de Dijon a maintenu cette manière de voir parce que « la valeur de 1500 kilogrammes de foin, telle qu'elle était déterminée par les mercuriales, représentait sans contestation, au jour de l'assignation, une somme moindre de 1.500 francs ». Il n'y avait pas d'appréciation arbitraire de la part du juge, puisqu'un document officiel permettait de déterminer le prix au jour de la demande.

La Cour de cassation a adopté les vues de la Cour de Dijon et décidé que les fermiers en demandant la nullité de la saisie n'ont fait que se défendre, et que, conséquemment, leur demande de 1.600 francs en dom-

(1) V. D., 1910, 1, 290 et l'arrêt entrepris de la Cour d'appel de Dijon du 6 novembre 1902, D., 1903, 2, 12. *Contra* : Cass., 13 décembre 1875, D., 1876, 1, 150 ; Crépon, *ibid.*, t. I, p. 62 et suiv.

mages-intérêts fondée sur la demande principale ne pouvait, aux termes des articles 1 et 2 de la loi du 11 avril 1838, **changer le ressort.**

Elle dit qu'en matière de saisie-revendication c'est la valeur des objets dont la propriété est revendiquée qui détermine le premier ou le dernier ressort. Puis elle reproduit le principe que le juge ne peut, en général, évaluer arbitrairement une demande indéterminée dont il est saisi, mais elle ajoute qu'en l'espèce il y était autorisé : « Attendu que, s'agissant de denrées dont les prix sont fixés par les mercuriales des marchés, la base de l'évaluation de la demande se trouve dans ces documents officiels et qu'un simple calcul suffit au juge pour traduire en un chiffre inférieur au taux du dernier ressort une *demande indéterminée seulement dans la forme où elle se présente* ». L'appel n'était donc pas recevable.

En décidant comme il vient d'être dit, la Cour de cassation a étendu aux litiges portés devant les tribunaux civils, une règle qui avait été édictée, par le législateur de 1838, pour la détermination de la compétence des juges de paix et qui a été reproduite dans l'article 3, § 8 de la loi du 13 juillet 1905, règle concernant les actions relatives au contrat de louage d'immeubles, relevant de la compétence des juges de paix. Il y est dit que si le prix principal du bail se compose, en totalité ou en partie, de denrées ou de prestations

en nature appréciables d'après les mercuriales, l'évaluation doit en être faite soit sur les mercuriales au jour de l'échéance, soit sur celles du mois qui aura précédé. La loi en fait une obligation pour les juges de paix : les termes du § 8 de l'article 3 de la loi de 1905 sont impératifs.

La question de l'extension de cette règle aux tribunaux civils de première instance, résolue, comme on vient de le voir, dans le sens de l'affirmative, par la Cour de cassation, n'avait pas été solutionnée dans le même sens, par tous les auteurs.

Dans son traité de l'*Appel en matière civile*, M. Crépon (1) restreint aux juges de paix le pouvoir de déterminer la demande dans l'hypothèse prévue au texte. « La loi du 25 mai 1838, dit-il, règle d'interprétation, paraît d'autant plus sûre que les lois de compétence des tribunaux civils et des justices de paix ont été presque simultanément élaborées et promulguées. On est ainsi conduit à penser que si on avait voulu faire du principe énoncé dans l'article 3, § 8 de la loi du 25 mai 1838, une règle générale, ce n'est pas dans ce texte, mais dans la loi du 11 avril 1838 qu'on l'aurait inséré. On peut ajouter que la différence établie par le législateur entre les deux juridictions peut être facilement

(1) Crépon, *ibid.*, t. I, p. 275.

expliquée. Dans les litiges de peu d'importance, les variations qui peuvent résulter des mercuriales ne sauraient être que très réduites : on n'en saurait dire autant de ceux qui sont de la compétence des tribunaux civils. Enfin, l'article 3 de la loi du 25 mai 1838 témoigne lui-même de cette préoccupation, puisqu'il place en dehors de l'évaluation par mercuriales les baux à colonat partiaire. Pour la détermination du ressort devant les tribunaux civils, il faut donc s'en tenir à la nécessité d'une base fixe que ne sauraient donner les mercuriales et se rappeler toujours que le droit au recours ne doit disparaître que devant une prohibition formelle et précise de la loi. »

Ainsi donc, dans cette doctrine, le demandeur est maître absolu du ressort lorsque le litige porte sur des denrées dont le prix peut être fixé par mercuriales, dans tous les cas autres que celui de l'article 3 de la loi du 25 mai 1838. Elle considère qu'en matière de compétence, l'interprétation est de droit strict et qu'on ne peut raisonner par analogie pour étendre les textes à des espèces qu'ils n'ont pas prévues.

En suivant ce système obstructionniste, le droit serait condamné à ne jamais faire un pas dans la voie du progrès. Et puis les raisons d'analogie sont si pressantes qu'une doctrine moderne n'hésite pas à étendre à tous les cas la règle de la loi du 25 mai 1838.

MM. Garsonnet et César Bru (1), MM. Glasson, Colmet-Daage et Tissier (2) sont partisans de l'extension aux litiges portés devant les tribunaux civils de la disposition qui vise les justices de paix. Ce faisant, ils n'interprètent pas la loi contrairement à l'esprit du législateur ni à la logique juridique.

Quelle que soit l'importance du litige, les mercuriales des marchés qui ont un caractère certain et officiel, ne laissent rien à l'arbitraire du juge, puisqu'elles permettent de fixer, sans discussion possible, la valeur des denrées au jour de l'introduction de la demande ; il suffit de se livrer à un simple calcul pour préciser le montant de la valeur du litige.

Comme le dit très justement M. Capitant, dans une note au bas de l'arrêt de la Cour de cassation du 6 décembre 1909 qui sera étudiée plus loin (3), « le prix des denrées ne dépend pas de l'appréciation du demandeur, il est établi par les ventes incessantes auxquelles elles donnent lieu et constaté par des actes officiels. *Une action ayant pour objet des denrées mentionnées par les mercuriales est donc toujours et nécessairement déterminée tout comme si elle avait pour objet une somme d'argent. La volonté du demandeur ne*

(1) *Traité théorique et pratique de procédure, ibid.*, t. V, p. 744, § 2028.

(2) *Ibid.*, t. II, n° 991.

(3) D., 1910, 1, 281.

saurait changer ce caractère ; elle ne peut rendre indéterminé ce qui est déterminé par sa nature. C'est là la raison décisive contre laquelle viennent se heurter toutes les considérations que l'on peut invoquer ».

Voilà la solution juridique qui s'impose, suivant nous. Ainsi interprétée, la généralisation du texte de la loi du 25 mai 1838 concorde avec les principes et rentre dans l'esprit du législateur. Il est facile de suppléer à l'incertitude qu'a fait naître son silence lors de l'élaboration de la loi du 11 avril 1838. La décision à laquelle nous nous arrêtons avec les auteurs et la jurisprudence qui viennent d'être cités est une décision de bon sens et qui n'a rien de contraire au droit.

La même règle doit-elle être adoptée pour la détermination des valeurs de bourse ?

La Cour de cassation (dans une affaire de Follin c. Administration de l'Enregistrement) a consacré, par arrêt du 6 décembre 1909, rendu après délibération en chambre du conseil, le principe énoncé déjà, à savoir que les juges peuvent, pour fixer leur compétence, se livrer à l'évaluation d'une demande indéterminée, lorsqu'il s'agit d'une valeur figurant à la cote officielle de la Bourse. Elle déclare que cette fixation peut avoir lieu, soit que le demandeur demande la restitution du titre lui-même, soit qu'il réclame le produit de la vente, si, d'ailleurs, le titre en lui-même, n'est susceptible d'aucune augmentation aléatoire.

Cette décision a été rendue incidemment et à propos d'une fin de non-recevoir proposée par le demandeur devant la Cour de cassation. L'objet de la demande principale portait sur la résolution d'un contrat passé en décembre 1901 entre de Follin et la fabrique de l'église de Saint-Salomon-Saint-Grégoire de Pithiviers, qui avait accepté un don de 5 francs de rente à 3 % sur l'Etat français, à charge de célébration à perpétuité d'une messe anniversaire à la mémoire d'une de ses parentes. Après la promulgation de la loi du 9 décembre 1905, sur la séparation des Eglises et de l'Etat, la charge n'ayant pu être exécutée par le conseil de fabrique qui avait été dissous, de Follin assignait, par exploit du 11 avril 1907, le séquestre envoyé en possession des biens de la fabrique, en résolution du contrat, en vertu de l'article 1184, § 1 du code civil et concluait à la condamnation à la restitution du titre ou de sa valeur.

Le tribunal civil de Pithiviers rendait, le 25 juillet 1907, un jugement de débouté dont le dispositif décidait que l'action était irrecevable contre le séquestre et en tous cas prématurée, pour les motifs détaillés dans le jugement.

Y avait-il lieu à appel ? C'est la seule question qui nous intéresse. Le demandeur ne l'avait pas cru et s'était pourvu directement en cassation contre le jugement de première instance. Mais, devant la Cour,

l'administration de l'Enregistrement opposa une fin de non recevoir au pourvoi, la motivant sur le caractère indéterminé de la demande.

La Cour de cassation l'a repoussée dans un attendu éminemment décisif « Attendu que si, en principe, le juge ne peut fixer sa compétence, se livrer à l'estimation d'une demande indéterminée portée devant lui, il en est autrement lorsqu'il s'agit d'une valeur figurant à la cote officielle de la Bourse, *sans qu'il y ait lieu de distinguer suivant que le demandeur réclame la restitution du titre ou le produit de la vente, alors que le titre n'est, en lui-même, susceptible d'aucune augmentation aléatoire* ; qu'en ce cas, la base exacte de l'évaluation se trouve dans la cote officielle et qu'un simple calcul suffit au juge pour traduire en chiffres une demande qui n'est indéterminée que par la forme sous laquelle elle a été introduite ».

Or, en fait, de Follin, demandait, dans son exploit introductif d'instance, que le tribunal décidât que le titre de 5 francs de rente 3 % sur l'Etat français, immatriculé au nom de la fabrique curiale de Pithiviers, sous le n° 543.459, série 7, serait sa propriété et que le séquestre serait quitte et libéré en lui remettant le produit de la vente.

« Attendu, dans ces conditions, dit la Cour, que la seule référence au cours moyen officiel pratiqué à la

Bourse, le jour de la demande, permettait de constater que la valeur du titre litigieux était inférieure au taux du dernier ressort ». C'est pourquoi elle a repoussé la fin de non-recevoir présentée par l'administration de l'Enregistrement.

On le voit, la Cour de cassation n'a fait que suivre sa jurisprudence antérieure et la préciser davantage en déclarant que le principe de l'estimation par le juge reçoit son application soit que la demande porte sur la réclamation de la chose elle-même, soit qu'elle porte sur le prix de la vente.

La Cour se serait déjugée si elle n'avait pas rendu son arrêt dans les termes motivés que nous connaissons. Tout comme les denrées, les valeurs de bourse ont un cours officiel et on ne peut réclamer une valeur de ce genre, sans qu'immédiatement il soit possible d'en déterminer le montant. Il n'y a d'indéterminée dans une pareille demande que la forme sous laquelle elle est présentée.

Du reste, la jurisprudence antérieure, ne s'était pas méprise et les Cours d'appel, en grande majorité, ont accepté ce critérium. Elles y sont restées, pour la plupart, fidèles depuis la loi du 9 décembre 1905 qui a été la source de nombreuses actions en révocation de fondations pieuses et en restitution des valeurs mobilières qui en assuraient le service. Un seul arrêt de la

Cour d'appel de Paris du 27 juin 1909 (1) décide qu'un jugement est susceptible d'appel parce que les demandeurs avaient omis d'évaluer dans leurs conclusions le titre de rente qu'ils revendiquaient. La Cour de cassation a fait justice de cette interprétation, et l'on peut conclure qu'aujourd'hui la jurisprudence est bien assise et tout porte à croire qu'elle ne variera pas de sitôt.

Sa conclusion est formelle et tient dans une formule assez claire qui est la suivante : Toutes les fois qu'une demande porte sur la réclamation de denrées, toutes les fois qu'elle vise la revendication de titres cotés à la bourse, qu'il s'agisse des denrées ou de leur valeur, des titres ou du produit de leur vente, la demande n'est pas indéterminée, au sens juridique du mot, et ce sont les mercuriales des marchés et la cote officielle de la bourse qui en fixent le **taux**.

Ce principe rationnel est d'apparence inattaquable : est-il absolu en ce qui concerne les valeurs de bourse autres que celles qui présentent une fixité relativement **grande** ?

Il est certain qu'il est opérant lorsqu'on envisage les rentes sur l'Etat français ou des valeurs similaires dont le cours ne subit pas de fluctuations appréciables. C'est bien ce qu'a formulé l'arrêt de 1909 ; il applique

(1) *Gazette des tribunaux*, 1909, 1^{er} semestre, 2, 331.

le principe lorsque « le titre en lui-même n'est susceptible d'aucune augmentation aléatoire ».

Mais il faut élargir la discussion et se demander, avec M. Capitant, si la règle recevra son application au-delà de l'espèce prévue, et si elle s'appliquera à tous les autres titres de bourse. N'est-ce pas aller trop loin et donner une entorse au principe que le demandeur est maître de la détermination de sa demande ?

On peut objecter, en effet, que les valeurs de bourse sont le plus souvent sujettes à des variations qui entretiennent la spéculation et les spéculateurs et que le demandeur, qui revendique un de ces titres, dans une forme indéterminée quant à sa valeur, a plus en vue le titre lui-même avec ses chances de plus-value que la valeur cotée en bourse au jour de l'introduction de la demande, valeur qui ne représente pas l'équivalent exact de ce qu'il réclame. Toutes les valeurs à lots rentrent dans cette catégorie, quand bien même elles seraient admises à la cote.

L'objection est sérieuse et assez grave pour mériter quelques instants d'attention. En effet, il ne faut pas perdre de vue — et la remarque est de première importance — que, dans les différentes espèces où les Cours d'appel et la Cour de cassation se sont prononcées, il s'agissait toujours de valeurs à cours peu variable, et de placements où la spéculation n'entraînait pour rien.

Aussi la jurisprudence n'a-t-elle pas appliqué d'une façon absolue la règle de notre arrêt de 1909. La différence entre les valeurs de bourse, la hausse dont certaines sont susceptibles à des intervalles plus ou moins rapprochés, et aussi l'intention qui anime le demandeur de ne revendiquer que le titre lui-même, sans en déterminer la valeur qui, pour lui, est indéterminable d'une façon fixe au jour du procès, puisqu'il escompte les avantages pécuniaires qu'il est en droit d'en attendre, tout cela a décidé la jurisprudence à établir une distinction dans la façon dont il faut déterminer le dernier ressort. C'est bien là, doit-on dire, la solution implicite de l'arrêt du 6 décembre 1909, puisque la Cour s'est prononcée sur un titre qui figurait au rang des valeurs qu'elle a soin de qualifier elle-même de valeurs « non susceptibles d'une augmentation aléatoire ». *A contrario*, reste-t-on dans la logique en opinant, malgré la formule un peu vague de la Cour de cassation, que la valeur des spéculations reste en dehors des prévisions de la jurisprudence et qu'à ces dernières s'applique la règle générale qui préside à la fixation du ressort d'après la demande. En ce cas, devrait-on dire, la demande reste indéterminée et soumise à l'appel : ce serait une exception apportée à la décision de notre arrêt.

Cette exception, la jurisprudence l'a consacrée dans plusieurs arrêts. Elle a trait aux obligations à lots,

obligations de la Ville de Paris, ou du Crédit foncier, aux bons émis par de grosses entreprises, tels ceux de Panama, etc. Les tirages périodiques pour l'attribution de lots importants donnent à leur propriétaire une chance de gain analogue à celle qui s'attache à un billet de loterie. On peut donc dire que le cours coté à la bourse ne donne pas à ces titres la valeur exacte que le demandeur est en droit de lui attribuer. « Il faut, dit M. Capitant, tenir également compte de cet espoir de gain dont la valeur exacte ne peut être calculée ». C'est vrai, et, dans une demande de cette sorte, où le demandeur réclame le titre et non sa valeur, on est amené à décider que le juge n'a plus le droit de se livrer à une évolution d'office des valeurs réclamées.

Deux décisions de jurisprudence, entre autres, sont conformes à cette manière de voir. Elles émanent de la Cour de cassation, le 13 décembre 1875 (1), et de la Cour d'appel d'Agen, le 6 juillet 1908 (2).

En 1875, la Cour de cassation a jugé que, la demande tendant à la revendication de deux obligations, l'une du département de la Seine, l'autre du Crédit foncier auxquelles ni le demandeur, ni aucune des pièces de la procédure n'avait assigné une valeur déterminée, et que *l'un de ces deux titres étant suscepti-*

(1) V. D., 1876, 1, 450.

(2) V. *Gazette des tribunaux*, 1908, 2^e semestre, 2, 388.

ble d'une augmentation variable, le jugement était du premier ressort.

Etant admis que cette exception se justifie, parce que le raisonnement qui l'a provoquée est exact, faut-il, se demande M. Capitant, l'appliquer, en dehors des valeurs à lots, à tous les titres remboursables avec primes par voie de tirage au sort. Il se prononce avec raison pour l'affirmative, ces titres ayant le caractère aléatoire que prévoit l'arrêt de 1909. La question ne s'est pas posée encore en jurisprudence : si elle se présentait, il n'est pas douteux, sous peine de manquer à la logique, que les tribunaux ne la résolvent de la même façon.

On serait même tenté d'aller plus loin et de solutionner la question du premier ou du dernier ressort dans le sens indiqué, lorsque le demandeur revendique non plus des valeurs à lots ou des titres remboursables avec primes par voie de tirage au sort, mais des valeurs de bourse, industrielles ou non, que la spéculation entreprend et qui sont, de ce chef, susceptibles d'une évaluation aléatoire. Il suffit de jeter un coup d'œil sur la cote officielle des valeurs pour juger des bonds formidables que subissent leur cours. Certaines valeurs industrielles, telles que les actions de charbonnages, pour ne citer que celles-là, sont sujettes à des hausses considérables : on en a vu, en moins de dix ans, doubler et tripler de valeur. Et ces valeurs

pourraient être arbitrairement évaluées par le juge ! Nous ne le pensons pas et estimons, au contraire, que, le demandeur ayant omis d'en fixer la valeur dans ses conclusions, le droit commun reprendra son empire, et que le tribunal ne sera saisi du litige qu'en premier ressort.

Voilà donc le dernier état de la jurisprudence de la Cour de cassation sur la double question de l'évaluation des choses fongibles et des valeurs de bourse. Il reste, pour compléter l'examen de la théorie dégagée par la Cour de cassation, à dire quelques mots sur son extension aux demandes qui ont pour objet la réclamation de frais dont l'évaluation est facilitée par l'établissement de tarifs indiscutables. On ne se trompera pas en affirmant que ce dernier genre de procès est courant et qu'il n'y a pas de jour où il ne faille recourir à une évaluation du taux du procès : les réclamations abondent qui ont pour objet la réclamation de droits de magasinage, de droits de douane. Comment les évaluer ?

Les derniers arrêts de la Cour de cassation sont si affirmatifs qu'ils lèvent toute espèce de doutes. La Cour a suivi les mêmes errements que dans les espèces qui viennent d'être analysées. Ici, il s'agit le plus souvent de demandes en paiement de frais de magasinage par des compagnies de chemins de fer.

A ce propos, le 29 novembre 1910 (1), la Cour de cassation cassait un arrêt de la Cour d'appel de Paris qui avait déclaré irrecevable l'appel de la compagnie de l'Est. La compagnie demandait paiement de frais de magasinage à courir jusqu'à l'époque de l'enlèvement de la marchandise, et la Cour avait qualifié en dernier ressort le jugement du tribunal de commerce de la Seine, par le motif que les frais de magasinage à courir jusqu'à l'enlèvement, joints à ceux du transport et à la valeur des objets litigieux, ne sauraient élever le véritable intérêt du litige à une somme supérieure à 1.500 francs.

Il y avait eu de la part de la Cour de Paris une taxation arbitraire du taux de la demande qui était indéterminable d'une façon précise, puisque l'époque de l'enlèvement n'était pas fixée : ce point là était indéterminable et la Cour de cassation a cassé, pour violation de l'article 639 du code de commerce, estimant à raison que ces derniers frais ne pouvaient être évalués. Il n'en aurait pas été de même si l'époque de l'enlèvement avait été précisée par les parties.

On voit poindre dans cet arrêt de 1910 l'idée maîtresse qui a guidé la Cour suprême et qui avait été traduite déjà dans quelques arrêts antérieurs (2).

(1) D., 1912, 4, 224.

(2) V. notamment Cass., 28 novembre 1898, D., 1899, 4, 605 ; 20 janvier 1908, D., 1910, 1, 280.

Dans un arrêt plus récent (C^e P.-L.-M. c. Ciments Wimines et chaux de Leysse), elle a formulé le principe dans les termes qui suivent : « Attendu que si, en principe, le juge ne peut, pour fixer sa compétence, se livrer à l'évaluation d'une demande indéterminée portée devant lui, il en est autrement lorsqu'il s'agit de taxes réclamées par une société de chemins de fer ; qu'en ce cas, la base exacte de l'évaluation se trouve dans les tarifs homologués et qu'un simple calcul suffit au juge pour traduire en chiffres précis une demande qui n'est indéterminée que par la forme sous laquelle elle se présente ».

La preuve est faite que la jurisprudence a donné à l'article 1^{er} de la loi du 11 avril 1838, dans le cas particulier qui nous occupe, une interprétation logique, juridique et rationnelle, et mis fin, par là même, à des controverses qui n'ont plus leur raison d'être. C'est là que sa bienfaisante intervention s'est fait le plus sentir.

CHAPITRE IV

Des demandes reconventionnelles et de leur influence sur le ressort

Nous n'insisterons pas, outre mesure, sur la nature juridique des demandes reconventionnelles qui ont préoccupé, de tout temps, la sagacité des jurisconsultes.

Chacun sait que le défendeur a à sa disposition deux moyens de répondre à l'action intentée contre lui. Il peut d'abord prendre l'offensive, sous la forme d'une demande reconventionnelle, où il ne se contente pas de nier le droit invoqué par le demandeur, mais où il a la prétention de faire consacrer par jugement, une créance destinée à se compenser avec la somme qui lui est réclamée.

Il peut aussi, dans un autre ordre d'idées, soutenir que la demande qui lui est adressée manque de fondement ou qu'elle a été intentée de mauvaise foi et con-

clure à l'allocation de dommages-intérêts en réparation du préjudice qui lui a été causé.

Bien des difficultés sont nées autour du problème assez difficile qui consiste à déterminer dans quelles limites le défendeur est admis à former une demande reconventionnelle. Il est vrai qu'aujourd'hui, l'idée qui tend à prévaloir, quant à la recevabilité de la demande reconventionnelle, est qu'elle doit se relier à la demande principale. Il n'en était pas de même, jadis, sous l'empire de la procédure formulaire et canonique où l'on admettait ces demandes d'une façon très large : on n'aurait pas hésité à déclarer qu'à une demande en paiement du montant d'une créance, le défendeur pût répondre par une demande en revendication d'immeubles ou réciproquement. En droit coutumier, au contraire, on n'admettait pas les demandes reconventionnelles, au point que Loysel avait formulé leur exclusion dans l'adage bien connu : « Reconvention n'a pas lieu ; une dette n'empêche pas l'autre ». Et il faudrait bien se garder de voir dans cette exclusion autre chose que la sauvegarde du privilège attaché à la patrimonialité des offices : l'intérêt commandait, en effet, qu'il y eût le plus grand nombre possible d'affaires à juger, au profit du titulaire de l'office. Ce qui n'a pas empêché la Coutume de Paris d'apporter un tempérament à cette rigueur, dans son article 106, qui portait : « Reconvention n'a lieu, à moins

qu'elle ne dépende de l'action et ne soit comme étant défense à la demande ».

En somme, le texte était favorable à la reconvention dont il acceptait le principe, dans deux hypothèses : la première, lorsque la demande reconventionnelle était connexe à la demande principale ; la seconde lorsqu'il était possible de la considérer comme constituant un moyen de défense. L'exception de compensation judiciaire, la demande en résolution du contrat pour inexécution de la part du demandeur, la demande en dommages-intérêts, entraient dans le cadre du texte de la Coutume de Paris.

Mais, s'il est vrai que les demandes reconventionnelles ont acquis droit de cité dans notre ancien droit, au prix de nombreux obstacles, il n'est pas moins vrai que leur admission a soulevé dans la doctrine des difficultés sérieuses au point de vue de l'influence qu'elles étaient destinées à exercer sur le droit d'appel.

Jousse avait, dans son *Commentaire de l'édit de 1551* (1), opiné dans le sens de la séparation des deux demandes principale et reconventionnelle, et décidé que si l'une et l'autre, individuellement considérées, étaient dans la limite du dernier ressort, il appartenait aux présidiaux de les juger sans appel aux parlements.

(1) Jousse, *Commentaire de l'édit de 1551*, p. 68.

Le législateur de 1790 ne s'est pas préoccupé de cette question, et, malgré l'opinion de Merlin (1), la jurisprudence subséquente a adopté le système du cumul des deux demandes, soit que l'une d'elles fût supérieure au taux du dernier ressort, soit que, prises individuellement, elles fussent inférieures à ce taux mais que leur réunion dépassât les limites du dernier ressort.

En 1838 et en 1840, le législateur est revenu à la théorie du calcul individuel des demandes principale et reconventionnelle, mais il a emprunté à la Cour de cassation sa jurisprudence sur les dommages-intérêts nés de la demande elle-même, en leur déniaut toute influence sur le taux du ressort. C'est ce que décident les articles 2 de la loi du 11 avril 1838, 8 de celle du 25 mai 1838 et la loi du 3 mars 1840 (nouvel art. 639, § 3 du code de commerce).

De là est venue la division classique des demandes reconventionnelles aboutissant à une compensation et des mêmes demandes en dommages-intérêts fondées sur la demande principale, sur lesquelles nous allons raisonner en essayant de préciser leur effet sur la détermination du ressort.

Il va sans dire que nous faisons abstraction des exceptions et défenses proprement dites soulevées par

(1) *V^o Dernier ressort*, § 11.

le défendeur. Ces moyens, nous l'avons vu, ne peuvent avoir pour effet de modifier le taux du ressort tel qu'il est déterminé par les dernières conclusions du demandeur. Le défendeur, en principe, n'exerce d'influence sur le taux du ressort qu'en recourant à des actes extra-judiciaires : paiement, acquiescement, offres réelles, ou en se portant demandeur en réclamant de son côté une condamnation contre le demandeur ; c'est le cas de nos demandes reconventionnelles qui nous occupent ici.

A. — Voyons d'abord les demandes reconventionnelles qui aboutissent à une compensation. Elles constituent les demandes reconventionnelles proprement dites, parce que distinctes et indépendantes de la demande principale, elles ont pour objet de faire consacrer au profit du défendeur un droit qui, s'il est reconnu par une condamnation, devient, pour ainsi dire, une défense contre l'action introduite, par la compensation qui profite au défendeur.

Leur caractéristique est d'être des demandes principales en réponse à une demande principale. Le législateur devait donc s'en préoccuper au point de vue de la supputation du ressort. C'est ce qu'il a fait non seulement en traitant de la compétence des tribunaux civils de première instance, mais encore dans la loi de compétence des tribunaux de commerce (art. 639, 3^o modifié par la loi du 3 mars 1840) ; dans celle du 12

juillet 1905 (art. 11) relative aux juges de paix, et dans la plus récente du 27 mars 1907, sur les conseils de prud'hommes (art. 33).

La même règle est applicable à chacune de ces juridictions, avec une particularité propre aux justices de paix qui prouve surabondamment que la demande reconventionnelle est une véritable demande principale et qui est contenue dans le § 4 de l'article 11 de la loi de 1905. La loi décide que le juge de paix saisi d'une demande reconventionnelle ou en compensation peut, si cette demande excède les limites de sa compétence, ou retenir le jugement de la demande principale, ou renvoyer les parties à se pourvoir sur le tout devant le tribunal de 1^{re} instance sans préliminaire de conciliation.

Relativement aux conseils de prud'hommes, l'article 33 de la loi du 27 mars 1907 les reconnaît aptes à juger toutes les demandes reconventionnelles ou en compensation qui, par leur nature, rentrent dans leur compétence. Ils statuent en dernier ressort sur le tout si chacune des demandes principales, reconventionnelles ou en compensation est dans les limites du dernier ressort (300 francs de capital). Ils statuent en premier ressort, au contraire, si l'une de ces demandes n'est susceptible d'être jugée qu'à charge d'appel. Mais si la demande reconventionnelle en dommages-intérêts est fondée exclusivement sur la

demande principale et qu'elle dépasse la compétence en premier ressort, leur sentence n'est pas susceptible d'appel.

Telles sont les dispositions des nouvelles lois de 1905 et 1907. Voyons, en matière ordinaire, quelle est la règle qui détermine le ressort ? Elle est opposée au cumul : « Lorsqu'une demande reconventionnelle ou en compensation, dit l'article 2, § 1, aura été formée dans les limites de la compétence des tribunaux civils de première instance en dernier ressort, il sera statué sur le tout sans qu'il y ait lieu à appel ». C'est le cas le plus simple, celui où les deux demandes, prises séparément, sont inférieures au taux du premier ressort, peu importe que, réunies, elles atteignent un chiffre supérieur à 1.500 francs ou à 60 francs de revenu. On n'additionne donc pas les demandes et, au point de vue du ressort, tout se passe comme si elles étaient intentées séparément : en fait, il y a deux procès différents portés dans la même instance.

Voilà la règle qui régit cette première hypothèse et qui ne soulève aucune difficulté.

On peut supposer, — c'est une seconde hypothèse que la loi a prévue et réglée dans le § 2 de l'article 2 — que l'une des deux demandes s'élève au-dessus de 1.500 francs de principal ou de 60 francs de revenu. Si l'on appliquait le principe strict du non-cumul, on

serait amené à décider que, seule, la demande qui dépasse le taux du dernier ressort est susceptible d'appel, puisque l'autre, si elle avait été intentée par exploit séparé, n'aurait pas bénéficié du second degré de juridiction. Ce n'est pas, cependant, cette solution d'apparence logique qu'a adoptée le législateur, puisqu'il admet que l'appel est recevable *ab utraque parte* et pour le tout.

Au fond cette règle n'est pas critiquable. Si le défendeur qui a un droit à faire valoir, droit distinct qui n'a pas le même objet que la demande principale, se résout à opposer, dans le même procès, sa demande à la demande de son adversaire, il use d'une faculté que la loi lui accorde. Cette procédure évite un procès séparé et restreint les frais de justice. Mais comme les deux demandes aboutissent à un jugement unique, on pourrait dire qu'au fond l'examen des deux demandes par le juge est unique, qu'il s'opère une espèce de fusion des deux affaires, que le juge délibère sur les deux à la fois, et que sa délibération aboutit à une sentence qui est la résultante de la confusion des deux demandes. En droit, elles demeurent séparées ; en fait, elles n'en font qu'une. On comprend donc que l'appel ait été admis pour l'une comme pour l'autre.

La jurisprudence est stable, à l'heure actuelle, sur l'application du principe qui vient d'être énoncé. Elle

a jugé dans ce sens sans divergences depuis 1840 (1). La Cour de cassation a été souvent appelée à préciser la portée des droits d'appel dans notre hypothèse, et ses arrêts sont formels. Dès que l'une des demandes dépasse le taux du dernier essort, ou qu'elle est indéterminée, l'appel est recevable. La dernière décision rendue par elle vise une affaire commerciale et pose le principe de la généralité de la règle. Voici les circonstances et la teneur de l'arrêt qui remonte au 28 novembre 1898.

Le 18 juin 1896, la Cour d'appel de Montpellier déclarait irrecevable l'appel formé par la compagnie des chemins de fer du Midi contre un jugement rendu au profit des sieurs Vergès et Serradelle. Les intimés avaient réclamé en première instance 142 francs, valeur d'un fût de vin avarié, et en outre 500 francs de dommages-intérêts. La compagnie s'était portée reconventionnellement demanderesse et avait conclu à ce que le demandeur fût condamné à enlever le fût litigieux contre paiement des frais d'expertise et de magasinage courus et à courir du jour du refus du destinataire.

La Cour d'appel avait décidé que le montant des demandes n'atteindrait pas 500 francs, que, d'autre

(1) Cass., 6 août 1840, D., 1841, 1, 28; Cass., 13 avril 1869, S., 1869, 1, 303; Cass., 24 février 1879, S., 1879, 1, 349.

part, une demande reconventionnelle dont le chiffre serait indéterminé ou même supérieur au taux du dernier ressort ne donne pas ouverture à l'appel lorsque cette demande n'a pas pour cause des faits distincts de la demande principale, y puise ses seuls éléments et a avec elle une complète connexité. Elle estimait que, dans l'espèce, les deux demandes étaient étroitement liées, qu'elles procédaient d'une seule et même cause : l'expédition du fût litigieux ; et qu'en fin de compte la demande reconventionnelle puisant ses seuls éléments dans la demande principale ne pouvait donner ouverture à appel.

Mais la Cour de cassation a redressé cette opinion dans son arrêt du 28 novembre 1898, sur conclusions conformes de M. l'avocat général Sarrut (1).

« Attendu que, d'une part, en matière commerciale comme en matière civile, il suffit que la demande reconventionnelle soit indéterminée pour que l'appel soit cumulativement recevable contre cette demande et contre la demande principale ; qu'il n'est légalement admis d'exception à ce principe que lorsqu'une demande reconventionnelle en dommages-intérêts est fondée exclusivement sur la demande principale, mais qu'il n'en est pas ainsi dans l'espèce ;

« Que, d'autre part, dans ses conclusions reconven-

(1) D., 1899, 1, 605.

tionnelles, la compagnie n'a pas demandé l'allocation d'une ou de plusieurs sommes dont elle précisait le chiffre ». Et si le chiffre pouvait évaluer les frais d'expertise et de remise en travail et celui du magasinage déjà couru qui était déterminable d'après les tarifs, « il ne lui appartenait pas d'évaluer d'office les frais de magasinage à courir, jusqu'à l'époque incertaine de l'enlèvement du fût ». C'est dans ce fait que réside l'indétermination de la demande reconventionnelle.

Nous disons à bon droit que la seconde règle formulée par l'article 2, § 2 est hors de toute controverse. Elle s'appliquerait au cas d'un seul demandeur et d'un seul défendeur reconventionnel. Elle s'appliquerait de même à celui d'une demande reconventionnelle formée contre plusieurs demandeurs conjoints avec cette restriction que, pour déterminer le taux de la compétence en dernier ressort, la jurisprudence décide qu'il faut s'attacher non au total de la créance, mais à la part de chacun des demandeurs (1).

Cela dit, occupons-nous des :

B) *Demandes reconventionnelles en dommages-intérêts*. — Il ne s'agit pas ici d'une demande reconventionnelle en dommages-intérêts qui a pour objet la réparation d'un préjudice causé au défendeur par un

(1) *Sic*, Glasson, *ibid.*, p. 88 et arrêts de Cassation cités : 27 décembre 1899, D., 1900, 4, 226 ; 7 novembre 1900, D., 1901, 4, 64.

fait complètement distinct de l'action principale. Cette demande serait une demande distincte et soumise à la règle précédemment énoncée. La doctrine et la jurisprudence sont d'accord en ce qui les concerne (1).

Les demandes reconventionnelles prévues par le texte dans le § 3 sont celles qui sont fondées sur la demande principale elle-même pour lesquelles le législateur s'est montré plus sévère et pour lesquelles il a édicté une sanction exceptionnelle et stricte. Il faut supposer, pour juger de l'efficacité de la mesure prise, une demande principale qui est de la compétence en premier et en dernier ressort des tribunaux saisis (justices de paix, tribunaux de commerce ou civils de première instance). S'il avait été admis sans restriction que le défendeur aurait la liberté de demander reconventionnellement des dommages-intérêts en se fondant sur la demande principale, on aurait abouti, en appliquant la règle générale du § 2 de l'article 2, à laisser le défendeur souverain arbitre du second ressort, ce qui est contraire au principe étudié dans notre chapitre II, principe en vertu duquel le chiffre de la demande seul détermine le degré de juridiction.

La précaution prise par le législateur est excellente

(1) *Sic*, Glasson, *ibid.*; Cass., 30 avril 1889, D., 1889, 4, 462; Cass., 12 décembre 1897, D., 1898, 4, 135; Cass., 22 octobre 1902, D., 1902, 4, 535.

et constitue un frein mis à l'abus des demandes reconventionnelles en dommages-intérêts que nous visons.

Le texte, avons-nous dit, est restrictif et de là découlent d'importantes conséquences dont les plus remarquables sont les suivantes, qui dérivent toutes de cette idée primordiale que ses dispositions sont édictées contre le défendeur.

En premier lieu, si la demande principale comporte le droit d'appel, la demande reconventionnelle basée sur la principale n'a aucune influence sur le ressort; l'appel est de droit parce que le motif de défiance vis-à-vis du défendeur n'existe plus : les juges sont régulièrement saisis d'une demande principale sujette aux deux degrés de juridiction et l'attitude du défendeur, en l'espèce, n'a pas la propriété de bouleverser la théorie générale du droit d'appel.

En second lieu, comme il s'agit d'une règle établie contre le défendeur, il est admis qu'elle ne recevrait pas son application si la demande de dommages-intérêts était surajoutée par le demandeur, fondée qu'elle serait sur les moyens de défense plus ou moins juridiques que lui opposerait le défendeur (1).

Enfin, il est permis de conclure que le demandeur en faveur de qui l'exception est établie, sa demande fût-elle inférieure au taux de l'appel, aurait toujours

(1) Cass. req., 30 mai 1892, D , 1893 3, 47.

le droit de recourir à des juges supérieurs si, par hasard, un tribunal admettait le bien fondé de la demande reconventionnelle.

Les conséquences ainsi déduites sont dans la logique du système des lois de 1838 et 1840, et la seule difficulté pratique que suscite notre règle réside dans l'appréciation du fait générateur des dommages-intérêts reconventionnellement demandés par le défendeur. Quand la demande reconventionnelle en dommages-intérêts est-elle basée sur la demande principale? C'est aux tribunaux à le juger et ils ont à cet effet un pouvoir souverain d'appréciation (1).

En général, la jurisprudence a une tendance à limiter le cercle dans lequel évoluent les demandes reconventionnelles. Nous ne pouvons mieux le prouver qu'en apportant le témoignage d'arrêts tout récents de la Cour de cassation qui résument le dernier état de la jurisprudence, en ayant soin de préciser la nature de ces demandes.

Au cours des deux dernières années, en 1912 et 1913, dans cinq arrêts distincts, elle a indiqué le rôle des demandes reconventionnelles fondées sur des dommages-intérêts, en précisant quels sont les dommages-intérêts susceptibles d'être pris en considération dans la détermination du ressort.

(1) Cass. req., 30 mai 1892, D., 1893, 1, 347.

Aucune de ces cinq décisions ne se rapporte à un pourvoi formé contre un arrêt de Cour d'appel statuant au second degré sur un litige porté devant un tribunal civil de première instance. La première et la cinquième, en effet, visent un appel de justice de paix devant le tribunal civil de Montauban et celui de Périgueux; les trois autres se réfèrent à des arrêts rendus sur appel de jugements émanés de tribunaux de commerce. Peu importe, car la solution doit être étendue aux affaires civiles de la compétence des tribunaux de première instance.

Il est remarquable que ces arrêts ont été tous rendus au profit de diverses compagnies de chemins de fer.

La première règle uniforme à tirer de l'examen des arrêts peut se traduire comme suit : il n'est pas permis de considérer comme exclusivement fondée sur la demande principale, la demande reconventionnelle en dommages-intérêts qui s'appuie sur des faits distincts de la demande principale, notamment sur des faits antérieurs et étrangers au procès.

Voici les applications de ce principe, telles qu'elles résultent des arrêts :

Une demande en 11 fr. 25 d'indemnité pour avaries survenues à un colis postal et en 10 francs de dommages-intérêts est en premier ressort lorsqu'elle est assortie d'une demande reconventionnelle en 400

francs de dommages-intérêts de la part d'une compagnie de chemins de fer, demande reconventionnelle fondée sur ce que « les agissements du demandeur, tant à l'occasion du procès actuel que des faits antérieurs et étrangers au procès, mais concernant le service de la compagnie, ont eu pour résultat de nuire à cette dernière dans l'esprit du public et de l'exposer à des actions et réclamations de cette nature et, par suite, à des frais d'examen et d'enquête » (Aff. C^{re} de chemins de fer d'Orléans c. Granié) (1).

Dans les autres espèces, les demandes principales étaient basées sur des détaxes, retards, dans la livraison, pertes de colis postal. Elles ressortissaient du premier degré de juridiction, et toutes les demandes reconventionnelles dépassaient, de parti pris, le taux du dernier ressort. Peu importe, la règle a été appliquée d'une façon inflexible par la Cour de cassation.

Voilà la première règle qui se dégage des motifs de nos arrêts.

La seconde explique que les tribunaux doivent tenir compte de l'objet de la demande reconventionnelle in-

(1) Cass. civ., 22 avril 1912, D., 1913, 1, 444. La même solution est donnée par les autres arrêts : Chemin de fer du Midi c. Bétuing, Cass. civ., 19 juin 1912, *ibid.*, p. 445 ; Cass. civ., 9 avril 1913, *ibid.*, p. 445 ; Chemin de fer du Midi c. Theuriès Laguarre, 9 avril 1913, *ibid.*, p. 446 ; Chemin de fer d'Orléans c. veuve Arnould, 9 avril 1913, *ibid.*

dépendamment de toutes autres considérations de second ordre. C'est ainsi qu'il importe peu que le demandeur reconventionnel n'ait articulé aucun fait étranger au litige (22 avril 1912), qu'il ne les ait pas précisés, ni même spécifiés quant à leur date, enlevant de la sorte au juge la possibilité de se rendre compte s'ils étaient antérieurs et étrangers à l'action introduite contre lui (29 juin 1912, 9 avril 1913, 4^e espèce), que les termes de la demande reconventionnelle soient volontairement vagues et imprécis (9 avril 1913, 5^e espèce).

De même, le juge n'a pas à examiner si les conclusions de la demande reconventionnelle sont devenues une formule de style dont le défendeur use dans tous les procès et qui n'est qu'un subterfuge employé pour se ménager l'appel (9 avril 1913, 4^e espèce). Il ne doit pas davantage se préoccuper du mobile qui a inspiré les conclusions de la demande reconventionnelle.

Toutes ces considérations dans l'interprétation de la Cour de cassation doivent être repoussées dans la détermination du ressort. Mieux, en en tenant compte dans leurs jugements ou arrêts, les magistrats violent la loi, parce qu'ils subordonnent la recevabilité de l'appel à une condition qui n'est exigée ni par l'article 11 de la loi du 12 juillet 1905 sur les justices de paix, ni par l'article 639 du code de commerce. C'est, en dernière analyse, à l'objet seul de la demande recon-

ventionnelle que le juge doit se reporter, et il doit juger en premier ressort seulement si les dommages-intérêts réclamés reconventionnellement ne sont pas fondés sur la demande principale.

Et la Cour de cassation faisant application des principes ainsi mis en lumière a cassé toutes les décisions motivées comme il vient d'être dit. Nous réitérons ici que, si la question se posait à propos d'une demande reconventionnelle en dommages-intérêts portée devant un tribunal civil de première instance, la Cour de cassation n'aurait aucun motif pour se déjuger, et très certainement, elle interpréterait suivant les mêmes règles l'article 2 de la loi du 11 avril 1838.

Il semble qu'après de telles conclusions, les magistrats n'ont qu'à faire converger leurs efforts dans le sens de la répression des demandes reconventionnelles inconsidérément intentées : c'est l'idéal sur lequel vont nos conclusions personnelles.

En appliquant la loi dans son esprit, le problème serait résolu par avance. La pierre d'achoppement contre laquelle les tribunaux ont davantage à se mettre en garde, est la détermination de la qualité de défendeur et de demandeur au procès. Quelle est des deux actions intentées la principale et la reconventionnelle? La détermination va de soi lorsqu'on envisage une instance où un créancier poursuit son débiteur en exécution de l'obligation envers lui contractée. Elle

est moins nette quand on se trouve en face d'un acte d'exécution, et qu'à l'occasion de cet acte, le débiteur condamné ou poursuivi en vertu d'un titre exécutoire, s'oppose à l'exécution en demandant la nullité de l'acte, en concluant à des dommages-intérêts pour le préjudice causé par cet acte. La réclamation ainsi faite, sous forme de dommages-intérêts est-elle fondée exclusivement sur la demande principale ? On voit l'intérêt de cette question pour la détermination du ressort.

La Cour de cassation au lendemain de la promulgation de la loi du 11 avril 1838 s'y est trompée. Elle a contesté, en 1841, au saisi la qualité de défendeur, en déclarant que les dommages-intérêts par lui demandés accessoirement à la mainlevée de la saisie sont réputés avoir une cause antérieure à la demande et que s'ils ont une valeur indéterminée le jugement qui intervient est en premier ressort (1).

Cette doctrine était fausse et avait le tort de prendre les apparences pour la réalité. M. Crépon dit justement que « c'est l'acte d'exécution qui contient en définitive toute l'instance », qu'à partir de ce moment le rôle des deux parties est déterminé, que l'une attaque et que l'autre se défend ; que la demande en nullité de la saisie n'est qu'une défense et que la demande en

(1) Cass., 8 décembre 1841, S., 1842, 1, 137.

dommages-intérêts greffée sur celle-là n'influe pas sur la détermination du ressort.

Nous nous rangeons d'autant plus volontiers à cette théorie que la Cour de cassation et nombre de Cours d'appel l'ont adoptée depuis 1860 (1).

En résumé, si l'on veut tenir compte de l'intention du législateur, la solution se simplifie et les tribunaux doivent employer tous les moyens possibles d'éviter, de la part du défendeur, cette fraude à la loi qui consiste à employer des moyens souvent ingénieux mais toujours détournés pour se réserver une voie de recours à laquelle il n'a pas droit.

(1) Cass., 8 août 1860, S., 1864, 4, 479 ; Crépon, *ibid.*, n° 562 et les auteurs cités.

CONCLUSION

Au terme de cette thèse, se pose une question très grave : est-ce que la jurisprudence a interprété, dans le sens du législateur de 1838 et de 1840, les textes qu'elle a eu à appliquer aux multiples espèces qui lui ont été soumises ? N'a-t-elle pas plutôt rompu avec la tradition pour faire œuvre de législation ?

Evidemment, cette question est complexe de par la variété des cas qui se sont présentés dans la pratique. Les tribunaux et les cours ont eu à remplir, dans le domaine de la détermination du ressort, une tâche vraiment herculéenne, et il n'est pas osé d'affirmer qu'en procédure, il n'est aucun terrain qui ait été plus fouillé que le nôtre. Le nombre des décisions judiciaires intervenues se chiffre par plusieurs mille.

Pourquoi, dans ces circonstances, être surpris de rencontrer des conclusions aussi diverses que celles que nous avons cueillies dans nos répertoires de jurisprudence ? Le choc des jugements et des arrêts était fatal et, de toute nécessité, il devait résulter des ter-

mes mêmes de nos lois. Le législateur a trop abandonné à l'initiative et à la perspicacité des juges : il eût été plus avisé en posant, dès 1838, quelques règles plus explicites, en établissant certains points de repère précis qui auraient guidé les magistrats dans l'interprétation des textes. Il fallait, en un mot, dès 1838, déclarer sans ambage, qu'il était fait table rase des traditions de la doctrine et de la jurisprudence passées.

Or, nous savons, pour l'avoir dit, que l'intention du législateur ne visait qu'un changement dans les chiffres, pour la détermination du taux du ressort en matière personnelle ou mobilière, comme en matière immobilière. C'est au silence, on peut même dire à l'incertitude d'esprit des réformateurs de 1838, qu'il faut attribuer les regrettables hésitations de la jurisprudence, hésitations qui sont d'autant plus incompréhensibles de sa part qu'elle se trouvait en face d'une doctrine elle-même divisée sur le terrain d'application des principes essentiels de la détermination du ressort.

Il est incontestable que nous ne nous trouverions pas en présence d'une jurisprudence aussi diverse, aussi disparate, si les auteurs qui ont exposé leurs vues à une époque proche de la loi de 1838, avant ou après sa promulgation, avaient mûri la doctrine de Cujas et adopté une fois pour toutes sa formule simpliste :

« Una lis, una actio », en délaissant l'adage trompeur :
« Tot capita, tot sententiæ ».

Le silence de la loi, les hésitations des jurisconsultes interprètes de son esprit, la nécessité d'assouplir aux exigences de la pratique un texte incomplet, la crainte de voir une demande intentionnellement indéterminée dans le but de recourir à l'appel, le souci d'éviter, le plus possible, les frais de justice, voilà autant d'éléments qui ont concouru à l'éclosion de sentences aussi bigarrées que contradictoires.

Il y a là un résultat fâcheux, mais faut-il, sur tous les points soulevés par l'interprétation des textes, le regretter? Nous ne le pensons pas, car, au point de vue de la justice, de l'équité et de la raison, nous sommes forcés de reconnaître que certaines conclusions jurisprudentielles marquent un progrès évident sur le terrain du droit.

Nous sommes loin, à coup sûr, d'un système uniforme qui réduise à leur plus simple expression toutes les controverses auxquelles donne naissance la détermination du taux de la compétence et du ressort. Sans être une chimère, il est encore réduit à un état idéal dont nous ne sommes pas près d'approcher.

Toutefois, il est un cercle de réformes à tracer et qu'il est nécessaire de circonscrire de plus en plus, en recourant à une loi définitive qui lève les doutes encore existants. Il n'y a, à l'exécution de ce deside-

ratum, aucun obstacle sérieux : le zèle de Chambres moins affairées ménerait à bien cette tâche utile. Nous ne manquons pas de spécialistes éminents en procédure qui ne se feraient pas prier pour prêter leur concours à une œuvre réformatrice aussi nécessaire. Il ne manque que l'initiative à prendre d'une proposition de loi. Mais cette initiative, nous ne la voyons pas poindre, car les seuls intéressés, les justiciables, ne se soucient pas d'un problème qui leur échappe, et, d'un autre côté, les principaux intéressés, les mandataires légaux, n'éprouvent aucun enthousiasme en faveur d'une réforme qui, peut-être, diminuerait le nombre des procès.

Cependant, il faut légiférer ! Pourquoi s'en abstenir ? Est-ce qu'en 1905, lorsqu'il s'est agi de la réforme de la loi du 25 mai 1838 sur les justices de paix, le législateur n'a pas jugé bon d'éclaircir quelques points spéciaux sur la compétence du juge ? Est-ce que, à l'heure actuelle, les difficultés d'interprétation que nous avons exposées et discutées se soulèvent encore devant cette juridiction d'exception, à propos des actions en paiements de loyers ou fermages, de congés, de demandes en réalisation de baux fondées sur les causes prévues par le texte de l'article 2, d'expulsion de lieux, de demandes en validité ou en nullité de saisies-gageries, etc. ? Non, car l'article 2 de la loi du 12 juillet 1905 permet d'évaluer les 600

francs représentant le prix annuel de la location, payables autrement qu'en argent en s'en rapportant soit aux mercuriales, soit au revenu de la propriété, basé sur le principal de la contribution de l'année courante, multiplié par 5.

Est-ce que, d'autre part, elle n'a pas fixé le ressort lorsqu'il s'agit d'une demande formée par plusieurs demandeurs ou contre plusieurs défendeurs collectivement et en vertu d'un titre commun ?

Quoi de plus facile dès lors, en ce qui touche à cette double série de questions, d'en transporter l'application dans un texte qui s'étendrait aux tribunaux civils de première instance ?

Nous ne doutons pas qu'un jour, plus ou moins lointain, la sollicitude du gouvernement ne soit éveillée et qu'enfin elle aboutisse à l'exécution du vœu que nous formulons. Mais nous ne nous attendons pas à une réalisation voulue de la réforme ; elle naîtra sur un incident plus ou moins retentissant et à l'occasion d'un procès qui nécessitera l'intervention législative. Encore une fois, les préoccupations des Chambres sont ailleurs ; c'est un phénomène qu'il faut constater, en le regrettant dans l'intérêt général des plaideurs.

Et pourtant, les peuples qui ont vécu sous l'empire de nos codes, l'Italie et la Belgique, notamment, nous ont montré l'exemple et n'ont pas lieu de s'en repentir.

Il faut donc réformer, mais dans quel sens doivent se diriger les efforts du législateur ?

Il est un objectif auquel, d'ores et déjà, il est superflu de songer : il consisterait à revenir à la théorie très simple de Cujas et de Jousse et à ne fixer la compétence et le ressort que d'après une base unique : le montant de la somme réclamée par l'exploit introductif d'instance, dont la lecture suffirait à édifier le juge sur la portée de ses pouvoirs, peu importe que le demandeur cumule ou non dans le même acte, des demandes provenant d'une cause unique ou de causes différentes. « *Una lis, una actio !* » Il consisterait de même à déclarer, comme l'a fait Jousse, que, dans les demandes collectives, en présence de plusieurs demandeurs ou de plusieurs défendeurs, si l'obligation est née d'un même contrat, la sentence rendue serait sujette à appel si le montant de la somme réclamée est supérieur au taux du dernier ressort. En d'autres termes, on ne diviserait, pour la détermination du ressort, ni la créance ni la dette ; le montant de la somme réclamée fixerait, à lui seul, la compétence et le ressort. En un mot, la théorie du cumul, dans son absolutisme, prévaudrait sur celle des intérêts.

Bien qu'elle ait rallié la meilleure doctrine et que la jurisprudence s'en soit inspirée principalement, jusqu'à l'élaboration de la loi de 1838, cette théorie absolue a vécu, parce que la jurisprudence posté-

rieure, à laquelle le gouvernement, par l'organe de M. Persil, « s'en était rapporté d'une manière absolue » a, en présence des faits, donné à la nouvelle loi l'interprétation extensive que nous avons suivie dans le cours de cette thèse.

On en est donc réduit, regardant en face les nombreux arrêts souvent contradictoires que nous avons mentionnés et dont nous avons analysé la teneur des plus saillants, à jeter un rapide coup d'œil sur l'ensemble des solutions adoptées dans le dernier état de la jurisprudence et à se demander si elles ne sont pas juridiquement et équitablement amendables. Cet examen a une portée générale, puisque, en temps utile, nous avons exposé et critiqué les systèmes qui se sont fait jour sur telle ou telle question particulière.

Tout d'abord, il serait à souhaiter qu'en matière ordinaire, le taux du dernier ressort fût plus élevé, en raison des conditions économiques modernes et de la valeur de la monnaie. En 1905, la loi a augmenté le taux de la compétence des juges de paix dans de notables proportions, et il n'y a aucune raison de ne pas suivre les mêmes errements devant les tribunaux de première instance, suivant un barème à établir.

Cet amendement ne préjudicierait du reste en rien aux réformes auxquelles nous songeons.

C'est ainsi que, dans le chapitre II, consacré à

l'évaluation du taux d'un litige portant sur une somme d'argent, il nous a été donné de mettre en relief les difficultés sans nombre que comporte la détermination du « principal » de la demande. Nous avons vu combien il est pénible d'aboutir à un critérium infailible permettant au juge de déclarer sa sentence en dernier ou en premier ressort, parce qu'on est hésitant, devant le laconisme des textes, à faire entrer dans le cumul du principal telle ou telle somme réclamée par le demandeur. Ne serait-il pas plus simple et plus logique d'admettre qu'en définitive l'objet de la demande comprend, en principal, tout ce qui est dû au jour de son introduction et se trouve compris dans cette demande ? Et pourquoi n'y faire pas entrer les frais de sommation, de protêt et de rechange, les droits d'actes et d'enregistrement, et, en général, tous les frais exposés à cause de la demande ?

Il y aurait là, évidemment, un abandon de la théorie qui écarte ces frais et débours comme accessoires de la demande, mais quel avantage n'en tirerait-on pas au profit de la détermination du ressort ! Ces avances et ces frais justifiés par le demandeur nécessiteraient de la part du juge un simple calcul qui l'aiderait à fixer sa compétence.

Il en est de même des dommages-intérêts dont la cause est antérieure à l'exploit et qui doivent être comptés dans le principal, en dépit du Code belge qui

les écarte pour la détermination de la compétence et du ressort (1).

A un autre point de vue, nous estimons que les demandes exagérées ne sauraient être réduites par le tribunal que la jurisprudence française déclare liée dans tous les cas par le montant de la demande. Il y a là une question de principe sur laquelle on n'a pas le droit de transiger et nous n'admettrions pas les décisions de l'article 35 du code de procédure civile belge qui donne au tribunal le droit de contester l'exagération de la demande et, par suite, de se déclarer incompétent ou compétent dans les limites du dernier ressort (2).

De même, lorsqu'il s'agit de restriction de la demande, nous avons exposé les controverses qui ont été soulevées à ce sujet. Le nouveau code de procédure belge décide que les juges n'ont pas à s'arrêter au chiffre de l'assignation, mais qu'ils doivent considérer le chiffre de la contestation même. En conséquence, il dispose qu'une demande ne peut être scindée

(1) V. Codes belges, 13^e éd., 1902. Vve Larcier éd., Bruxelles.
— Loi du 25 mars 1876, complément, L. I, t. I, ch. I, sect. 2 ;—
« Mode de déterminer la compétence et le ressort (art. 21 à 39).

(2) Art. 35. « S'il résulte manifestement des faits et documents de la cause que la partie a fait une évaluation exagérée, en vue d'éluder la loi qui fixe le taux du dernier ressort, le tribunal d'appel pourra la condamner à des dommages-intérêts et l'appel sera déclaré non-recevable. »

pour échapper à la compétence et au ressort du tribunal (article 24) (1). Nous adopterions de préférence le système présenté par M. Glasson, sur lequel nous ne reviendrons plus ici.

En tous cas, il faut laisser les conclusions, signifiées en cours d'instance ou prises à la barre, jouer le rôle régulateur du ressort auquel elles sont destinées, en leur permettant de redresser, le cas échéant, les erreurs en plus ou en moins commises dans l'évaluation du montant de la demande, sans aller jusqu'à leur donner le pouvoir de modifier la compétence *ratione materiæ* du juge saisi.

En ce qui concerne la pluralité de demandes, nous savons que la loi de 1838 n'a pas tranché davantage la question du cumul des demandes résultant de diverses créances, et présentées dans le même exploit. Nous avons vu les difficultés qui résultent de ce silence du législateur. Par contre, la loi du 12 juillet 1905 sur la compétence des juges de paix contient un article (article 8), qui a réalisé un progrès, dans ce sens qu'elle spécifie que le juge de paix, saisi de plusieurs demandes formulées par la même partie contre le défendeur et réunies dans la même instance, ne pro-

(1) Art. 24. « Lorsque la somme réclamée fait partie d'une créance plus forte qui est contestée, le montant de celle-ci déterminera la compétence.

nonce qu'en premier ressort, si leur valeur totale s'élève au-dessus de 300 francs.

La loi de 1905 ne tient pas compte de l'origine des créances, autrement dit de leurs causes.

La loi belge, au contraire, a établi une distinction qui paraît plus judicieuse et plus exacte. Si les diverses créances se rattachent à une seule et même cause, il y a lieu au cumul ; que si ces créances et ces demandes ont une cause différente, chaque demande est considérée isolément, et l'importance de l'une n'est pas ajoutée au chiffre de l'autre (1).

Rigoureusement, la solution de la loi belge, qui est à l'opposé de la doctrine de Cujas et de Jousse, est peut-être mieux fondée. Néanmoins, nous préférons l'autre solution, parce que, à tout prendre, le défendeur y trouve son bénéfice et un bénéfice appréciable qui est la faculté d'appeler d'une décision qui lui est défavorable. Il y a là une réforme à introduire dans une législation nouvelle.

Enfin, dans le même chapitre, nous avons exposé l'état de la question de la pluralité des demandeurs et des défendeurs et montré comment, après bien des controverses et des hésitations, la Cour de cassation

(1) Art. 23. — « Si la demande a plusieurs chefs qui proviennent de la même cause, on les cumulera pour déterminer la compétence et le ressort.

S'ils dépendent de causes distinctes, chacun des chefs sera, d'après sa valeur propre, jugé en premier ou en dernier ressort. »

a fini par admettre, toutes chambres réunies, dans son arrêt du 25 janvier 1860, la divisibilité des créances. Nous avons insisté sur les anomalies que comporte cette décision qui a pour effet de modifier tantôt la compétence et tantôt le ressort pour une créance qui, avant la décision, avait son caractère propre, sa compétence fixe et son ressort indiscutable.

Néanmoins, cette jurisprudence a exercé une influence manifeste sur la rédaction de l'article 9 de la loi du 12 juillet 1905, qui a levé tout doute en décidant que la demande formée par plusieurs demandeurs ou contre plusieurs défendeurs collectivement et en vertu d'un titre commun sera jugée en dernier ressort, si la part afférente à chacun des demandeurs ou à chacun des défendeurs dans cette demande n'est pas supérieure à 300 francs. Elle ajoute également qu'elle doit être jugée pour le tout en premier ressort, si la part d'un seul des intéressés excède 300 francs et que le juge de paix est incompetent pour le tout, si cette part excède les limites de la juridiction, étant entendu, du reste, que cette solution ne s'applique pas aux créances solidaires ou indivisibles.

La difficulté disparaît donc en matière de demandes portées devant le juge de paix.

Le code de procédure civile belge n'avait pas admis la même solution. Son article 25 dispose que l'action intentée par plusieurs ou contre plusieurs, en vertu

d'un même titre, doit être considérée, quant à la compétence et au ressort, « d'après la somme totale, réclamée, sans tenir compte de la part appartenant ou incombant à chacune des parties en cause ». Il a adopté, en somme, la thèse de Cujas et de Jousse sur le cumul des demandes, thèse qui a trouvé en M. Négrin un ardent défenseur, lequel proposait, pour mettre un terme à toute controverse, d'ajouter à l'article 1^{er} de la loi du 11 avril 1838 et à l'article 639 du code de commerce, après les mots : « jusqu'à la valeur de 1.500 francs », la périphrase suivante : *quels que soient le nombre et l'intérêt des parties*.

Mais, encore une fois, cette doctrine n'est plus de mise et tout en regrettant au point de vue de la logique pure qu'elle n'ait pu s'infiltrer dans les arrêts de jurisprudence, il faut se rendre à l'évidence et ne pas se faire illusion sur le sort qui l'attend dans la discussion qui se présentera un jour devant le Parlement. Celui-ci ne se déjugera pas et introduira dans la loi nouvelle une disposition analogue à celle qu'il a édictée dans l'article 9 de la loi du 12 juillet 1905.

Voilà les conclusions auxquelles nous aboutissons sur les divers points délicats étudiés dans le chapitre II.

Des demandes indéterminées et indéterminables, nous n'avons rien à dire qui n'ait été déjà exposé :

le *statu quo* s'impose. Elles doivent toujours demeurer sujettes à l'appel.

Les demandes déterminables ont, de leur côté, et grâce à la jurisprudence, subi une évolution qui paraît satisfaisante. Nous nous rallions volontiers à la doctrine qui permet aux juges de s'éclairer à la lumière des tarifs officiels et des mercuriales pour déterminer la valeur exacte du litige porté devant eux. C'est peut-être sur ce terrain difficile que la jurisprudence a édifié la construction la plus solide et nous serions heureux de voir sa doctrine consacrée par un texte définitif, ainsi qu'il a été fait, en 1905, à propos de la compétence des juges de paix.

Nous en dirons autant de la jurisprudence bien assise aujourd'hui qui a statué sur le caractère des demandes reconventionnelles en dommages-intérêts. Nous l'avons analysée dans la 4^e section du chapitre II et nous en approuvons, sans réticences, les conclusions.

Un dernier point à examiner et là où une réforme nécessaire s'impose, c'est en matière immobilière où l'appel est restreint dans les limites vraiment trop étroites qui lui ont été imparties par l'article 1^{er} de la loi du 11 avril 1838. Quel serait le juriste qui, aujourd'hui, n'applaudirait pas à une révision du texte un peu désuet de 1838 ? Déjà, en 1867, le Conseil d'Etat avait été saisi d'un projet de loi qui accordait aux tri-

bunaux d'arrondissement le droit de juger en premier et dernier ressort tous procès relatifs à des immeubles, lorsque ceux-ci n'auraient pas été imposés au principal de la contribution foncière pour une somme supérieure à 5 francs.

La base était préférable à celle de la loi de 1838. Nous avons amplement insisté sur le mode de détermination du ressort en matière immobilière. Que de difficultés n'y avons-nous pas rencontrées ! C'est peut-être la question qui nécessite le remaniement le plus profond, mais c'est aussi celle dont il est plus difficile de fixer le sort. Il est à prévoir que, si une modification se produit, elle devra se faire dans l'esprit qui a guidé le rédacteur de la loi de 1905 et que les tribunaux détermineront leur compétence, en prenant pour base du revenu de la propriété le principal de la contribution de l'année courante multipliée par un chiffre à discuter. Ce procédé, outre qu'il cadrerait avec le système adopté en 1905 pour les justices de paix, éviterait toute fraude de la part des parties et ne laisserait pas à l'arbitrage du juge le soin de fixer sa compétence.

Telles sont nos conclusions et tels sont nos vœux !

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
PRÉFACE	1
 CHAPITRE PREMIER. — ETUDE HISTORIQUE SOMMAIRE DE LA	
LOI DU 11 AVRIL 1838	9
<i>Période du droit intermédiaire</i>	10
Lois du 25 mai 1790 et 1791	10
<i>Code de procédure civile de 1806</i>	11
<i>Projet d'organisation judiciaire de 1835 et avis des</i>	
<i>Cours royales</i>	12
<i>Projet de loi de 1838</i>	14
Rapport de M. Persil	15
Opinion de M. Defougères	17
Opinion de M. Gaillard de Kerbertin	19
Rapport de M. Renouard	22
Opinion de M. Barthe	22
 CHAPITRE II. — DE L'ÉVALUATION DU TAUX D'UN LIENGE POR-	
TANT SUR UNE SOMME D'ARGENT	25
SECTION I. — <i>Exposé des principales règles qui dominent</i>	
<i>la matière</i>	25
1 ^o Règle à la base de la détermination du ressort.	
— Controverse	25
2 ^o Distinction établie par l'article 1 ^{er} de la loi du	
11 avril 1838 : actions personnelles et mobilières	
et actions immobilières	29
3 ^o Détermination du taux de la compétence en	
matière personnelle et mobilière	30
4 ^o Détermination du « principal » de 1.500 francs	31
5 ^o Ce qui ne rentre pas dans le principal	35
a) Intérêts échus depuis la demande	35

b) Dommages-intérêts dont la cause est postérieure à l'engagement de l'instance. . . .	42
c) Dépens du procès et frais antérieurs à l'instance	63
α) Frais de sommation	70
β) Droits d'acte et d'enregistrement. . .	74
γ) Frais de saisie-arrêt	78
δ) Frais d'expertise, d'inventaire, etc. . .	79
ε) Frais de protêt	81
SECTION II. — <i>De l'influence des dernières conclusions sur le ressort</i>	82
1° Rôle juridique des conclusions quant à la compétence et au ressort.	82
2° Jugements par défaut.	93
3° Rôle des conclusions subsidiaires	96
SECTION III. — <i>De l'influence sur le ressort des satisfactions données par le défendeur au cours de l'instance</i>	96
1° Effets d'un paiement partiel	99
2° Effets d'offres réelles partielles	103
3° Effets de l'acquiescement	106
SECTION IV. — <i>De l'influence des demandes exagérées sur le taux du ressort</i>	115
Opinion de M. Rodière	115
Opinion de M. Crépon	118
SECTION V. — <i>Des restrictions faites par le demandeur pour rester dans les limites de la compétence en dernier ressort</i>	122
Controverse et jurisprudence sur la question . .	124
Opinion de M. Glasson	126
SECTION VI. — <i>Pluralité de demandes intentées par un seul demandeur contre un seul défendeur</i>	127
1° Cas de demandes procédant du même chef . .	128
Cas de demandes procédant de chefs différents .	129
Opinion de Rebuffe et Henrys	132
Opinion de Merlin	132
Opinion de Carré et Henrion	132
Opinion de Foucher	132
2° Etat de la question jusqu'à la loi du 11 avril 1838	133
3° Doctrine postérieure à la loi du 11 avril 1838 .	134

Opinion de M. Glasson	135
Opinion de MM. Garsonnet et Cézar-Bru	136
Opinion de la jurisprudence (Cour de cassation).	136
Opinion contraire de M. Crépon	138
SECTION VII. — <i>Demande intentée par un seul demandeur contre plusieurs défendeurs.</i>	141
1° Cas où la demande est fondée sur des titres personnels à chaque défendeur.	142
2° Cas d'une demande fondée sur un titre unique	143
Evolution de la jurisprudence d'abord favorable au cumul.	143
SECTION VIII. — <i>Demandes formées par plusieurs demandeurs contre un seul défendeur</i>	149
1° Opinion de M. Carré : division des demandes	151
2° Opinion de MM. Garsonnet et Cezar-Bru : cumul des demandes	152
3° Opinion première de la jurisprudence favorable au cumul (arrêt du 10 janvier 1854)	153
4° Opinion dernière de la jurisprudence favorable à la division des demandes (arrêt du 25 janvier 1860, ch. réun.)	162
5° Arrêt contraire de la cour de cassation du 18 octobre 1893.	170
Etude de sa portée juridique et critique de M. Tissier	171
6° Résumé de la controverse	176
SECTION IX. — <i>Pluralité de demandeurs et de défendeurs</i>	177
1° Principe de la division des créances et des dettes	177
2° Applications du principe : jurisprudence	178
CHAPITRE III. — DE L'ÉVALUATION DU TAUX D'UN LITIGE NE PORTANT PAS SUR UNE SOMME D'ARGENT.	181
SECTION I. — <i>Etude des demandes indéterminées</i>	181
1° Caractères de l'indétermination d'une demande : exemples	182
2° Demandes indéterminables par leur nature	183
a) Demandes se rattachant à l'ordre public	183
b) Demandes se rattachant à l'état, à la capacité ou à la qualité des personnes	184

c) Demandes indéterminées par nature portant sur un ensemble de droits ou sur des immeubles	185
d) Des droits d'usufruit, d'usage et d'habitation	187
SECTION II. — <i>Demandes mobilières et demandes immobilières indéterminées et indéterminables</i>	188
Questions communes à ces demandes	188
1 ^o Meubles	191
2 ^o Immeubles	204
3 ^o Droit d'usufruit, d'usage et d'habitation	210
SECTION III. — <i>Etude des demandes déterminées par la loi</i>	213
1 ^o Demandes immobilières. Concepts juridiques d'estimation	213
a) Expertise : rôle des parties	213
— rôle du tribunal	214
b) Cote de l'impôt foncier.	214
c) Dernier acte de vente de l'immeuble	216
2 ^o Détermination du taux du dernier ressort par la loi du 11 avril 1838 : 60 francs de revenu en rente ou par prix du bail	217
a) Calcul du revenu de l'immeuble : revenu net ou brut	219
b) Contrat qui sert d'élément d'appréciation : Opinion de M. Rodière. — Critique	221
c) Cas où le prix ne consiste pas en une somme d'argent : détermination de la compétence par les lois du 25 mai 1838 sur les justices de paix (art. 3) et du 1 ^{er} juillet 1905 (art. 2). — Controverse doctrinale. — Evaluation du prix par les mercuriales	223
d) Possibilité de la réduction de la demande par le demandeur.	225
e) Conclusion	225
SECTION IV. — <i>Etude des demandes déterminables</i>	226
1 ^o Indétermination réelle et indétermination apparente d'une demande. — Espèces diverses : intérêts, redressement d'une erreur de calcul, dommages-intérêts déterminables ; objets mobiliers. — Jurisprudence de la Cour de cassation	226

2° Denrées	227
a) Saisie-revendication : arrêt du 18 janvier 1854	228
b) Extension par la Cour de cassation à la détermination de la compétence des tribunaux civils de 1 ^{re} instance de la règle formulée dans l'article 3 § 8 de la loi du 12 juillet 1905	230
c) Critique de M. Crépon	232
d) Opinion de MM. Glasson et Garsonnet	234
3° Valeurs de bourse	235
a) Règle posée par la Cour de cassation : arrêt du 6 décembre 1909. — Note de M. Capitant	241
b) Valeurs de spéculation admises à la Bourse	241
c) Valeurs à lots : obligations à lots	242
d) Titres remboursables avec prime par voie de tirage au sort	242
e) Valeurs de spéculation	243
4° Frais évaluables d'après des tarifs indiscutables : droit de magasinage et autres. — Jurisprudence.	244
CHAPITRE IV. — DE L'INFLUENCE DES DEMANDES RECONVENTIONNELLES SUR LE RESSORT. — LEUR ABUS	247
1° Opinion de Jousse sur la séparation des demandes	249
2° Jurisprudence postérieure à 1790-91, favorable au cumul.	250
3° Théorie du calcul individuel des demandes, adoptée par le législateur de 1838 et restriction quant aux dommages-intérêts nés de la demande même	250
4° Demandes reconventionnelles aboutissant à une compensation	251
a) 1 ^{re} hypothèse : art. 2 § 1. — Demandes inférieures à 1.500 francs : pas de cumul.	252
b) 2 ^e hypothèse : art. 2 § 2. — Une demande supérieure à 1.500 francs — Appel pour le tout	253
c) Opinion conforme de la jurisprudence : arrêt de la Cour de cassation du 28 novembre 1898.	254
5° Demandes reconventionnelles en dommages-intérêts : art. 2 § 3.	257
a) Caractère restrictif des textes	258
b) Conséquences au cas où la demande principale est susceptible d'appel.	259

Conséquences au cas où les dommages-intérêts sont surajoutés par le demandeur	259
6° Quand peut-on dire que la demande en dommages- intérêts est fondée sur la demande principale	260
Jurisprudence récente de la Cour de cassation (1912-13)	260
a) 1 ^{re} règle. — N'est pas fondée sur la demande principale reconventionnelle une demande qui s'appuie sur des faits antérieurs et étran- gers au procès	261
b) 2 ^e règle. — Les tribunaux doivent tenir compte de l'objet seul de la demande.	262
7° Détermination de la qualité de demandeur ou de défendeur	264
CONCLUSION	267

Vu :
Le Doyen,
LARNAUDE.

Vu :
Le Président de la thèse,
TISSIER.

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD.

